



BURKINA FASO
**Ministère de la Justice, des Droits Humains
et de la Promotion Civique**



**ANNUAIRE STATISTIQUE 2020
DE LA JUSTICE**

BURKINA FASO
**Ministère de la Justice, des Droits Humains
et de la Promotion Civique**
Direction générale des études et des statistiques sectorielles



**ANNUAIRE STATISTIQUE
2020**



Edition Juillet 2021

Avant-propos



L'amélioration de la performance des juridictions ainsi que de la situation des établissements pénitentiaires constitue un des défis majeurs du ministère en charge de la justice. A l'effet de relever ces défis, il met quotidiennement en œuvre des actions en vue de disposer d'un système judiciaire plus performant et respectueux des droits humains. En tant que service public rendu au nom du peuple, la justice se doit de façon périodique de rendre compte de son niveau de performance. C'est pour répondre à cette exigence que s'inscrit l'élaboration de l'annuaire statistique. Il fait le bilan des activités menées sur une année civile par les juridictions, de la situation des établissements pénitentiaires et fournit certaines données de l'administration centrale (Chancellerie).

L'annuaire statistique comporte les indicateurs clés qui permettent de faire une appréciation qualitative et quantitative des activités des juridictions et établissements pénitentiaires du Burkina Faso. En cela, il constitue un outil d'information et d'aide à la décision.

Le présent document comporte cinq (5) parties, à savoir la présentation du Ministère, les moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, la situation des établissements pénitentiaires et les statistiques sur les mineurs en conflit avec la loi admis dans les centres de réinsertion sociale. Il renferme les données des dix (10) dernières années, à savoir celles de 2011 à 2020. Les résultats présentés d'année en année, permettent d'apprécier le niveau d'évolution du travail des juridictions et la situation des établissements pénitentiaires.

Au regard du contrôle que les citoyens exercent sur le fonctionnement de l'administration publique et de leurs besoins pressants en matière de justice, j'invite tous les acteurs judiciaires et pénitentiaires à plus de détermination et de rigueur dans le travail afin que nous puissions ensemble renforcer la confiance entre la justice et les justiciables mais surtout renforcer la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance dans notre pays.

Le présent annuaire statistique est élaboré pour répondre aux besoins d'informations des acteurs de la justice, de la population et des partenaires techniques et financiers. Par conséquent, je vous exhorte tous à une réelle appropriation de ce document et à apporter toutes critiques constructives pour l'amélioration des éditions à venir.

Je ne saurais clore mon propos sans remercier au nom du Gouvernement du Burkina Faso, tous les partenaires qui accompagnent mon département et tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique. J'adresse particulièrement mes vifs remerciements à l'UNICEF qui, depuis fort longtemps, ne cesse d'accompagner le Ministère en charge de la justice pour la production de ce document.



Victoria QUEDRAOGO KIBORA
Chevalier de l'ordre de l'étole

Table des matières

Avant-propos	5
Table des matières	6
Abréviations	7
Démarche méthodologique	9
I. Organisation du Ministère de la justice	10
I. 1. Présentation des structures centrales	11
II. Moyens de la justice	22
II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	23
II.2 Budget.....	27
II.3 Personnel.....	33
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	57
III.1 Cour de cassation.....	58
III.2 Cours d'appel.....	61
III.3 Tribunaux de grande instance	70
III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	70
III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance	83
III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance	83
III.3.2.2 Activités civiles des parquets	98
III.3.2.3 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	103
III.3.2.4 Activités des chambres des mineurs des tribunaux de grande instance.....	116
III.3.3 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	120
III.3.4 Activités des greffes des tribunaux de grande instance	137
III.4 Tribunaux de commerce	143
III.5 Tribunaux d'instance.....	150
III.6 Tribunaux du travail	154
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	158
IV.1 Cour des comptes	159
IV.2 Conseil d'État	162
IV.3 Tribunaux administratifs	167
V. Établissements pénitentiaires	176
V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées	177
V.2 Caractéristiques des prévenus.....	185
V.3 Caractéristiques des mis en examen	193
V.4 Caractéristiques des condamnés	201
V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC	210
VI. Activités des centres de réinsertion sociale	213
VI.1 Données globales des centres de réinsertion sociale.....	213
VI.2 Mineurs en conflit avec la loi ou en danger.....	215
Les chiffres clés de la justice (1/2)	217
Les chiffres clés de la justice (2/2)	218
Liste des tableaux	219

Abréviations

BE	Bureau d'Études
CA	Cour d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'État
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CONHADA	Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DAAS	Direction des Affaires Administratives et Sociales
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DACC	Direction des Affaires Civiles et Commerciales
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DCPM	Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DDSO	Direction de la Détention, de la Sécurité et des Opérations
DFP	Direction de la Formulation des Politiques
DGAP	Direction Générale de l'Administration Pénitentiaires
DGESS	Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGJCCAS	Direction Générale de la Justice Civile, Commerciale, Administrative et Sociale
DGJPS	Direction Générale de la Justice Pénale et du Sceau
DGREF	Direction des Greffes
DJJ	Direction de la Justice Juvénile
DLCJ	Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DPCP	Direction de la Planification et de la Coopération Pénitentiaire
DP	Direction du Personnel de l'Administration Pénitentiaire
DPPFP	Direction de la Production Pénitentiaire et de la Formation Professionnelle
DPPO	Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle
DRAP	Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAS	Direction de la Santé et de l'Action Sociale
DSEC	Direction du Suivi, de l'Évaluation et de la Capitalisation
DSI	Direction des Services Informatiques
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles
ENGSP	École Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
EP	Établissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
ND	Non disponible (information non disponible à la source)

OMD	Ordre de Mise à Disposition
OSC	Organisation de la Société Civile
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SCC	Service Central du Courrier
TA	Tribunal Administratif
TAr	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

Démarche méthodologique

L'élaboration de l'annuaire statistique 2020 s'inscrit dans la dynamique de disposer et de rendre disponibles des informations statistiques fiables du secteur de la justice. Pour ce faire, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) a bénéficié de l'accompagnement de certaines directions techniques du Ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Pour la production des statistiques du Ministère de la justice, il est mis en place une cellule statistique chargée de collecter les données dans les juridictions et établissements pénitentiaires, au moyen de formulaires spécifiques. Une équipe de supervision a été mise en place afin de contrôler l'exactitude des données collectées. La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2020 est similaire à celle des éditions antérieures. Elle est basée sur l'actualisation des questionnaires, la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées, le traitement de ces données, l'élaboration et la validation du document.

Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres utilisés pour les renseigner et à procéder à la correction des incohérences ou à défaut à la collecte proprement dite. Le traitement des informations collectées s'est effectué à travers l'actualisation de la base de données suivie de la saisie, de l'apurement des données et de l'élaboration de l'annuaire. C'est le résultat de tout ce processus qui a permis à la DGESS de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

En raison de la situation sécuritaire du pays, le TGI de Djibo a été délocalisé à Ouagadougou. Cependant, il fonctionne partiellement ce qui n'a pas permis d'avoir certaines données de la juridiction notamment les activités du parquet et de la chambre correctionnelle.

En plus des problèmes sécuritaires du pays, quelques difficultés ont émaillé l'étape de la collecte. Il s'agit principalement de l'insuffisance de personnel dans certaines structures, de la charge de travail qui ne permet pas aux membres de la cellule de collecter à temps les données, du faible intérêt de certains membres de la cellule statistique et de la mise à disposition tardive des ressources financières pour les sorties de supervision.

I. Organisation du Ministère de la justice

I. 1. Présentation des structures centrales

Le Ministère de la justice est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n° 2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de justice.

C'est ainsi que le Gouvernement a adopté le 16 avril 2019 le décret n° 2019-0309/PRES/PM/MJ portant organisation du ministère de la justice, qui permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités et pour un meilleur fonctionnement des services.

L'organigramme du Ministère de la justice est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

A/ Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

❖ Le Directeur de cabinet

Il est chargé :

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles et de traiter tout dossier qu'il pourrait lui confier ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Secrétaire particulier et le protocole ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets des départements ministériels et des Institutions.

❖ Les Conseillers techniques

Ils assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ L'Inspection technique des services

L'Inspection technique des services contrôle l'application de la politique du département, le fonctionnement des services de la chancellerie, des structures déconcentrées et rattachées ainsi que des projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

- de l'appui-conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services ainsi que des projets et programmes ;
- du contrôle de l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- de l'étude des réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes de la justice ;
- de la lutte contre la corruption au sein du ministère ;

Elle est chargée en outre :

- de veiller au fonctionnement régulier des juridictions, des établissements pénitentiaires, des services administratifs ainsi que des projets et programmes ;

- de prodiguer aux magistrats, aux greffiers, aux personnels pénitentiaire et administratif des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- d'effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- de proposer au Ministre, les mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions, des établissements pénitentiaires et des services administratifs.

❖ **La cellule des Chargés de mission**

Les Chargés de mission sont entre autres, des hauts cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques, judiciaires et /ou administratives et qui rejoignent leur département ministériel en fin de mission ou mandat. Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'administration publique ou de la justice qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ **Les Secrétariats techniques**

Les Secrétariats techniques sont créés pour exécuter des missions conjoncturelles ou temporaires.

De par leur caractère temporaire, ils ne peuvent excéder cinq (05) ans d'existence. A terme, ils s'intègrent dans les structures permanentes du ministère.

Placé sous l'autorité d'un Secrétaire technique, le secrétariat technique peut être organisé en départements

❖ **Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA)**

Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des affaires (SP/CONAHDA) est chargé de la mise en œuvre des orientations qui concourent à la réalisation des missions de la Commission.

Le Secrétariat permanent est dirigé par un Secrétaire permanent. Il est organisé en départements.

Un arrêté conjoint du Ministre de la Justice, Garde des sceaux et du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement détermine l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA).

❖ **La Direction générale de l'Administration pénitentiaire (DGAP)**

Elle est la structure de commandement de la Garde de sécurité pénitentiaire. A ce titre, elle est chargée :

- d'administrer, de coordonner, de gérer, de contrôler et de suivre l'ensemble du personnel et des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de proposer ou de prendre des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des établissements pénitentiaires ;
- de participer à l'exécution des peines privatives de liberté ;
- de veiller à la sécurité des établissements pénitentiaires et de contribuer au maintien de la sécurité publique ;

- d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre du programme pénitentiaire ;
- de participer au recrutement et à la formation des personnels pénitentiaires ;
- d'étudier, de coordonner, de contrôler et de suivre les mesures d'ordre, de discipline des personnels pénitentiaires ;
- d'assurer la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la Justice ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la prévention et à la lutte contre la criminalité nationale et internationale, l'extrémisme violent, la radicalisation et le terrorisme ;
- de coordonner les activités de collecte, de traitement et d'exploitation du renseignement pénitentiaire ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;
- de gérer le casernement du personnel, du matériel technique et du matériel spécifique de sécurité ;
- d'organiser, de promouvoir et de coordonner les activités sportives, culturelles et artistiques au sein de l'administration pénitentiaire ;
- d'organiser et de promouvoir la production pénitentiaire et la formation professionnelle des détenus ;
- de mettre en œuvre les solutions tendant à l'humanisation des prisons en liaison avec la DGJPS ;
- d'assurer la prise en charge sanitaire des détenus ;
- d'œuvrer à la réinsertion sociale des détenus ;
- d'offrir l'assistance morale et psychosociale aux détenus ;
- de participer à la promotion et à la protection des droits des enfants en détention ;
- de coordonner les actions des intervenants pénitentiaires ;
- de participer à l'élaboration de la politique pénale ;
- d'assurer la coopération pénitentiaire et la mise en œuvre des conventions et des normes internationales en matière pénitentiaire ;
- de participer en cas de besoin, aux missions de maintien de la paix au plan national et international ;
- de participer aux activités des corps militaires et paramilitaires ;
- d'établir les statistiques pénitentiaires et de suivre la situation carcérale des détenus.

❖ **Le Secrétariat particulier**

Il assure la réception, le traitement et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Directeur de cabinet et le protocole.

❖ **Le Protocole du Ministre**

Le Protocole du Ministre est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des cérémonies du département, des audiences et des déplacements officiels du Ministre.

❖ **Le Service de sécurité du Ministre**

Il veille à la sécurité du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

B/Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du ministère. Il comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère.

En outre, il est chargé des relations techniques avec les secrétariats généraux des autres départements ministériels et institutions.

Pour ce faire, il dispose des services suivants :

❖ Le Secrétariat particulier

Le secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, de la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la ventilation du courrier interne à destination des structures centrales. Il est dirigé par un secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

❖ Le Bureau d'études

Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études au nombre de cinq (05) au plus, désignés parmi les cadres supérieurs en raison de leurs compétences techniques. Ils sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres.

Le bureau d'études est chargé :

- d'étudier et de faire la synthèse des dossiers qui lui sont confiés ;
- d'élaborer les projets de correspondance ;
- d'assister le Secrétaire général dans le traitement de tout dossier que celui-ci lui confie.

❖ Le Service central du courrier

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. Il enregistre le courrier à l'arrivée et le transmet au secrétariat particulier du Secrétaire général. Il assure également la ventilation de tout le courrier ordinaire à l'extérieur du ministère.

Il est chargé de la reproduction des documents du ministère et de leur reliure.

❖ Le Service chargé de l'accueil et de l'information des usagers

Il est chargé d'assurer un accueil et une orientation des usagers et partenaires du ministère.

1-Les structures centrales :

❖ La Direction générale de la Justice civile, commerciale, administrative et sociale (DGJCCAS)

Elle est chargée :

- de suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ainsi que des questions relatives à l'état des personnes et à la nationalité ;
- d'assurer le contrôle de l'état civil, des tribunaux départementaux et d'arrondissements;
- d'assurer l'instruction des dossiers de naturalisation ;
- de mettre en œuvre les attributions dévolues à la chancellerie en matière de nationalité ;
- de proposer les grandes orientations de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière civile, commerciale, administrative et sociale;
- de participer à l'élaboration des projets de lois en matière civile, commerciale, administrative et sociale;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- de contribuer à assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux en matière civile, commerciale, administrative et sociale.

❖ La Direction générale de la Justice pénale et du Sceau (DGJPS)

Elle est chargée :

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre de la politique pénale ;
- de participer à l'élaboration du programme pénitentiaire ;
- de participer au contrôle de l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de concevoir et coordonner toutes les questions relatives au Sceau de l'Etat ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de proposer des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière pénale ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;
- de participer à la formation professionnelle des détenus, à la mise en œuvre et au suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- d'animer l'autorité centrale et de suivre la coopération judiciaire en matière pénale ;
- d'assurer la promotion et la protection des droits de l'enfant en contact avec la Justice;
- de contribuer à la protection sociale et judiciaire des enfants en contact avec la justice ;
- de coordonner les actions des services sociaux des juridictions et des différents intervenants dans le domaine de la justice juvénile ;
- de participer à l'humanisation des lieux de détention ;
- de participer à l'élaboration des projets de lois en matière pénale
- de contribuer à assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux en matière pénale ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires en matière pénale ;
- de coordonner les actions relatives à la proposition de condamnés détenus à la grâce présidentielle.

❖ **La Direction générale des Officiers publics judiciaires(DGOPJ)**

Elle est chargée :

- d'assurer la conception et le suivi de l'organisation, du contrôle et de la discipline des officiers publics judiciaires sous réserve de la réglementation spécifique à certaines professions ;
- de participer au recrutement des auxiliaires de justice ;
- d'examiner les demandes de nomination aux professions libérales notamment en ce qui concerne les notaires et les huissiers ;
- de proposer toute mesure tendant à l'amélioration du fonctionnement et de l'organisation des professions des différents officiers publics judiciaires;
- de participer à l'élaboration de tout projet de texte législatif et réglementaire relatif aux professions libérales;
- de suivre l'activité des greffes au sein des juridictions et de veiller à leur bon fonctionnement ;
- de proposer toutes mesures appropriées pouvant concourir à améliorer l'organisation et le fonctionnement des greffes ;
- de s'assurer de la fiabilité et de la régularité de la production des pièces périodiques et des pièces d'exécution ;
- de proposer en coordination avec la perception spécialisée, toutes mesures appropriées pour optimiser le recouvrement des recettes liées aux activités judiciaires ;
- de suivre avec la Direction des Ressources humaines la carrière du personnel des greffes ;
- de promouvoir la déontologie du personnel des greffes ;
- de suivre la conception des registres et imprimés usuels et de les mettre à la disposition des juridictions en liaison avec la DGJCCAS et la DGJPS.

❖ **La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)**

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) est chargée :

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques du Ministère ;
- d'organiser les revues sectorielles (mi -parcours et annuelles) de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidé du Ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés (mi-parcours et annuels) du Ministère ;
- de préparer les cadres de concertation sectoriels notamment les CASEM, Conseil de cabinet, Comité de pilotage, Cadre sectoriel de dialogue, etc.) et suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- de contribuer à mobiliser les financements au profit du ministère par l'organisation des tables rondes sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution en collaboration avec la direction de l'administration et des finances ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'identifier et de suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;

- de collecter, centraliser les données, de les traiter et de produire les statistiques sectorielles et de les diffuser ;
- d'élaborer les documents de planification opérationnelle du ministère ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamisation du ministère.

❖ **La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes (DAJAV)**

La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes est chargée :

- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et de faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures judiciaires ;
- de mener toutes autres activités à elle confiées par le Ministre.

❖ **La Direction de la législation et de la coopération judiciaire (DLCJ)**

Elle est chargée :

- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au fonctionnement des greffes, à l'administration pénitentiaire et à la procédure devant toutes les juridictions en liaison avec la DDII ;
- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs aux emplois spécifiques du Ministère de la Justice et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale en liaison avec la DDII ;
- d'élaborer les projets de textes législatifs et réglementaires demandés par le Gouvernement ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels ;
- d'assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux ;
- de procéder aux publications en matière juridique ;
- d'assurer la documentation des juridictions et des services pénitentiaires en ouvrages en liaison avec la DAD ;
- de reproduire les textes législatifs et réglementaires, et le cas échéant de les transmettre aux juridictions, aux établissements pénitentiaires et aux services de la chancellerie ;
- de participer à la préparation et à l'élaboration des conventions judiciaires internationales et proposer les modifications nécessaires à l'intégration et à l'harmonisation de la législation interne avec les normes internationales ;
- d'assurer la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires.

❖ **La Direction de l'administration et des finances (DAF)**

La Direction de l'administration et des finances est chargée du budget et de la gestion des moyens matériels et financiers du Ministère. À ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et d'exécuter le budget du Ministère ;
- d'assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- de conduire le processus de mise en place du Budget-programme du ministère en collaboration avec la DGESS ;
- de gérer les biens meubles et immeubles ;
- de tenir la comptabilité matière ;
- de produire les rapports périodiques sur l'exécution du budget du ministère.

❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

La Direction des marchés publics a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département. A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation des marchés dont le montant prévisionnel toutes taxes comprises est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ;
- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH)**

La Direction des Ressources humaines (DRH) a pour mission, d'assurer en relation avec le Ministère chargé de la fonction publique, la conception, la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures visant à accroître la productivité, l'efficacité et le rendement des personnels du département.

A ce titre, elle est chargée notamment :

- de veiller à l'application du régime juridique applicable aux emplois et aux agents du ministère ;
- d'assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du département ;
- de contribuer à l'élaboration du volet dépenses de personnel du budget du ministère et de suivre son exécution ;
- de proposer l'engagement et la liquidation des dépenses de personnel conformément aux dispositions législatives et réglementaires ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la productivité du personnel du ministère ;
- d'assurer le suivi des écoles de formation professionnelle placées sous tutelle du ministère ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique sociale et de coordonner les initiatives en la matière ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux structures du ministère.

Elle est en outre chargée d'assurer le secrétariat des commissions d'affectation et des conseils de discipline des personnels du Ministère de la Justice sous réserve des textes spécifiques.

❖ **La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM)**

La Direction de la communication et de la presse ministérielle est chargée :

- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du Ministre,
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de gérer les relations publiques du ministère avec les institutions ;

- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presses nationaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec les activités du ministère ;
- d'assurer la mise à jour du site web du Ministère en collaboration avec la DSI ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique du ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du gouvernement et à l'animation des points de presse du gouvernement en collaboration avec les services d'informations du Gouvernement.

❖ **La Direction des archives et de la documentation (DAD)**

Elle a pour mission le traitement, la gestion et la conservation de la mémoire documentaire du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- de constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère ;
- d'appliquer la politique d'archivage et de documentation du ministère en relation avec le centre national des archives ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des outils de gestion d'archives en fonction de la réglementation en vigueur et de l'organisation du Ministère de la Justice ;
- d'optimiser les conditions de stockage et de conservation des documents et les espaces en conséquence et de manière prospective ;
- de veiller au respect des conditions de communication des documents, avec pour objectif général de permettre l'accès rapide aux documents ;
- d'opérer le tri et de gérer les versements aux administrations des archives, en tenant compte des contraintes légales et des durées d'utilité administrative ;
- de repérer l'information professionnelle utile à son unité et de réaliser les résumés signalétiques ;
- d'assurer le catalogage et l'indexation des documents courants avec le langage archivistique approprié ;
- de rechercher et de sélectionner l'information et les prestations documentaires appropriées aux besoins d'informations des utilisateurs ;
- de former et d'accompagner les utilisateurs dans leurs démarches de recherche d'informations.

❖ **La Direction des Services Informatiques (DSI)**

Elle est chargée :

- d'assurer l'élaboration et la mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère de la Justice ;
- d'exécuter les tâches d'informatisation du ministère ;
- d'assurer l'administration des bases de données du ministère ;
- d'assurer la cohérence des systèmes d'information développés conformément au schéma directeur informatique du ministère ;
- d'exploiter les applications fonctionnelles ;
- d'assurer la sécurité du système informatique ;

- d'assurer la maintenance du matériel informatique ;
- d'assurer les actions de formation du personnel et de développement dans le domaine informatique ;
- de mettre à la disposition des services du ministère des modules permettant d'élaborer des statistiques fiables ;
- d'assurer le développement des technologies de l'information et de la communication au sein du ministère.

❖ **La Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII)**

Elle est chargée de :

- de promouvoir la culture du résultat au sein du ministère ;
- de concevoir et mettre en œuvre des outils d'organisation du travail pour l'amélioration du management et des prestations du département en rapport avec les normes et standards internationaux ;
- d'assurer la rationalisation des structures par une veille organisationnelle et institutionnelle ;
- d'assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des réformes institutionnelles et organisationnelles ;
- d'établir une catégorie des processus et définir les procédures correspondantes ;
- de contribuer à l'élaboration et à la vérification de la régularité des actes juridiques pris au sein du ministère ;
- de proposer la déconcentration administrative des structures ;
- de procéder à l'évaluation des performances des structures administratives ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures judiciaires.

2- Les structures déconcentrées

Constituent des structures déconcentrées du ministère de la justice :

- les juridictions ;
- les Directions Régionales de l'administration pénitentiaire (DRAP) ;
- les Établissements pénitentiaires (EP).

3- Les structures rattachées

Sont des structures rattachées :

- l'École Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP) ;
- le Fonds d'Assistance Judiciaire (FAJ) ;
- la Commission nationale de Codification

4- Les structures de mission

Elles concourent à l'exécution des missions conjoncturelles ou temporaires. Ce sont :

- les projets et programmes du ministère ;
- le Comité ministériel de lutte contre le SIDA et les IST.

II. Moyens de la justice

II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000/AN du 09 mai 2000, elle est actuellement régie par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016 portant composition, organisation, attributions, fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle. La Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en premier ressort en matière civile correctionnelle, et de police par le TGI, en matière commerciale par le tribunal de commerce et en matière sociale par le tribunal de travail. Sa chambre correctionnelle connaît également en appel, des décisions rendues par le juge de l'application des peines. En matière criminelle, la section de la chambre criminelle statue en premier ressort. En cas d'appel, la chambre criminelle d'appel statue en dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des affaires commerciales. Aussi, ils sont des juridictions d'appel des décisions rendues par les TD et TAR en matière commerciale. Actuellement, seuls Ouagadougou et Bobo-Dioulasso disposent de tribunaux de commerce autonomes. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance* : Juridiction créée en 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance était compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et n'excédant pas 1 000 000 FCFA et en matière pénale, des contraventions. Il était la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière de législation sociale prévue par le Code du travail et autres textes en vigueur.

Tribunal pour enfants* : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statuait en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28-2004/ AN du 08 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire.

Juge des enfants* : le juge des enfants était compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il était également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il était juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 1 000 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000/AN du 23 mai 2000 et actuellement régi par la loi n°032-2018/AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'État est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 alinéa 2 de la Constitution, « le Conseil d'État est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Cour des comptes : La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Tribunal administratif : Créé par la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995, les tribunaux administratifs sont actuellement régis par la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Tableau II-1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CCass)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3
Tribunaux d'instance* (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	0	0
Tribunaux de grande instance (TGI)	24	24	24	24	24	25	25	25	25	25
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants* (JE)	2	2	7	7	7	7	7	7	0	0
Tribunaux pour enfants* (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	0	0
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAr)	8	8	19	19	19	19	19	19	19	19
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	24	24	24	24	24	25	25	25	25	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	24	24	24	24	25	25	26	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau II-2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2020 par localité

Localités	CCass	CA	TGI	TI*	TD	TAr	TT	TC	TPE*	JE*	CC	CE	TA	EP
Banfora			1		17					0			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	0	19	7	1	1	0	0			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		13								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma		1	1		12								1	1
Gaoua			1		15								1	1
Kaya			1		19					0			1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1			0			1	1
Koupéla			1		9								1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	0	21	12	1	1	0	0	1	1	1	2
Ouahigouya			1		22					0			1	1
Tenkodogo			1		21					0			1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	3	25	0	349	19	3	2	0	0	1	1	25	27

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Établissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et mis en examen) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau II-3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2011											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	20	25	2
2012											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	20	25	2
2013											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2014											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2015											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2016											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	26	2
2017											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	16	1	224	12	2	1	5	16	17	1
Ensemble	2	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2018											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2019											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2020											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Ouagadougou	1	11	0	167	12	2	0	0	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ensemble	3	25	0	349	19	3	0	0	25	27	2

II.2 Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Budget programme : Le budget programme est un outil de programmation, de budgétisation, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes d'une organisation dont la particularité est de mettre l'accent sur la relation entre les crédits alloués et les résultats attendus.

La loi de finances (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

La loi de finances rectificative : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finances initiale.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activités (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Programme : Le programme est un ensemble de moyens budgétaires concourant à la mise en œuvre d'une politique publique. C'est un centre de responsabilité qui s'exerce sur un domaine ministériel représentatif d'une politique publique.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2010 à 2019 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.

Tableau II-4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Personnel	4 235,8	6 347,9	7 654,1	6 878,1	8 785,5	12 414	16 937	18 070	20 521	19 958
Acquisitions de biens et services	1 304,6	1 470,9	2 369,4	3 192,6	4 056,5	3 532	3 477	4 018	3 567	3 005
Transferts courants	546,3	551,8	1 027,3	790,5	1 143,0	932	1 316	1 174	1 363	1 297
Investissements	2 116,8	3 163,2	4 256,0	3 054,7	3 100,7	2 260	7 384	10 641	6 797	1 138
État	1 497,0	3 130,7	4 256,0	2 758,20	1 748,40	1 013	5 067	7 499	6 597	1 138
Ressources extérieures	619,8	32,5	0	0	1 352,4	1 247	2 316	3 142	200	0
Total	8 203,5	11 533,9	15 306,9	13 915,9	17 085,7	19 138	29 115	33 902	32 248	25 398

NB : Les chiffres de 2011, 2015, 2016, 2017 et 2018 correspondent à ceux du Ministère en charge de la justice et de la promotion des droits humains

Tableau II-5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Personnel	5 228,8	5 900,0	7 175,9	6 640,7	8 679,8	13 847	16 037	10 418	20 429	10 205
Acquisitions de biens et services	1 220,2	1 451,6	2 356,8	2 834,3	3 576,8	3 278	3 308	3 805	3 404	2 980
Transferts courants	546,3	551,8	1 027,3	762,8	1 142,4	927	1 140	1 136	1 353	1 294
Investissements	1 872,3	3 130,7	4 255,9	2 757,1	1 748,2	1 766	3 594	5 175	5 119	824
État	1 372,2	3 130,7	4 255,9	2 734,9	1 748,2	973	3 104	5 015	4 919	824
Ressources extérieures	500,1	0,0	0,0	0,0	-	793	489	1 160	200	0
Total	7 838,4	8 867,6	11 034,1	14 815,8	12 994,9	15 147,2	19 817	20 533	30 305	15 212

NB : Les chiffres de 2011, 2015, 2016, 2017 et 2018 correspondent à ceux du Ministère en charge de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Économie et des Finances ; ICF

Tableau II-6: Dotations budgétaires par programme

Programme	2018		2019*		2020	
	Dotation en AE	Dotation en CP	Dotation en AE	Dotation en CP	Dotation en AE	Dotation en CP
Administration judiciaire	6 057	12 988	3 819	14 612	393	11 649
Administration pénitentiaire	3 011	9 904	2 660	11 272	426	10 901
Pilotage et soutien	271	5 410		6 364	00	2 847
Total	9 338	31 275	6 479	32 248	819	25 397

*Les chiffres de 2019 correspondent à ceux du Ministère de la justice après la scission de l'ex MJDHPC

Tableau II-7: Consommations budgétaires par programme

Programme	2019			2020		
	Dotation en CP	Consommation en CP	Taux de consommation	Dotation en CP	Consommation en CP	Taux de consommation
Administration judiciaire	14 612	11 270	77,13%	11 649	5 859	50,49%
Administration pénitentiaire	11 272	11 911	105,67%	10 901	5 970	54,77%
Pilotage et soutien	6 364	7 124	111,94%	2 847	3 475	122,06%
Total	32 248	30 305	93,97%	25 397	15 304	60,35%

Tableau II-8: Dotations et Consommations budgétaires par Direction régionale de l'administration pénitentiaire

	2017		2018		2019		2020	
	Dotation	Cons	Dotation	Cons	Dotation	Cons	Dotation	Cons
DRAP								
DRAP-Bobo-Dioulasso	4 350	3 444	4 350	4 349	4 350	4 350	3 550	3 500
DRAP-Ouagadougou	4 550	3 149	4 550	4 334	4 550	4 045	2 908	2 907
DRAP-Fada N’Gourma	-	-	4 350	3 347	4 350	4 347	2 873	2 873
Ensemble	8 900	6 593	13 250	12 030	13 250	12 742	9 331	9 280

Tableau II-9 : Dotation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)

Cours d’appel	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bobo-Dioulasso	19 400	15 450	43 300	52 500	52 500	14 045
Ouagadougou	15 500	11 350	29 950	44 800	17 800	450 113
Fada N’Gourma	-	-	28 500	38 100	38 100	24 975
Ensemble	34 900	26 800	101 750	135 400	108 400	489 133
Tribunaux pour enfants						
Bobo-Dioulasso	4 900	3 500	4 250	2 575	3 225	-
Ouagadougou	4 900	3 650	4 050	2 450	2 450	-
Ensemble	9 800	7 150	8 300	5 025	5 675	-
Juges des enfants						
Bobo-Dioulasso	2 800	2 250	2 750	4 450	3 700	-
Ouagadougou	2 800	2 200	2 200	4 450	3 650	-
Ensemble	5 600	4 450	4 950	8 900	7 350	-
Tribunaux du travail						
Bobo-Dioulasso	5 700	4 250	5 450	4 900	5 500	4 615
Koudougou*	5 100	4 000	4 200	4 700	4 700	3 845
Ouagadougou	5 800	4 300	4 600	4 600	4 600	3 200
Ensemble	16 600	12 550	14 250	14 200	14 800	11 660
Tribunaux d’instance						
Bobo-Dioulasso	5 550	3 975	4 876	4 450	4 950	-
Ouagadougou	5 300	3 725	4 025	4 025	4 025	-
Ensemble	10 850	7 700	8 901	8 475	8 975	-
Tribunaux de commerce						
Bobo-Dioulasso	9 200	7 350	7 500	9 850	9 850	9 745
Ouagadougou	10 200	7 775	6 726	8 625	8 625	5 957
Ensemble	19 400	15 125	14 226	18 475	18 475	15 702
Tribunaux administratifs						
Bobo-Dioulasso	6 000	6 100	5 600	8 300	7 275	6 050
Ouagadougou	6 700	5 025	5 426	7 275	8 300	5 400
Ensemble	12 700	11 125	11 026	15 575	15 575	11 450

Tableau II-10 : Consommation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)

Cours d'appel	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bobo-Dioulasso	19 205	13 966	42 843	51 395	34 198	12 740
Ouagadougou	11 490	9 281	28 686	15 041	12 909	446 721
Fada N'Gourma	-	-	28 296	38 087	38 095	24 773
Ensemble	30 695	23 246	99 825	104 523	85 202	484 235
Tribunaux pour enfants						
Bobo-Dioulasso	4 684	3 400	4 013	2 451	3 010	-
Ouagadougou	4 645	3 434	2 902	2 450	2 450	-
Ensemble	9 329	6 834	6 915	4 901	5 460	-
Juges des enfants						
Bobo-Dioulasso	2 787	2 147	2 462	3 049	3 700	-
Ouagadougou	2 345	1 797	2 096	2 900	3 250	-
Ensemble	5 132	3 944	4 558	5 949	6 950	-
Tribunaux du travail						
Bobo-Dioulasso	5 498	4 038	5 444	3 592	5 498	3 714
Koudougou*	5 062	3 870	3 990	3 599	3 600	3 294
Ouagadougou	5 682	4 194	4 499	4 600	4 500	3 100
Ensemble	16 242	12 102	13 933	11 790	13 598	10 109
Tribunaux d'instance						
Bobo-Dioulasso	5 539	3 773	4 671	4 249	4 496	-
Ouagadougou	4 748	3 496	3 987	4 015	4 015	-
Ensemble	10 287	7 269	8 658	8 264	8 511	-
Tribunaux de commerce						
Bobo-Dioulasso	9 197	7 142	7 392	8 739	9 244	9 493
Ouagadougou	8 781	6 331	6 511	7 259	7 504	5 449
Ensemble	17 978	13 473	13 903	15 998	16 748	14 943
Tribunaux administratifs						
Bobo-Dioulasso	5 894	5 984	5 597	8 039	6 040	5 798
Ouagadougou	6 569	4 687	4 571	6 048	8 040	3 475
Ensemble	12 463	10 671	10 168	14 087	14 080	9 274

Tableau II-11 : Dotation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	221 350	220 166	264 675	264 675	185 793
Banfora	9 350	9 300	10 850	10 850	7 298
Bobo-Dioulasso	15 250	13 050	19 000	19 000	16 739
Bogandé	8 300	8 450	9 150	9 150	6 229
Boromo	8 400	8 450	9 350	9 350	10 750
Dédougou	9 475	8 650	10 180	10 180	6 767
Diapaga	8 600	8 750	9 550	9 550	6 528
Diébougou	8 250	8 250	9 250	9 250	6 334
Djibo	8 250	8 000	8 780	8 780	*
Dori	8 150	8 250	9 930	9 930	6 769
Fada N'gourma	9 350	9 500	10 680	10 680	7 072
Gaoua	8 250	8 400	9 530	9 530	6 697
Kaya	8 600	8 750	10 430	10 430	6 968
Kongoussi	8 200	8 600	9 150	9 150	5 064
Koudougou	9 100	8 750	11 380	11 380	7 367
Koupéla	-	4 150	8 380	8 380	5 588
Léo	8 500	8 550	9 400	9 400	6 267
Manga	8 850	8 900	10 600	10 600	6 813
Nouna	7 850	8 000	8 800	8 800	5 965
Orodara	8 400	8 350	9 280	9 280	6 225
Ouagadougou	16 150	14 200	20 650	20 650	19 848
Ouahigouya	9 200	9 290	10 900	10 900	7 409
Tenkodogo	9 100	9 050	11 280	11 280	7 613
Tougan	8 325	8 226	9 125	9 125	6 142
Yako	8 750	8 450	9 350	9 700	6 507
Ziniaré	8 700	7 850	9 700	9 350	6 834

*les crédits délégués de Djibo ont été reversés à Ouagadougou

Tableau II-12 : Consommation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	199 344	195 309	247 729	241 498	178 250
Banfora	9 347	9 297	10 850	10 850	7 298
Bobo-Dioulasso	14 029	8 194	18 646	18 999	16 117
Bogandé	7 152	7 731	7 683	8 394	6 027
Boromo	7 664	6 839	9 350	9 350	9 849
Dédougou	8 840	8 043	9 726	9 726	6 664
Diapaga	6 899	6 938	8 065	8 743	6 123
Diébougou	8 049	7 644	8 845	9 247	6 332
Djibo	6 799	7 648	7 478	-	-
Dori	6 681	7 642	9 703	8 630	6 569
Fada N'gourma	7 662	8 582	10 361	10 319	7 047
Gaoua	8 096	7 686	9 528	9 530	6 697
Kaya	8 240	7 397	9 526	8 626	6 584
Kongoussi	7 323	7 128	7 792	8 222	4 936
Koudougou	8 002	7 391	9 877	9 879	6 881
Koupéla	-	3 757	7 649	7 975	5 447
Léo	7 020	6 992	8 637	9 295	5 963
Manga	7 456	7 833	9 529	10 231	6 712
Nouna	7 648	7 498	7 450	7 875	5 665
Orodara	8 198	7 272	8 378	7 779	5 308
Ouagadougou	14 383	14 192	20 588	20 635	19 343
Ouahigouya	8 952	9 286	10 794	10 694	7 204
Tenkodogo	7 852	7 848	10 929	10 480	7 612
Tougan	7 735	7 515	8 909	8 915	5 831
Yako	7 250	7 712	8 894	9 181	5 850
Ziniaré	8 067	7 244	8 542	7 923	6 182

Tableau II-13 : Dotation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	459 792	553 486	553 466	553 466	440 782
Banfora	18 160	21 700	21 828	19 736	11 822
Bobo-Dioulasso	35 024	44 289	49 535	45 680	43 488
Bogandé	20 840	23 617	20 102	19 051	11 326
Boromo	16 344	18 425	16 542	16 459	11 095
Dédougou	14 317	16 417	15 680	15 536	11 567
Diapaga	13 019	15 952	18 020	17 593	15 674
Diébougou	10 841	12 441	13 254	14 885	10 058
Djibo	11 433	13 696	14 277	13 630	9 163
Dori	15 356	17 162	13 270	12 230	10 570
Fada N'gourma	19 806	23 930	21 102	22 176	18 576
Gaoua	12 967	14 751	16 185	17 183	13 998
Kaya	22 712	25 554	19 168	15 656	13 670
Kongoussi	10 329	11 890	11 917	9 432	6 023
Koudougou	19 396	20 388	22 724	21 269	10 662
Koupéla	-	6 250	6 640	7 661	7 373
Léo	14 429	16 205	14 002	12 343	7 557
Manga	17 656	21 060	16 390	12 695	8 340
Nouna	9 999	11 599	11 732	10 926	7 269
Orodara	11 404	13 093	13 302	12 342	8 483
Ouagadougou (MACO)	77 592	99 759	113 424	127 821	82 226
Ouagadougou (PHS)	17 057	20 266	21 068	33 380	68 127
Ouahigouya	14 769	17 327	18 954	19 185	12 868
Tenkodogo	26 706	30 582	24 123	20 468	15 861
Tougan	8 944	10 944	12 607	11 828	7 886
Yako	8 830	10 412	11 575	9 003	6 940
Ziniaré	11 862	15 777	16 045	15 298	10 160

Tableau II-14 : Consommation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	452 058	538 804	547 118	533 499	437 440
MAC					
Banfora	18 078	21 489	21 428	19 334	11 622
Bobo-Dioulasso	35 010	43 967	49 424	45 677	43 359
Bogandé	19 387	22 730	19 703	19 043	11 325
Boromo	16 042	17 511	16 538	16 451	11 093
Dédougou	13 928	15 313	15 675	15 534	11 566
Diapaga	12 734	15 251	17 899	16 793	15 474
Diébougou	10 734	11 983	12 841	14 873	10 058
Djibo	11 432	12 873	13 886	12 824	8 912
Dori	15 176	17 154	13 269	12 230	10 318
Fada N'gourma	19 130	23 924	21 089	22 173	18 574
Gaoua	12 958	14 737	16 170	17 181	13 498
Kaya	22 452	25 424	19 166	15 655	13 670
Kongoussi	10 124	11 435	11 713	9 214	6 020
Koudougou	18 395	19 713	22 724	21 268	10 661
Koupéla	-	5 846	6 586	7 461	7 273
Léo	14 191	15 551	13 828	11 641	7 256
Manga	17 448	20 501	16 278	12 593	8 338
Nouna	9 804	10 699	11 032	10 726	7 269
Orodara	10 310	12 183	12 394	11 340	7 858
Ouagadougou (MACO)	77 475	98 954	112 561	124 379	82 209
Ouagadougou (PHS)	16 530	20 151	21 048	33 371	67 990
Ouahigouya	14 753	16 735	18 946	19 176	12 866
Tenkodogo	26 692	30 194	24 020	20 364	15 859
Tougan	8 815	8 792	11 535	10 164	7 757
Yako	8 626	10 074	11 323	9 002	6 444
Ziniaré	11 836	15 620	16 042	15 196	10 159

II.3 Personnel

Le personnel du Ministère de la justice est composé de:

- magistrats ;
- personnel du corps des greffiers
- personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- personnel occupant des emplois non spécifiques du département (tels que les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les financiers, les agents de bureau, les GRH, les agents de santé, etc.) ;
- personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Concepts

Les magistrats sont régis par la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature et la loi n° 049-2015/CNT du 25 août 2015 portant organisation composition, attributions et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature.

On distingue les magistrats du siège et les magistrats du Parquet (ministère public).

Les **magistrats du siège** sont au niveau :

- du tribunal de grande instance : les juges au siège et les juges d'instruction ;
- du tribunal du travail : le président et les juges ;
- du tribunal administratif : le président et les juges ;
- de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Tribunal de commerce : le président, le vice-président et les juges.

Les **magistrats du parquet** ou assimilés sont au niveau :

- des TGI : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- du TA : le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- de la CA : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- de la CCass : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- de la CC : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- du CE : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

NB : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet.

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau II-15 : Personnel du Ministère par sexe et par corps

		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Magistrats	Hommes	333	360	355	378	396	425	444	444	505	577
	Femmes	95	93	95	99	109	113	115	115	117	130
	Total	428	453	450	477	505	538	559	559	622	707
Greffiers	Hommes	274	297	304	315	335	358	374	413	481	550
	Femmes	94	102	109	110	114	124	119	128	145	163
	Total	368	399	413	425	449	482	493	541	626	713
GSP	Hommes	1 311	1 426	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354
	Femmes	161	212	237	255	300	299	324	371	421	453
	Total	1 472	1 638	1 730	1 846	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807
Autres Personnels	Hommes	-	131	140	167	184	175	236	240	189	236
	Femmes	-	45	48	49	68	72	99	99	66	74
	Total	-	176	188	216	252	247	335	339	255	310
Ensemble	Hommes	1 918	2 214	2 292	2 451	2 773	2 840	3 010	3 136	3 442	3 717
	Femmes	350	452	489	513	591	608	657	713	749	820
	Total	2 268	2 666	2 781	2 964	3 236	3 299	3 500	3 849	4 191	4 537

Tableau II-16 : personnel du ministère par catégorie et par statut

Catégorie	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
P	-	-	-	-	-	-	-	-	-	708
A et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	344
B et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	771
C et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 602
D et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75
E et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 537

Tableau II-17 : personnel du ministère par tranche d'âges

Tranche d'âge	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Moins de 20 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	132
25 à 29 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	658
30 à 39 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 107
40 à 49 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 362
50 à 59 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	226
60 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 537

NB : les tableaux 16 et 17 sont renseignés à partir de 2020. Les données des années antérieures n'ont pas pu être reconstituées

Tableau II-18 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	428	453	450	477	505	538	559	559	622	707
Sexe										
Hommes	333	360	355	378	396	425	444	444	505	577
Femmes	95	93	95	99	109	113	115	115	117	130
Ancienneté										
Moins de 5 ans	127	128	99	109	120	100	132	131	167	237
5 à 9 ans	138	148	148	148	156	129	126	98	109	125
10 à 14 ans	37	45	75	89	90	134	143	145	145	128
15 à 20 ans	38	49	48	61	69	46	53	72	88	116
21 à 24 ans	8	0	0	0	5	27	38	46	46	29
25 ans et plus	80	83	80	70	65	65	67	67	67	72
Position										
Chancellerie SP/CSM	41	43	46	52	55	49	51	55	56	60
Juridictions	350	372	358	376	394	431	457	450	519	593
Mission onusienne	0	0	5	6	8	6	7	7	3	2
Détachement	12	12	10	5	9	11	15	14	13	12
Disponibilité	2	3	4	3	4	2	1	1	1	2
Mises à disposition	23	23	27	35	35	14	28	28	25	30

Tableau II-19 : Magistrats par type de juridiction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cour de cassation	24	26	30	29	29	32	42	40	35	33
Conseil constitutionnel	7	9	9	7	8	8	7	6	7	4
Conseil d'État	14	14	15	14	15	14	9	9	14	19
Cour des comptes	5	7	7	6	6	06	10	10	10	9
Cours d'appel	43	59	53	55	57	80	98	94	109	107
Tribunaux d'instance	7	6	6	6	6	6	4	6	0	-
Tribunaux de grande instance	208	209	201	218	222	239	239	231	293	371
Tribunaux du travail	12	13	11	14	14	14	16	15	17	15
Juges des enfants	4*	4*	7*	6*	6	7	7	7	0	-
Tribunaux pour enfants	7*	9*	9*	8*	9	7	6	6	0	-
Tribunaux administratifs	20	19	17	17	18	18	20	20	21	22
Tribunaux de commerce	10	10	9	10	12	14	12	12	13	13

*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Tableau II-20 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bobo-Dioulasso	19	23	22	20	17	29	28	28	28	30
Ouagadougou	24	36	31	35	40	51	55	55	65	59
Fada N'Gourma						13	15	15	16	18
Ensemble	43	59	53	55	57	93	98	98	109	107
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	3 *	4*	4*	3*	3	1	1	1	-	-
Ouagadougou	4 *	5*	5*	5*	6	5	5	5	-	-
Ensemble	7 *	9*	9*	8*	9	6	6	6	-	-
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	2 *	2*	1*	2*	2	1	1	1	-	-
Ouagadougou	2*	2*	2*	4*	4	2	2	2	-	-
Kaya	-	-	1*	1*	1	1	1	1	-	-
Ouahigouya	-	-	1*	1*	1	1	1	1	-	-
Koudougou	-	-	1*	1*	1	1	1	1	-	-
Banfora	-	-	1*	1*	1	1	0	0	-	-
Tenkodogo	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-
Ensemble	4*	4*	7*	10*	10	8	7	7	-	-
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	3	4	3	4	4	3	3	3	3	4
Koudougou*	1*	1	1	2	2	3	3	3	3	1
Ouagadougou	8	8	7	8	8	8	10	9	11	10
Ensemble	12	13	11	14	14	14	16	15	17	15
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	2	2	2	0	-
Ouagadougou	5	4	4	4	4	4	2	4	0	-
Ensemble	7	6	6	6	6	6	4	6	0	-
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	4	8	7	4	4	4	4	4	4	4
Ouagadougou	6	11	10	6	8	8	8	8	9	9
Ensemble	10	19	17	10	12	12	12	12	13	13
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	9	4	7	7	5	5	6	6	6	7
Ouagadougou	11	6	6	10	13	13	14	14	15	15
Ensemble	20	10	13	17	18	18	20	20	21	22
Tribunaux de grande instance										
Banfora	6	7	7	7	7	7	8	8	11	13
Bobo-Dioulasso	31	30	27	29	38	35	27	27	30	31
Bogandé	5	5	5	4	5	6	6	6	8	11
Boromo	5	5	5	6	6	6	6	6	6	11
Dédougou	7	7	7	7	7	8	6	6	11	14
Diapaga	4	4	4	5	5	5	4	4	7	8
Diébougou	4	4	4	5	5	4	6	6	6	8
Djibo	5	5	5	5	5	5	5	5	3	2
Dori	6	6	5	5	5	7	8	8	6	9
Fada N'gourma	7	7	6	6	7	8	8	8	12	14
Gaoua	7	6	5	6	6	6	6	6	8	10
Kaya	6	7	7	8	8	7	9	9	9	14
Kongoussi	5	7	5	6	5	6	5	5	5	10
Koudougou	10	8	8	9	7	10	11	11	15	18
Koupéla	-	-	-	-	-	5	5	5	8	13
Léo	4	5	5	6	6	6	6	5	6	10
Manga	6	5	5	6	6	7	6	6	6	11
Nouna	4	4	4	5	5	5	5	5	6	9
Orodara	4	4	4	5	5	5	5	5	7	11
Ouagadougou	49	49	48	50	60	59	61	65	75	72
Ouahigouya	6	7	8	9	7	8	9	8	17	17
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Tenkodogo	10	11	11	10	9	10	10	10	14	19
Tougan	5	5	5	6	5	6	5	5	5	9
Yako	5	5	5	6	6	6	6	6	6	10
Ziniaré	6	6	6	7	7	7	6	6	6	12
Ensemble	207	209	201	218	232	239	238	231	293	371

Concepts

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que les magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

❖ Le greffier en chef

Sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- ❖ Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- ❖ Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation.
- ❖ Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre, il en délivre des extraits, des expéditions et des copies.
- ❖ Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe.
- ❖ Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau II-21 : Personnel du corps des greffiers par sexe

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	368	399	413	425	449	482	493	541	626	713
Sexe										
Hommes	274	297	304	315	335	358	374	412	481	550
Femmes	94	102	109	110	114	124	119	129	145	163

Tableau II-22 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	78	89	100	109	114	122	122	127	142	171
Sexe										
Hommes	59	70	79	87	90	98	100	104	114	140
Femmes	19	19	21	22	24	24	22	23	28	31
Ancienneté										
Moins de 5 ans	35	27	22	20	23	19	8	5	42	21
5 à 9 ans	18	27	34	41	42	32	34	27	43	31
10 à 14 ans	7	17	25	24	25	31	36	44	35	45
15 à 19 ans	0	0	0	5	5	21	26	33	43	55
20 à 24 ans	10	7	6	1	1	0	0	0	15	6
25 ans et plus	8	11	13	18	18	18	18	18	1	11
Position										
Chancellerie	12	12	16	19	22	19	34	37	43	42
Juridictions (y compris les hautes cours)	64	73	79	84	88	87	80	83	93	107
Disponibilité	1	1	1	2	2	3	3	3	1	1
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	1	1	1	3
Détachement	1	1	0	1	0	1	1	1	1	3
Suspendu								4	4	-
Stage de spécialisation	-	2	2	1	0	7	1	1	0	-
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Mission onusienne	-	-	2	2	2	3	2	1	0	0
Juridictions										
Ensemble	64	73	79	84	88	87	80	84	93	107
Cour de cassation	2	2	2	2	2	2	5	5	6	5
Conseil constitutionnel	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1
Conseil d'État	1	2	2	2	2	1	2	2	2	2
Cour des comptes	2	3	3	4	4	4	4	4	4	4
Cours d'appel	5	6	8	9	9	9	9	10	11	13
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	0	-
Tribunaux de grande instance	38	43	47	50	50	48	41	43	52	64
Tribunaux du travail	4	4	4	4	4	5	4	5	7	8
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	0	-
Tribunaux administratifs	2	3	3	3	6	6	4	4	5	6
Tribunaux de Commerce	4	4	4	4	5	6	6	6	5	4

Source : DRH

Tableau II-23 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cours d'appel	5	6	8	9	9	10	9	10	11	13
Bobo-Dioulasso	1	2	3	3	3	2	3	3	3	3
Ouagadougou	4	4	5	6	6	6	4	5	6	7
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	2	2	2	2	3
Tribunaux pour enfants	2	0	-							
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	0	-
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	0	-
Juges des enfants	0	-								
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Tribunaux du travail	4	4	4	4	4	5	4	5	7	8
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	2	1	2
Ouagadougou	2	2	2	2	2	3	2	2	4	4
Tribunaux d'instance	2	0	-							
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	0	-
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	0	-
Tribunaux de commerce	4	4	4	4	5	6	6	6	5	4
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	3	3	2	2	2
Ouagadougou	2	2	2	2	3	3	3	4	3	2
Tribunaux administratifs	2	3	3	3	6	6	4	4	5	6
Bobo-Dioulasso	1	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Ouagadougou	1	1	1	1	4	4	2	2	2	3
Tribunaux de grande instance	38	43	47	50	50	48	40	43	52	64
Banfora	2	2	2	2	2	2	2	2	1	1
Bobo-Dioulasso	3	4	5	5	5	5	2	4	5	6
Bogandé	2	3	3	2	2	2	2	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	2	2	2	2	1	1	1	1	2	3
Diébougou	0	1	1	2	2	2	1	1	1	1
Diapaga	1	0	1	2	1	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Gaoua	1	1	1	1	1	2	1	1	2	1
Kaya	2	3	2	2	3	3	2	2	2	2
Kongoussi	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Koudougou	3	2	2	2	2	2	3	3	3	4
Koupéla	-	-	-	-	-	0	1	1	2	2
Léo	1	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Manga	2	2	3	3	3	2	1	2	2	2
Nouna	1	1	2	2	2	1	1	1	2	2
Orodara	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Ouagadougou	3	5	5	7	8	7	6	6	7	16
Ouahigouya	2	2	1	2	2	2	1	2	2	2
Tenkodogo	3	2	2	2	2	2	1	1	2	2
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Yako	2	2	3	2	2	1	1	1	2	2
Ziniaré	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Ensemble	57	64	70	74	78	79	67	72	80	95

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions du greffe.

Tableau II-24 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	149	165	169	193	222	251	237	276	287	370
Sexe										
Hommes	126	135	134	156	180	195	192	224	223	293
Femmes	23	30	35	37	42	56	45	52	64	77
Ancienneté										
Moins de 5 ans	51	53	44	47	62	58	47	48	174	161
5 à 9 ans	46	56	49	52	60	52	51	58	29	59
10 à 14 ans	30	29	48	59	63	79	85	87	32	52
15 à 19 ans	1	1	1	10	12	33	34	49	34	77
20 à 24 ans	12	11	12	1	1	1	3	5	8	13
25 ans et plus	9	15	15	24	24	28	17	29	10	8
Position										
Chancellerie	5	6	8	11	9	10	15	17	16	15
Juridictions (y compris les hautes cours)	140	142	146	166	199	206	197	218	245	327
SP/CSM	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Disponibilité	2	4	3	3	3	5	4	4	2	2
Mise à disposition	0	0	0	1	1	3	2	2	3	6
Détachement	2	0	0	0	0	2	4	4	1	0
Stage de formation ¹	0	13	12	12	10	32	15	30	19	200
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Greffiers en juridictions									
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	140	142	146	166	199	207	200	218	262	327
Cour de cassation	8	5	5	4	6	7	6	6	8	11
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3	6	2	4	3	3
Conseil d'État	3	4	5	4	6	6	6	6	6	7
Cour des comptes	5	5	6	4	5	5	5	5	6	5
Cours d'appel	19	19	20	24	26	30	32	33	32	39
Tribunaux d'instance	5	5	4	7	9	7	6	5	0	-
Tribunaux de grande instance	84	87	82	98	117	116	115	124	174	219
Tribunaux du travail	3	3	3	4	5	8	8	10	9	13
Juges des enfants	0	0	0	0	1	1	1	0	-	-
Tribunaux pour enfants	0	1	3	2	3	4	3	3	-	-
Tribunaux administratifs	3	3	5	6	7	5	5	8	8	12
Tribunaux de commerce	7	7	10	10	11	12	11	12	16	18

¹ Greffiers admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année
Annuaire statistique 2020 de la justice

Tableau II-25 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Greffiers									
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cours d'appel	19	19	20	24	26	27	32	33	32	39
Bobo-Dioulasso	6	7	7	10	11	12	14	13	17	19
Ouagadougou	13	12	13	14	15	15	15	16	12	16
Fada N'Gourma						3	3	4	3	4
Tribunaux pour enfants	0	1	3	2	3	4	3	3	-	-
Bobo-Dioulasso	0	1	2	1	1	2	2	2	-	-
Ouagadougou	0	0	1	1	2	2	1	1	-	-
Juges des enfants	0	0	0	0	1	4	1	0	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	1	2	1	0	-	-
Ouagadougou	0	0	0	0	0	2	0	0	-	-
Tribunaux du travail	3	3	3	4	5	8	8	10	9	13
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	0	3	3	3	4	5
Koudougou*	1	1	1	1	1	1	0	1	1	2
Ouagadougou	2	1	1	2	4	4	5	6	4	6
Tribunaux d'instance	5	5	4	7	9	7	6	5	-	-
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	3	4	3	3	-	-
Ouagadougou	3	3	2	5	6	3	3	2	-	-
Tribunaux de commerce	7	7	10	10	11	12	11	12	16	18
Bobo-Dioulasso	1	1	2	2	2	3	4	4	5	6
Ouagadougou	6	6	8	8	9	9	7	8	11	12
Tribunaux administratifs	2	3	5	6	6	5	5	8	8	12
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	2	2	2	2	4	5
Ouagadougou	2	2	4	5	4	3	3	6	4	7
Tribunaux de grande instance	84	87	82	98	117	116	115	206	174	219
Banfora	2	4	4	3	3	3	3	5	6	6
Bobo-Dioulasso	9	9	9	11	13	15	16	16	22	22
Bogandé	1	0	1	3	3	3	3	4	4	4
Boromo	2	3	3	2	3	3	3	4	4	3
Dédougou	4	3	3	4	5	4	3	5	7	8
Diébougou	3	3	2	3	2	1	1	2	4	5
Diapaga	2	3	3	2	4	5	2	3	4	4
Djibo	2	2	3	4	5	4	3	3	2	1
Dori	2	3	3	3	3	1	2	3	4	5
Fada N'gourma	2	3	3	4	5	1	4	4	5	6
Gaoua	4	3	3	3	1	3	4	4	6	9
Kaya	1	1	1	3	4	3	3	4	5	6
Kongoussi	2	2	2	2	3	2	2	2	4	4
Koudougou	3	7	4	6	7	7	7	8	10	12
Koupéla	-	-	-	-	-	2	2	2	3	5
Léo	2	3	3	3	3	4	2	2	4	5
Manga	1	2	0	3	3	3	3	3	3	2
Nouna	2	1	2	2	2	2	2	3	3	4
Orodara	3	3	3	4	3	3	3	3	3	3
Ouagadougou	23	19	19	20	26	31	34	32	49	70
Ouahigouya	2	2	2	3	5	3	2	2	5	6
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Tenkodogo	5	4	2	5	6	6	5	5	6	8
Tougan	2	2	3	2	2	1	2	2	3	6
Yako	2	2	1	0	2	2	1	1	3	4
Ziniaré	3	3	3	3	4	4	3	4	5	6
Ensemble	120	125	127	151	179	181	181	276	239	239

Concepts

❖ Le Secrétaire des greffes et parquets.

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau II-26 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	141	145	144	123	113	109	134	138	133	172
Sexe										
Hommes	89	92	91	72	65	65	82	85	87	117
Femmes	52	53	53	51	48	44	52	53	46	55
Ancienneté										
Moins de 5 ans	33	27	26	24	21	20	58	79	104	121
5 à 9 ans	67	74	63	33	30	25	22	11	7	12
10 à 14 ans	8	11	21	33	33	20	23	15	2	8
15 à 19 ans	4	4	5	5	4	7	10	12	8	15
20 à 24 ans	15	12	11	1	1	1	1	1	7	4
25 ans et plus	14	17	18	27	24	30	20	20	5	12
Position										
Chancellerie	15	12	9	13	10	8	5	3	4	6
Juridictions (y compris les hautes cours)	116	98	82	79	86	90	98	102	128	154
Disponibilité	1	0	2	0	0	1	1	1	1	1
Mise à disposition	2	1	1	1	0	6	0	0	0	0
Détachement	1	2	0	0	0	1	1	0	0	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stage de formation ²	6	32	50	30	17	20	29	32	5	11

Tableau II-27 : Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	116	98	82	79	86	90	98	102	128	154
Cour de cassation	0	2	3	3	3	6	5	5	5	4
Conseil constitutionnel	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Conseil d'État	2	1	1	1	3	5	5	5	3	3
Cour des comptes	2	3	5	5	4	3	3	3	3	3
Cours d'appel	13	12	7	7	6	7	10	12	13	14
Tribunaux d'instance	0	0	0	0	0	0	1	1	0	-
Tribunaux de grande instance	78	64	56	53	59	58	63	63	90	114
Tribunaux du travail	5	4	3	3	3	3	2	2	4	4
Juges des enfants	1	1	1	1	0	1	0	0	0	-
Tribunaux pour enfants	4	2	0	1	2	1	2	2	0	-
Tribunaux administratifs	5	6	3	2	3	4	5	5	5	7
Tribunaux de commerce	5	3	3	3	3	2	2	4	4	4

Source : DRH

² Interprètes judiciaires, agents de bureau, etc. admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année
 Annuaire statistique 2020 de la justice

Tableau II-28 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Secrétaires des greffes et parquets									
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cours d'appel	13	12	7	7	6	9	10	12	13	14
Bobo-Dioulasso	8	7	4	4	4	4	3	5	5	4
Ouagadougou	5	5	3	3	2	1	3	4	4	6
Fada N'Gourma						4	4	3	4	4
Tribunaux pour enfants	4	2	0	1	2	1	2	2	-	-
Bobo-Dioulasso	2	1	0	0	1	0	0	0	-	-
Ouagadougou	2	1	0	1	1	1	2	2	-	-
Juges des enfants	1	1	1	1	0	1	0	0	-	-
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	0	0	0	0	-	-
Ouagadougou	0	0	0	0	0	1	0	0	-	-
Tribunaux du travail	5	4	3	3	3	3	2	2	4	3
Bobo-Dioulasso	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou*	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Ouagadougou	3	3	2	2	2	2	1	1	2	1
Tribunaux d'instance	0	0	0	0	0	0	1	1	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	1	1	-	-
Tribunaux de commerce	4	3	3	3	3	2	2	4	4	4
Bobo-Dioulasso	2	1	1	0	1	1	1	2	2	2
Ouagadougou	2	2	2	3	2	1	1	2	2	2
Tribunaux administratifs	5	6	3	2	4	4	5	5	5	7
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	2	2	2	2	2	3
Ouagadougou	4	5	2	1	2	2	3	3	3	4
Tribunaux de grande instance	78	64	56	53	59	56	63	63	90	90
Banfora	5	3	3	4	4	3	1	2	3	4
Bobo-Dioulasso	8	6	5	4	4	4	4	3	8	7
Bogandé	1	1	1	1	1	0	0	0	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	2	1	1	2	2
Dédougou	0	0	0	1	2	3	3	3	4	4
Diébougou	1	1	1	1	2	2	2	3	4	4
Diapaga	2	2	2	2	0	1	2	2	0	1
Djibo	2	2	2	1	1	1	2	2	1	1
Dori	1	1	1	2	3	3	4	4	3	2
Fada N'gourma	3	2	2	1	2	1	1	2	5	2
Gaoua	2	2	1	1	1	1	1	2	3	3
Kaya	3	2	2	2	2	1	1	2	3	3
Kongoussi	2	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Koudougou	5	2	2	2	2	3	2	3	6	5
Koupéla	-	-	-	-	-	2	3	2	3	2
Léo	4	3	2	2	1	1	1	1	2	1
Manga	0	0	0	0	1	1	2	2	2	3
Nouna	2	2	1	1	1	2	2	2	3	2
Orodara	2	2	1	1	2	1	1	1	2	2
Ouagadougou	19	19	18	14	16	13	13	11	11	14
Ouahigouya	2	2	2	2	2	3	3	3	3	1
Pô										5
Tenkodogo	4	3	3	2	2	2	3	3	5	5
Tougan	3	2	1	2	1	1	4	3	5	4
Yako	3	2	2	3	4	3	3	2	5	5
Ziniaré	3	3	2	2	3	3	3	3	4	5
Ensemble	110	92	73	70	77	76	85	89	116	118

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 août 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16 -2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est hiérarchisé ainsi qu'il suit :

- les inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- les contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- les assistants de sécurité pénitentiaire ;
- les agents de sécurité pénitentiaire.

Les attributions des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire sont régies respectivement par les articles 13, 17, 21,22 et 25 de la loi n° 016 /2014 AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire.

Tableau II-29 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 472	1 638	1 730	1 846	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807
Sexe										
Hommes	1 311	1 426	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354
Femmes	161	212	237	255	300	299	324	371	421	453

Source : DRH

Tableau II-30 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 006	1 183	1 215	1 324	1 410	1 485	1 444	1 682	1 784	1 782
CPA de Baporo	26	33	34	37	28	24	25	26	44	46
Centre pour mineurs de Laye	16	8	9	11	10	12	15	14	13	13
CERMICOL						20	18	20	24	24
Maisons d'arrêt et de correction	964	1 142	1 172	1 276	1 372	1 429	1 386	1 622	1 703	1 699
Banfora	34	40	37	39	44	46	53	60	67	60
Bobo-Dioulasso	102	126	122	136	140	141	125	163	181	170
Bogandé	26	33	35	37	40	46	45	47	46	49
Boromo	33	31	33	34	38	40	39	43	49	54
Dédougou	38	39	39	42	46	53	49	55	66	68
Diapaga	28	38	37	39	39	34	36	43	41	46
Diébougou	19	26	28	32	34	38	35	39	41	44
Djibo	23	35	29	29	28	57	51	69	32	30
Dori	37	35	35	39	39	39	34	52	47	40
Fada N'gourma	34	35	36	42	45	46	39	54	58	56
Gaoua	31	36	37	35	39	38	41	48	55	55
Kaya	41	38	41	40	46	45	41	46	56	55
Kongoussi	26	30	25	28	28	33	32	34	39	38
Koudougou	44	42	41	50	58	54	54	58	57	62
Koupéla	-	-	-	-	-	23	32	43	40	39
Léo	25	35	32	33	38	35	36	43	54	56
Manga	19	32	30	36	38	36	34	40	37	36
Nouna	19	32	30	31	36	37	40	43	46	41
Orodara	28	31	30	30	31	35	33	42	57	57
Ouagadougou (MACO)	214	198	290	228	231	226	220	246	248	252
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	101	127	122	125	141	165	165
Ouahigouya	40	84	43	56	51	50	43	46	48	50
Tenkodogo	38	41	44	40	51	50	48	50	47	52
Tougan	24	46	29	30	30	32	32	36	45	43
Yako	19	32	29	26	30	32	33	38	34	38
Ziniaré	22	27	40	43	45	41	36	43	47	43

❖ Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques de haut niveau, d'administration et de commandement.

❖ Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau II-31 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	66	66	71	95	98	102	97	101	107	117
Sexe										
Hommes	60	61	66	87	90	94	89	93	99	109
Femmes	6	5	5	8	8	8	8	8	8	8
Ancienneté										
Moins de 5 ans	21	19	15	18	10	1	0	0	28	0
5 à 9 ans	35	38	36	47	44	26	23	17	26	13
10 à 14 ans	3	2	13	22	29	65	59	54	38	50
15 à 20 ans	7	0	0	1	9	10	9	30	15	46
20 à 25 ans	-	7	7	7	6	38	0	0	0	2
26 ans et plus							6	6	0	6
Position										
Chancellerie	16	26	23	36	35	38	40	36	39	45
Autres structures	4	7	10	10	9	10	13	9	13	11
DGAP	12	19	13	26	26	28	27	27	26	34
Directions générale et centrales	12	19	13	24	23	24	24	24	23	31
DRAP Ouagadougou				1	2	2	1	1	1	1
DRAP Bobo-Dioulasso				1	1	1	1	1	1	1
DRAP Fada N'Gourma						1	1	1	1	1
ENGSP	0	0	1	6	7	7	10	14	14	15
CPA de Baporo	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1
CERMICOL						2	2	2	1	1
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Maisons d'arrêt et de correction	26	29	28	27	31	31	27	33	30	54
Banfora	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Bobo-Dioulasso	2	3	2	2	3	2	1	1	2	2
Bogandé	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Boromo	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	1	1	1	1	0	1	1	1	1	1
Diapaga	1	0	1	1	1	1	1	2	1	1
Diébougou	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	1	1	1	1	2	1	1	2	1	1
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	3	1	1	1	1	1	2	1	2
Koupéla	-	-	-	-	-	1	1	1	1	1
Léo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Manga	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Nouna	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Orodara	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou (MACO)	3	3	3	2	3	3	1	2	2	2
Ouagadougou (PHS)	-	1	2	2	2	2	2	1	2	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Tenkodogo	1	2	1	1	2	2	1	2	1	2
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ziniaré	1	0	0	0	1	1	1	2	1	1
Mission onusienne	7	8	16	9	13	15	17	9	13	13
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Disponibilité	1	1	1	0	0	0	0	0	0	8
Détachement		1	0	1	1	2	3	2	8	0
Stage de spécialisation	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-

Source : DRH

Tableau II-32 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	173	173	186	232	242	250	240	270	258	293
Sexe										
Hommes	160	160	172	214	221	226	219	245	234	267
Femmes	13	13	14	18	21	24	21	25	24	26
Ancienneté										
Moins de 5 ans	39	31	15	24	10	115	0	1	116	20
5 à 9 ans	52	66	46	61	73	115	60	58	63	20
10 à 14 ans	34	28	77	89	78	18	101	78	56	100
15 à 20 ans	48	0	0	10	33		33	80	13	107
20 à 25 ans	0	48	48	48	48	2	0	0	2	9
26 ans et plus							46	47	8	37
Position										
Chancellerie	25	27	41	63	60	51	71	78	85	77
Autres structures	4	4	11	4	6	7	4	4	8	9
DGAP	21	23	30	59	54	44	67	74	77	68
Directions générale et centrales	21	23	30	44	44	30	49	55	56	20
DRAP Ouagadougou				7	6	7	6	6	8	9
DRAP Bobo-Dioulasso				8	4	7	8	9	9	9
DRAP Fada N'Gourma							4	4	4	2
ENGSP	2	3	3	8	9	13	13	13	11	13
CPA de Baporo	3	4	5	5	4	3	4	4	4	4
Centre pour mineurs de Laye	0	0	1	1	1	1	2	2	1	1
CERMICOL						3	3	5	4	4
Maisons d'arrêt et de correction	76	93	86	91	119	138	122	125	140	130
Banfora	3	3	3	2	4	6	5	5	6	6
Bobo-Dioulasso	4	6	3	6	9	8	6	7	8	9
Bogandé	4	4	2	3	3	5	4	4	4	5
Boromo	4	4	5	4	4	5	5	5	6	7
Dédougou	3	3	3	3	3	5	5	5	6	5
Diapaga	3	2	3	3	3	3	4	4	5	3
Diébougou	3	3	3	3	4	5	4	4	6	3
Djibo	3	3	3	3	3	4	3	3	3	2
Dori	3	4	3	3	3	3	3	3	4	3
Fada N'gourma	3	4	3	4	5	5	4	6	6	2
Gaoua	3	4	3	3	4	3	4	4	4	3
Kaya	3	3	3	3	4	5	4	4	5	6
Kongoussi	3	3	3	3	3	6	6	4	4	4
Koudougou	3	3	3	4	6	7	6	6	5	4
Koupéla	-	-	-	-	-	5	4	4	5	5
Léo	2	3	4	4	5	5	4	5	6	5
Manga	3	3	3	3	5	7	6	6	6	7
Nouna	3	3	3	3	4	4	4	4	3	4
Orodara	3	3	3	3	4	4	4	4	5	5
Ouagadougou (MACO)	5	11	11	9	14	12	10	11	14	12
Ouagadougou (PHS)	-	3	3	5	7	7	5	5	8	9
Ouahigouya	3	4	3	3	4	5	5	5	6	5
Tenkodogo	3	4	3	3	5	5	5	4	4	4
Tougan	3	4	3	3	3	3	4	5	3	4
Yako	3	3	3	4	4	5	3	3	4	5
Ziniaré	3	3	4	4	6	6	5	5	4	3
Mission onusienne	32	29	28	11	11	8	10	8	11	11
Mise à disposition	0									
Suspendus			1	1	1	1	1	0	0	0
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	-	2	0	2	2	2	1	1	0	0
Stage de spécialisation									2	-
Stage de formation³	35	15	19	50	35	30	13	30	20	26

Source : DRH

³ Contrôleurs admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-33 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 130	1 255	1 371	1 509	1 680	1 660	1 773	2 030	2 260	2 393
Sexe										
Hommes	1 000	1 076	1 165	1 280	1 409	1 392	1 478	1 691	1 874	1 974
Femmes	130	179	206	229	271	268	295	339	386	419
Ancienneté										
Moins de 5 ans	697	695	790	649	558	544	510	706	913	904
5 à 9 ans	310	435	381	595	778	1073	705	738	825	554
10 à 14 ans	62	67	144	205	237	40	451	412	422	630
15 à 20 ans	61	0	0	5	55	0	56	123	89	262
21 à 25 ans	0	58	56	55	52	3	0	0	2	5
26 ans et plus	0	0	0	0	0	0	51	51	9	38
Position										
Chancellerie	106	137	199	237	286	282	359	446	569	659
Autres structures	13	21	30	29	39	32	35	40	44	47
DGAP	93	116	169	208	247	250	324	406	525	612
Directions générale et centrales	93	116	169	200	228	236	276	366	494	584
DRAP Ouagadougou				7	11	8	09	10	13	11
DRAP Bobo-Dioulasso				1	8	6	22	25	14	12
DRAP Fada N'Gourma							17	5	4	5
ENGSP	8	10	11	20	29	31	45	43	35	37
CPA de Baporo	22	27	28	31	23	20	20	20	39	41
Centre pour mineurs de Laye	13	7	8	10	9	11	13	12	12	12
CERMICOL							13	13	19	19
Maisons d'arrêt et de correction	781	1 024	1086	1 152	1 218	1 257	1 237	1 451	1 532	1 536
Banfora	27	34	33	36	39	40	47	54	59	53
Bobo-Dioulasso	89	112	117	128	128	130	118	143	171	158
Bogandé	18	28	32	33	36	40	40	42	41	43
Boromo	27	24	27	29	33	34	33	37	42	46
Dédougou	33	35	34	37	43	47	43	49	59	62
Diapaga	23	36	33	35	35	30	31	37	35	42
Diébougou	14	22	24	28	29	32	30	33	34	40
Djibo	18	30	25	25	24	52	47	65	28	27
Dori	31	27	29	33	33	35	30	48	42	36
Fada N'gourma	25	28	32	37	38	40	34	46	51	53
Gaoua	22	30	33	31	34	34	36	43	50	51
Kaya	31	34	37	36	41	39	36	41	50	48
Kongoussi	17	25	21	24	24	26	25	29	34	33
Koudougou	35	35	37	45	51	46	47	50	51	56
Koupéla	-	-	-	-	-	17	27	38	34	33
Léo	22	31	27	28	32	29	31	37	47	50
Manga	12	26	26	32	32	28	27	33	30	28
Nouna	12	27	26	27	31	32	35	37	42	36
Orodara	23	28	26	26	26	30	28	37	51	51
Ouagadougou (MACO)	193	176	189	215	213	211	209	233	232	238
Ouagadougou (PHS)	-	80	80	94	118	113	118	135	155	154
Ouahigouya	31	35	73	52	46	44	37	40	41	43
Tenkodogo	29	38	40	36	44	42	42	44	42	46
Tougan	18	26	25	26	26	27	27	30	41	38
Yako	14	22	25	21	25	26	29	34	29	32
Ziniaré	17	35	35	38	37	33	30	36	42	39
Mission onusienne	21	13	62	6	12	31	27	14	30	29
Mise à disposition	0	0	0	2	2	1	01	1	7	8
Disponibilité	1	1	0	0	1	4	05	5	5	5
Détachement	-	0	0	0	0	0	00	0	1	1
Suspendus	-	-	4	7	7	7	07	1	2	2
Stage de spécialisation	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-
Condamné	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Stage de formation⁴	-	-	-	-	-	-	37	50	40	35

Source : DRH

⁴ Assistants admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-34 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année, par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	103	144	102	10	10	8	3	3	3	4
Sexe										
Hommes	91	129	90	10	10	8	3	3	3	4
Femmes	12	15	12	0	0	0	0	0	0	0
Ancienneté								0	0	
Moins de 5 ans	90	52	0	0	0	0	0	0	0	0
5 à 9 ans	5	84	93	2	2	1	1	2	0	0
10 à 14 ans	3	3	4	2	2	1	1	1	2	3
15 à 20 ans	5	0	0	1	1	2	1	0	1	1
21 à 25 ans	0	5	5	5	5	4	0	0	0	0
26 ans et plus						1	0	0	0	0
Position										
Chancellerie	18	10	2	2	3	3	2	0	2	2
Autres structures	6	2	1	1	0	0	0	0	0	0
DGAP	12	8	1	1	3	3	2	2	2	2
Directions générale et central	12	8	1	1	2	3	2	2	2	2
DRAP Ouagadougou			0	0	0	0	0	0	0	0
DRAP Bobo-Dioulasso			0	0	1	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre pour mineurs de Laye	3	1	0	0	0	0	0	0	0	
Maisons d'arrêt et de correction	81	39	6	6	4	4	0	1	1	1
Banfora	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	7	5	0	0	0	1	0	0	1	1
Bogandé	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Diapaga	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	2	3	2	2	2	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	14	7	2	2	1	1	0	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	5	3	0	0	0	1	0	0	0	0
Tougan	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Détachement	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus			2	2	2	1	1	1	0	1
ENGSP	-	92	92	0	0	0	0	0	0	0

Source : Direction des ressources humaines

Tableau II-35 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par sexe

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Hommes	131	140	167	184	175	211	246	189	213
Femmes	45	48	49	68	72	91	102	66	67
Ensemble	176	188	216	252	247	302	348	255	280

Source : Direction des ressources humaines

Tableau II-36 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par profession et par sexe

	Femmes						Hommes					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	68	72	91	96	63	67	184	175	211	225	177	213
Adjoint social	0	0	0	0	1	1	3	0	0	0	3	4
Adjoints administratifs	2	1	2	2	0	0	2	2	1	1	0	0
Adjoints de secrétariat	7	7	8	8	2	2	3	6	4	4	2	2
Adjoints des services financiers	1	0	2	2	2	2	1	0	0	0	1	1
Adjoints techniques de la statistique	0	0	0	0	0	0	2	2	2	2	2	2
Administrateurs civils	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrateurs des Affaires sociales	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1	2
Administrateurs des services financiers	0	0	0	0	0	0	5	6	10	14	6	6
Agent de recouvrement du trésor	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Agent itinérant de santé	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Agent spécialisé en GRH	1	1	0	0	0	2	0	0	2	2	2	2
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agents de bureau	8	9	9	10	7	7	4	4	6	6	6	6
Agents de liaison	6	11	17	18	14	13	14	22	25	25	20	20
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	0	0	1	2	2	2	1	1
Aide social	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Archivistes d'État	0	0	1	1	1	1	1	3	7	5	4	3
Assistants de police	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0
Assistants des Aff. Économiques	1	1	1	1	0	0	3	4	3	3	0	0
Assistants en GRH	3	3	3	3	2	2	4	6	8	8	5	6
Attachés d'éducation	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1
Attachés de direction			4	4	0	0			0	0	0	0
Attachés de santé en épidémiologie	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1
Attachés en Études et Analyse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Attachés d'administration scolaire et universitaire	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
Attachés d'éducation spécialisée	0	0	0	1	3	3	10	1	1	4	12	27
Attachés des affaires sociales	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Attachés d'intendance scolaire et universitaire	1	1	2	1	1	1	4	4	7	7	4	4
Chauffeurs	1	1	1	1	0	0	30	40	54	54	35	35
Comptables	1	1	1	1		0	0	0	1	1	0	0
Conseiller d'administ. scolaire et universit.	0	0	0	0	0	0	2	3	3	3	3	3
Conseiller en science et technique			0	0	0	0			1	0	0	0
Conseillers d'intendance scol. et universitaire	2	2	2	2	3	3	2	2	6	6	3	3
Conseillers des Aff. économiques	1	1	1	1	2	2	5	4	5	5	2	2
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	1	0	0	1	1	1	0	0	0
Conseillers en GRH	2	1	1	1	1	1	5	8	13	13	10	10
Conseillers en relation publique	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseillers en science et tech.de l'info	1	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0
Conseillers en STIC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Conservateur des archives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	0	0	0	2	6	7	7	2	3
Contrôleurs du trésor	0	0	0	0	0	1	1	2	2	2	4	4
Économistes	1	1	1	1	0	0	1	1	1	1	1	1
Éducateurs sociaux	6	1	1	1	3	3	18	2	2	2	6	18
Gardien	0	0	0	0	0	0	9	9	9	9	1	0
Infirmier breveté	0	0	0	0	0	1	16	0	0	0	0	1
Infirmier d'état	0	0	0	0	0	3	8	0	0	1	1	2
Ingénieur des travaux informatiques	0	0	0	0	0	0	2	2	3	3	3	3
Ingénieur des travaux statistiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Inspecteurs d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	3
Inspecteurs du trésor	1	0	1	0	0	1	0	0	2	3	3	2
Interprètes judiciaires	1	8	8	8	7	7	14	27	25	25	19	18
Juristes	0	1	2	2	0	0	1	1	1	2	0	0
Maïeuticien d'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Médecin Généraliste	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Moniteur d'éducation spécialisé	1	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	6
Reprographes	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Secrétaires	8	8	8	9	3	1	0	0	0	0	0	0
Secrétaires dactylo	2	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Secrétaires de Direction	5	7	11	10	5	5	0	0	0	0	0	0
Sociologues	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Sous-officiers de police	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Standardistes	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Technicien d'État du génie sanitaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Technicien supérieur d'élevage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Technicien supérieur en informatique	0	0	0	0	0	0	2	1	3	2	2	2
Détachement	0	0	0	0	3	0						
Disponibilité	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	4	0
Mise à disposition	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	3	0

Concepts

Le système judiciaire comprend d'autres acteurs et auxiliaires de la justice, notamment les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régi par le règlement n°5/ CM/ UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi n°16 – 2000/AN du 23 mai 2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le Barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier est régi par la loi n° 054/2017 du 05 décembre 2017 portant réglementation de la profession d'huissier de justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par la loi n 021-2019/AN du 07 mai 2019 portant statut des notaires au Burkina Faso, est un officier public à qui l'État cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'État en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'État à mieux percevoir les impôts.

Tableau II-37 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	157	156	168	164	174	181	181	178	181	206
Sexe										
Hommes	126	125	135	132	139	146	146	141	144	167
Femmes	31	31	33	32	35	35	35	37	37	39
Ancienneté										
Moins de 5 ans	26	28	31	31	38	44	44	41	38	40
5 à 9 ans	29	32	38	38	23	23	23	12	15	34
10 à 14 ans	18	19	16	15	21	20	20	31	55	25
15 à 19 ans	68	61	57	54	31	32	32	20	26	28
20 à 24 ans	7	7	16	16	50	51	51	58	35	34
25 ans et plus	9	9	10	10	11	11	11	16	12	45
Ville de résidence										
Bobo-Dioulasso	13	13	13	13	10	10	10	9	9	10
Ouagadougou	144	143	155	151	164	171	171	169	172	196

Sources : Tableaux de l'Ordre des avocats des années judiciaires.

Tableau II-38 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	33	33	29	29	27	27	27	43	43	43
Sexe										
Hommes	27	27	24	24	22	22	22	35	35	35
Femmes	6	6	5	5	5	5	5	8	8	8
Ancienneté										
Moins de 5 ans	5	5	5	0	0	0	0	19	19	19
5 à 9 ans	0	0	0	5	5	5	5	5	0	0
10 à 14 ans	12	12	0	0	0	0	0	0	5	5
15 à 19 ans	15	15	13	14	13	13	13	1	0	0
20 à 24 ans	0	0	11	10	9	9	9	9	10	10
25 ans et plus	1	1	0	0	0	0	0	9	9	9
Ville de résidence										
Bobo-Dioulasso	7	7	6	6	5	5	5	5	5	5
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada								1	1	1
Gaoua								1	1	1
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Kongoussi								1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Léo								1	1	1
Ouagadougou	20	20	18	18	17	17	17	25	25	25
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2

Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso

Tableau II-39 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	13	13	17	17	18	18	18	18	29	37
Sexe										
Hommes	9	9	10	10	10	10	10	10	19	24
Femmes	4	4	7	7	8	8	8	8	10	13
Ancienneté										
Moins de 5 ans	5	5	9	4	5	5	5	5	15	23
5 à 9 ans	1	1	0	5	5	5	5	5	9	4
10 à 14 ans	7	7	1	1	1	1	1	1	0	5
15 ans et plus			7	7	7	7	7	7	5	5
Lieu de résidence										
Bobo-Dioulasso	4	4	3	3	3	3	3	3	6	9
Ouagadougou	9	9	14	14	15	15	15	15	23	28

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1 Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audienier.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

Irrecevabilité : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, régit par la loi organique N° 018-2016/AN du 26 mai 2016, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. La Cour de cassation se compose :

- d'un premier président ;
- de présidents de chambre ;
- de conseillers ;
- d'un procureur général ;
- d'un premier avocat général ;
- d'avocats généraux ;
- d'un secrétaire général ;
- d'un greffier en chef, chef de greffe ;
- de greffiers en chef ;
- de greffiers ;
- de secrétaires des greffes et parquets.

Elle comprend :

- des chambres civiles ;
- des chambres commerciales ;
- des chambres sociales ;
- des chambres criminelles ;
- un greffe.

Tableau III-1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	169	206	236	225	167	231	263	280	214	241
Saisine directe	-	-	-	-	-	48	49	27	8	13
Saisine par voie de recours	-	-	-	-	-	183	214	253	206	228
Affaires nouvelles	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	169	206	236	225	167	231	263	280	214	241
Chambre civile	60	75	82	77	53	64	83	99	69	88
Chambre commerciale	26	37	36	29	29	28	47	50	19	38
Chambre sociale	34	54	57	61	33	49	46	58	88	52
Chambre criminelle	33	15	22	24	30	50	47	47	19	30
Chambre mixte et Chambres réunies	2	1	3	5	0	4	2	0	0	0
Juridiction du 1er Président	14	24	36	29	22	36	38	26	19	33
Nature de la décision rendue	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	102	159	152	138	108	161	184	213	183	337
Avant dire droit	2	2	4	0	1	0	0	1	3	1
Cassation	15	17	13	15	19	14	18	9	17	19
<i>annulation et renvoi</i>	10	13	11	8	9	11	17	7	17	17
<i>annulation sans renvoi</i>	5	4	2	7	10	4	1	2	0	2
Rejet	30	34	46	49	41	17	37	44	55	135
Incompétence	nd	nd	nd	4	5	10	5	2	4	5
Irrecevabilité	52	27	64	72	58	45	90	81	103	96
Désistement	5	3	14	8	7	5	7	13	12	9
Autres décisions	5	21	16	2	12	21	8	26	29	72
Décisions rédigées	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	108	130	125	105	117	106	157	162	172	292

Tableau III-2 : Affaires nouvelles du parquet général près la Cour de cassation

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	147	139	115	141	225	347	347	260	133	360
Chambre civile	72	58	61	63	88	131	102	82	57	110
Chambre commerciale	25	29	9	12	32	41	37	53	19	82
Chambre sociale	37	41	38	17	75	119	158	93	38	118
Chambre criminelle	10	10	6	47	29	52	48	32	18	50
Chambres mixtes et Chambres réunies	3	1	1	2	1	4	2	0	1	0

Tableau III-3 : Conclusions rendues par le parquet général près la Cour de cassation

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	137	128	96	57	179	243	228	241	133	348
Chambre civile	58	43	57	22	87	94	75	44	57	142
Chambre commerciale	19	26	14	12	23	26	33	34	19	25
Chambre sociale	47	47	19	9	57	88	72	80	38	154
Chambre criminelle	10	11	6	13	11	34	44	82	18	27
Chambres mixtes et Chambres réunies	3	1	0	1	1	1	4	1	1	0

Tableau III-4 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation

		moins de 6 mois	6mois à moins d'un an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	Total
Ensemble	2016	11	2	9	10	12	9	108	161
	2017	4	3	11	6	26	45	89	184
	2018	4	7	11	15	11	29	135	212
	2019	0	5	12	9	6	17	79	128
	2020	6	22	82	46	24	24	105	309
Chambre civile	2016	4	0	4	8	3	5	34	58
	2017	2	3	3	4	16	25	47	100
	2018	0	2	1	3	3	16	40	65
	2019	0	0	8	7	5	11	24	55
	2020	0	0	12	25	9	7	33	86
Chambre commerciale	2016	0	2	1	2	6	2	18	31
	2017	0	0	1	0	4	3	10	18
	2018	0	0	3	2	2	5	19	31
	2019	0	4	4	1	0	0	10	19
	2020	0	2	6	6	3	2	21	40
Chambre sociale	2016	0	0	0	0	3	0	51	54
	2017	0	0	5	2	5	13	22	47
	2018	0	4	4	6	5	4	52	75
	2019	0	1	0	1	1	6	45	54
	2020	0	10	9	15	12	15	51	112
Chambre criminelle	2016	7	0	4	0	0	2	4	17
	2017	2	0	2	0	0	4	10	18
	2018	4	1	3	4	1	4	24	41
	2019	0	0	0	0	0	0	0	0
	2020	6	10	55	0	0	0	0	71
Chambres mixtes et Chambres réunies	2016	0	0	0	0	0	0	1	1
	2017	0	0	0	0	1	0	0	1
	2018	0	0	0	0	0	0	0	0
	2019	0	0	0	0	0	0	0	0
	2020	0	0	0	0	0	0	0	0

Nb : les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

III.2 Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation. (Exemple : forclusion)

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisine directe : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Sources statistiques : *Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plumitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre de l'instruction des cours d'appel.*

Tableau III-5 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Juridiction d'origine										
TGI/Tribunal de commerce	542	939	1 190	819	892	862	1 008	1 306	1 185	1365
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	304	303	295	348	270
Tribunal du travail	281	67	181	319	319	401	522	385	406	329
Tribunal d'instance	37	45	69	31	19	39	21	60	-	-
Saisine directe	30	56	172	38	35	35	361	316	203	78
Autres	-	-	-	-	-	19	30	24	34	6
Ensemble	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176	2 048

Tableau III-6 : Nature des décisions rendues par chambre (hors ADD)

Décisions rendues selon la compétence	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Chambre civile		230	240	275	233	133	271	258	346	451	438
Chambre commerciale		80	84	96	81	46	94	90	120	200	133
Chambre sociale		178	277	286	337	207	287	420	400	389	268
Chambre correctionnelle		125	197	181	259	153	281	366	584	378	558
Chambre de l'instruction		136	132	170	219	110	397	558	922	605	406
Chambre criminelle		167	123	99	54	39	52	35	199	107	209
Chambre pour Mineur		12	1	14	2	0	4	5	3	0	0
Autres		-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Juridiction du 1 ^{er} Président		193	286	251	265	269	352	387	413	383	390
<i>Référés</i>		178	272	233	256	262	323	376	336	327	290
<i>Requêtes</i>		15	14	18	9	7	29	11	77	56	100
Ensemble		1 121	1 340	1 372	1 450	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 402

Tableau III-7 : Nature des décisions rendues par la chambre de l'instruction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chambre de l'instruction	153	168	205	222	110	399	562	924	605	406
Avant dire droit	17	36	35	3	0	2	4	2	0	0
Renvoi en chambre criminelle	126	97	94	129	60	239	270	555	299	174
Renvoi en chambre correctionnelle	6	5	1	1	2	0	113	130	109	26
Non-lieu	1	3	5	3	3	1	5	25	22	6
Prescription									15	19
Liberté provisoire						0	146	139	135	166
Autres décisions	3	27	70	86	45	157	24	73	25	15

Tableau III-8 : Nature des décisions rendues par la chambre civile

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chambre civile*	235	248	291	241	138	283	283	372	476	444
Avant dire droit	5	8	12	8	5	9	9	12	25	6
Confirmations	100	88	135	85	48	100	95	127	191	135
Infirmations	50	58	66	56	32	66	63	84	110	106
<i>Reformations</i>	33	43	45	42	24	49	47	63	81	80
<i>Annulations</i>	17	15	21	14	8	17	16	21	29	26
Désistement	16	62	11	60	34	70	65	89	74	155
Incompétence	0	2	0	2	1	2	2	3	2	5
Irrecevabilité	27	15	51	15	9	17	17	22	33	24
Autres	37	12	12	12	7	13	13	17	33	11
Prescriptions		3		3	2	3	3	4	8	2
Radiations	0	0	4	0	0	3	16	14	0	0
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Décisions rédigées	138	207	222	167	129	215	175	267	325	211

Tableau III-9 : Nature des décisions rendues par la chambre commerciale

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chambre commerciale*	95	97	111	94	53	109	104	139	206	136
Avant dire droit	12	13	15	13	7	15	14	19	6	3
Confirmations	37	39	42	37	21	41	41	54	64	54
Infirmations	23	24	28	23	13	28	26	35	48	57
<i>Reformations</i>	21	22	25	21	12	25	24	32	39	47
<i>Annulations</i>	2	2	3	2	1	3	2	3	9	10
Désistement	9	9	11	9	5	10	10	13	71	3
Incompétence	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Irrecevabilité	7	8	9	8	4	9	8	11	7	9
Autres	1	1	2	1	1	2	1	2	9	8
Prescriptions	3	3	4	3	2	4	4	5	0	2
Radiations	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Décisions rédigées	78	68	98	65	38	72	109	119	99	119

Tableau III-10 : Nature des décisions rendues par la chambre correctionnelle

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chambre correctionnelle	172	273	278	400	207	314	402	634	450	634
Avant dire droit	44	76	97	141	54	33	36	50	72	76
Confirmations	40	76	69	100	73	157	144	220	154	266
Infirmations	32	35	52	94	40	75	68	147	97	174
<i>Reformations</i>	31	25	50	84	39	54	59	139	87	159
<i>Annulations</i>	1	10	2	10	1	21	9	8	10	15
Désistement	16	38	26	16	22	27	42	76	63	41
Incompétence	0	1	1	2	10	0	15	2	1	1
Irrecevabilité	12	22	18	33	7	19	84	40	39	48
Autres	25	25	15	14	1	3	13	99	9	6
Prescriptions									15	22
Radiations	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Décisions rédigées	88	172	212	245	249	270	270	516	161	464

Tableau III-11 : Nature des décisions rendues par la chambre criminelle

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chambre criminelle	161	123	99	54	39	52	35	199	107	209
Condamnation	105	93	75	50	33	47	26	150	56	177
Acquittement	6	8	5	0	2	5	2	13	10	19
Prescriptions	0	7	0	0	0		2	12	31	11
Incompétence		2					0	3	9	1
Autres	50	13	19	4	4	0	4	22	1	1

Tableau III-12 : Nature des décisions rendues par la chambre pour mineur

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chambre pour enfants	12	1	14	2	0	4	5	3	0	0
Confirmation	0	1	0	0	0	1	2	2	0	0
Réformation	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Infirmation	0	0	0	1	0	2	2	1	0	0
Autres	12	0	14	1	0	1	0	0	0	0

Tableau III-13 : Nature des décisions rendues par la chambre sociale

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chambre sociale	179	279	288	340	207	298	433	408	392	273
Avant dire droit	1	1	2	2	0	1	0	2	3	5
Confirmations	103	159	170	218	128	142	232	195	219	153
Infirmations	42	67	71	75	56	90	105	114	95	57
<i>Reformations</i>	27	57	38	38	43	55	90	88	63	56
<i>Annulations</i>	15	10	33	37	13	35	15	26	32	1
Désistement	20	29	18	23	14	24	47	65	46	37
Incompétence	1	1	3	1	1	0	2	1	1	1
Irrecevabilité	11	13	19	14	7	14	30	19	18	18
Autres	1	8	5	6	1	17	4	6	10	2
Prescriptions										0
Radiations	0	1	0	1	0	10	13	6	0	0
Décisions rédigées	167	248	253	252	199	255	417	341	273	237

Tableau III-14 : Nature des décisions rendues par la juridiction du premier président

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Juridiction du 1er Président	198	290	267	274	271	363	501	439	385	395
Avant dire droit	5	0	1	1	0	3	3	4	2	4
Confirmations	93	143	115	105	108	157	184	185	153	163
Infirmations	48	66	52	79	76	77	98	140	115	99
<i>Reformations</i>	45	57	40	68	59	17	77	53	77	72
<i>Annulations</i>	3	9	12	11	17	60	21	87	38	27
Désistement	28	26	36	18	41	58	57	41	29	43
Incompétence	0	9	4	5	5	6	4	9	4	2
Irrecevabilité	1	21	20	12	14	43	28	32	36	26
Autres	23	21	24	46	25	11	16	6	45	56
Prescriptions									1	1
Radiations	0	4	15	8	2	8	111	22	0	1
Décisions rédigées	71	208	187	117	228	277	182	356	298	228

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre de l'instruction : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt ou ordonnance de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau III-15 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176	2 048
Bobo-Dioulasso	243	349	513	274	414	342	551	664	820	479
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	64	122	26	153
Ouagadougou	647	758	1099	933	851	1318	1630	1600	1330	1416

Tableau III-16 : Affaires nouvelles en provenance des juridictions de fonds (TGI, TT, TC...) par Cour d'appel

	2011*	2012*	2013*	2014*	2015*	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	860	1 051	1 599	1 169	1 230	1 606	1 854	2 046	1 679	1 964
Bobo-Dioulasso	227	332	547	253	409	331	537	522	621	467
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	64	108	26	106
Ouagadougou	633	719	1 052	916	821	1 275	1 253	1 416	1 032	1 391

*Les données de 2010 à 2015 contiennent les affaires provenant des TC

Tableau III-17 : Ensemble des décisions rendues des chambres civiles par Cour d'appel

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	235	248	291	241	138	283	283	372	476	444
Bobo-Dioulasso	94	99	116	96	55	113	113	146	249	284
Fada N'Gourma								6	20	17
Ouagadougou	141	149	175	145	83	170	170	220	207	143

Tableau III-18 : Décisions rendues des chambres commerciales par Cour d'appel

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	95	97	111	94	53	109	104	139	206	136
Bobo-Dioulasso	26	26	30	26	14	30	28	38	116	20
Fada N'Gourma								0	1	0
Ouagadougou	69	71	81	68	39	79	76	101	89	116

Tableau III-19 : Ensemble des décisions rendues des chambres sociales par Cour d'appel (y compris les radiations)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	179	279	288	340	207	298	433	408	392	273
Bobo-Dioulasso	47	38	37	72	9	70	102	96	120	81
Fada N'Gourma								0	0	0
Ouagadougou	132	241	251	268	198	228	331	312	272	192

Tableau III-20 : Décisions rendues des chambres correctionnelles par Cour d'appel

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	169	274	279	402	217	314	402	634	450	634
Bobo-Dioulasso	74	131	80	114	13	0	125	235	198	215
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	37	138	0	67
Ouagadougou	95	143	199	288	204	314	240	261	252	352

Tableau III-21 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	199	287	272	274	267	353	501	453	390	394
Bobo-Dioulasso	78	93	70	49	80	106	196	103	104	91
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	0	20	4	46
Ouagadougou	121	194	202	225	187	247	305	330	282	257

Tableau III-22 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	543	910	983	851	846	1096	1153	1 614	1 428	1 308
Bobo-Dioulasso	150	202	116	70	169	324	414	527	677	451
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	23	148	15	131
Ouagadougou	393	708	867	781	677	772	716	939	736	726

Tableau III-23 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Contraventions		4	4	5	49	2	14	12	11	21	2
Délits		143	226	315	242	392	332	470	772	550	779
Crimes		383	355	314	143	245	146	339	453	468	494
Ensemble		530	585	634	434	639	492	821	1 236	1 039	1 275

Tableau III-24 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	530	585	634	434	639	719	997	1 236	1 039	1 275
Bobo-Dioulasso	228	278	293	79	201	99	184	238	209	269
Fada N'Gourma							114	239	206	327
Ouagadougou	302	307	341	355	438	620	699	759	624	679

Tableau III-25 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Ensemble	207	97	233	129	20	161	313	396	127	216	
Bobo-Dioulasso		59	59	168	108	0	64	137	114	33	7
Fada N'Gourma							20	3	52	173	
Ouagadougou		148	38	65	21	20	97	156	279	42	36

Tableau III-26 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	642	519	938	434	639	492	759	1 290	1 065	1 515
Chambres correctionnelles	240	228	363	293	394	346	445	795	572	818
Chambres criminelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chambres pour enfant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chambres de l'instruction	402	291	575	141	245	146	314	495	493	697

Tableau III-27 : Nature des décisions rendues par les chambres de l'instruction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	153	168	205	222	110	399	416	785	470	240
Avant dire droit	17	36	35	3	0	2	4	2	0	0
Renvoi en chambre criminelle	126	97	94	129	60	239	270	555	299	174
Renvoi en chambre correctionnelle	6	5	1	1	2	0	113	130	109	26
Non-lieu	1	3	5	3	3	1	5	25	22	6
Prescription									15	19
Autres décisions	3	27	70	86	45	157	24	73	25	15

Tableau III-28 : Décisions rendues par chambre de l'instruction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	153	168	205	222	110	399	416	785	470	240
Bobo-Dioulasso	72	87	91	175	67	120	266	163	40	9
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	0	133	37	96
Ouagadougou	81	81	114	47	43	279	150	489	393	135

Tableau III-29 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	167	123	99	54	39	52	35	199	107	209
Contradictoire	51	36	37	23	23	17	26	154	38	77
Défaut	116	87	62	31	16	35	9	45	69	132

Tableau III-30 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	167	123	99	54	39	52	35	199	107	209
Bobo-Dioulasso	47	8	99	35	21	52	15	114	0	0
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	20	25	53	173
Ouagadougou	120	115	0	19	18	0	0	60	54	36

Tableau III-31 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

		Moins de 15 jours	De 15 jours à moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans et plus	Total
Ensemble	2016	12	83	100	184	296	257	244	1 176
	2017	1	39	174	232	452	441	238	1 577
	2018	135	47	213	334	478	412	543	2 162
	2019	53	55	188	228	426	401	545	1 896
	2020	128	41	221	248	429	392	360	1 819
Civiles	2016	0	3	30	46	76	77	78	310
	2017	0	6	39	47	63	58	67	280
	2018	6	5	38	53	54	115	50	321
	2019	19	9	34	65	101	90	133	451
	2020	2	2	27	31	76	84	219	441
Commerciales	2016	0	0	2	4	17	34	32	89
	2017	1	0	1	11	45	53	34	145
	2018	1	0	8	10	45	51	43	158
	2019	1	1	5	14	39	35	105	200
	2020	2	0	4	11	40	41	35	133
Sociales	2016	0	0	9	30	83	77	73	272
	2017	0	0	15	39	174	128	61	417
	2018	0	0	3	35	171	155	36	400
	2019	0	0	68	58	115	117	31	389
	2020	0	0	3	16	110	117	23	269
Correctionnelles	2016	0	9	34	91	112	68	61	375
	2017	0	33	26	59	100	178	70	466
	2018	0	4	81	138	156	45	57	481
	2019	2	6	27	42	127	92	41	337
	2020	3	12	103	146	128	82	65	539
Instruction	2016	12	71	25	13	8	1	0	130
	2017	0	0	93	76	70	24	6	269
	2018	128	38	83	98	52	46	357	802
	2019	31	39	54	49	44	67	235	519
	2020	121	27	84	44	75	68	18	437

III.3 Tribunaux de grande instance

III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances suscitées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires des décisions civiles et commerciales, dossiers physiques, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés, registre des ordonnances diverses, courrier arrivé.

Tableau Erreur ! Il n'y a pas de texte répondant à ce style dans ce document.-1 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance (hors référés)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires commerciales	27	7	10	9	12	4	15	59	6	19
Affaires civiles	6 720	6 831	9 144	9 619	9 202	12 897	13 304	17 200	15 714	14 832
<i>Dont</i>										
<i>Divorce</i>		357	125	354	312	400	390	455	475	442
<i>Adoption</i>	-	-	-	-	-	120	97	114	117	99
<i>Etat civil</i>	6 720	6 474	9 019	9 265	8 890	12 377	12 817	16 631	15 122	12 739
<i>Autres</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 559
Ensemble	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 858

Tableau Erreur ! Il n'y a pas de texte répondant à ce style dans ce document.-2 : Nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Injonctions de payer	1442	261	255	281	463	251	135	193	202	260
Saisie des biens	777	269	506	504	302	113	234	108	122	301
Familiales	8 426	5 864	7 999	6828	7 797	7 195	7 707	8 015	6777	6 774
Etat civil	6 574	11 164	10 010	12 675	11 140	13 817	15 982	14 341	13 868	16 870
Divorce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	486
Référés	693	791	764	603	643	838	727	1004	1094	1 496
Autres	937	3715	3 395	2 933	2 662	4 442	6 091	3 876	3 097	4 448
Ensemble	18 849	22 064	22 929	23 824	23 007	26 656	30 876	27 537	25 160	30 635

Tableau Erreur ! Il n'y a pas de texte répondant à ce style dans ce document.-3 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 858
Banfora	141	34	196	212	204	318	174	484	290	349
Bobo-Dioulasso	811	904	1 215	1 086	785	1 256	1 266	1313	1 110	1043
Bogandé	64	67	62	68	115	118	93	118	108	82
Boromo	133	134	180	149	177	337	233	308	219	225
Dédougou	151	159	182	208	184	191	206	372	375	488
Diapaga	76	121	79	54	87	76	93	115	53	98
Diébougou	111	215	211	355	299	237	329	625	486	510
Djibo	78	70	88	102	121	191	198	198	47	136
Dori	182	144	158	201	263	223	93	168	130	193
Fada N'gourma	159	220	219	295	503	519	473	550	590	518
Gaoua	134	137	138	203	214	371	305	231	125	286
Kaya	274	260	291	356	309	336	392	632	305	487
Kongoussi	90	81	89	73	98	195	253	407	462	537
Koudougou	523	1 325	1 349	1 091	992	1 072	1 482	2 476	2 111	1638
Koupéla	-	-	-	-	-	49	524	608	526	606
Léo	134	153	119	149	99	168	317	550	325	413
Manga	369	315	245	280	323	287	343	684	881	359
Nouna	73	87	87	127	123	127	151	197	236	759
Orodara	66	111	91	72	85	212	135	275	218	204
Ouagadougou	2 010	1 031	2 735	2 763	2 529	4 160	3 007	3 006	3 542	2812
Ouahigouya	172	154	173	205	278	242	405	763	908	733
Tenkodogo	398	493	507	705	634	874	974	1 130	875	1004
Tougan	145	115	115	154	153	340	729	729	507	412
Yako	215	295	265	345	298	456	504	659	602	410

Tableau III-35 : Ensemble des affaires nouvelles de référés civiles et commerciales par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	693	791	764	603	643	838	727	1 004	1 094	1 496
Banfora	10	26	19	23	8	24	13	30	14	33
Bobo-Dioulasso	193	238	178	-	105	152	153	184	205	207
Bogandé	1	6	1	2	3	3	0	2	2	0
Boromo	3	6	8	5	8	0	6	4	3	4
Dédougou	13	26	10	4	2	3	3	18	14	17
Diapaga	14	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Diébougou	4	7	3	6	4	6	3	8	0	5
Djibo	7	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Dori	0	3	3	8	0	10	6	5	1	3
Fada N'gourma	2	1	0	4	1	3	2	21	4	2
Gaoua	6	3	10	6	3	10	5	16	18	9
Kaya	19	32	10	9	9	10	6	17	4	8
Kongoussi	0	0	1	2	4	3	5	11	13	15
Koudougou	34	27	19	22	40	37	30	57	34	41
Koupéla	-	-	-	-	-	0	12	9	6	3
Léo	2	5	6	1	8	3	2	20	8	9
Manga	0	2	0	3	4	6	5	5	2	3
Nouna	1	1	3	0	1	2	3	3	4	1
Orodara	1	6	12	8	10	7	4	0	3	7
Ouagadougou	366	383	430	446	375	522	419	556	658	871
Ouahigouya	7	7	9	23	0	3	21	17	57	196
Tenkodogo	5	8	35	27	49	27	25	6	19	31
Tougan	1	3	4	2	2	2	3	8	4	0
Yako	4	0	1	0	2	0	0	2	3	4
Ziniaré	0	1	2	2	4	4	1	4	18	26

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend les chambres suivantes :

Chambre civile et commerciale : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction. En matière commerciale, elle a compétence pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à trois cent mille (300 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Chambre des mineurs : elle est constituée du juge des enfants et de la section pour enfants.

Le juge des enfants connaît des contraventions et des délits passibles d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas deux ans commis par les mineurs. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

La section pour enfants connaît des délits passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à deux ans commis par les mineurs. Elle est également compétente pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

Tableau III-36 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance (hors référés)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	17 677	21 273	22877	25 602	22 364	25 818	30 149	26 533	24 066	29 139
Banfora	434	508	733	624	1 079	1 510	845	1674	821	1 034
Bobo-Dioulasso	1 911	2 204	2 199	2 381	2 526	3 368	2 922	3209	3 276	3 467
Bogandé	212	183	303	215	241	239	215	352	333	342
Boromo	478	390	324	314	311	515	1 174	1151	721	932
Dédougou	462	511	712	672	602	712	1 082	803	1 055	799
Diapaga	217	145	233	152	155	118	214	348	373	226
Diébougou	230	589	438	239	510	374	809	693	677	658
Djibo	53	145	205	217	266	119	167	167	-	32
Dori	230	183	311	116	95	97	96	191	280	448
Fada N'gourma	479	661	701	807	454	393	547	539	476	728
Gaoua	401	484	238	442	694	407	433	979	600	710
Kaya	500	612	367	316	432	1 293	1 197	905	889	1 000
Kongoussi	221	256	328	307	378	256	255	382	321	449
Koudougou	1 227	1 845	521	2 145	1340	1 295	1 514	1220	1 768	1 504
Koupéla	-	-	-	-	-	75	577	674	545	549
Léo	96	266	383	570	401	688	965	1273	988	606
Manga	626	285	330	801	943	716	677	616	864	873
Nouna	163	192	191	188	212	194	138	182	365	587
Orodara	202	254	159	204	273	296	524	385	274	462
Ouagadougou	7 011	8 383	11 902	11 473	8 060	8 951	12 303	7706	6 613	9 785
Ouahigouya	472	910	513	867	1 266	1 465	656	949	912	1 077
Tenkodogo	794	1 225	325	1 215	847	944	1 156	751	455	624
Tougan	479	250	497	671	517	689	586	415	385	730
Yako	423	508	295	319	449	527	487	490	353	496
Ziniaré	356	284	669	347	313	577	610	479	722	1 021

Tableau III-37 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	166	261	260	351	463	251	135	193	202	260
Banfora	2	38	4	19	14	5	0	9	4	1
Bobo-Dioulasso	25	33	34	70	19	0	18	8	30	42
Bogandé	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Boromo	6	23	33	19	0	10	1	0	1	0
Dédougou	4	5	5	0	2	4	1	1	0	9
Diapaga	0	0	0	0	6	2	0	0	0	0
Diébougou	2	0	0	0	1	3	0	0	1	3
Djibo	2	2	1	15	0	0	11	11	-	0
Dori	0	1	2	9	14	13	0	5	1	5
Fada N'gourma	0	0	0	0	1	0	1	3	4	4
Gaoua	0	1	1	2	0	2	1	1	1	5
Kaya	9	7	9	2	0	0	0	1	4	10
Kongoussi	0	3	8	0	0	2	6	2	5	0
Koudougou	7	3	2	45	18	39	13	23	37	4
Koupéla	-	-	-	-	-	1	0	6	0	0
Léo	0	0	1	0	4	0	1	5	27	24
Manga	12	2	2	1	11	0	0	0	0	1
Nouna	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Orodara	1	0	0	3	16	5	8	0	2	0
Ouagadougou	87	125	138	147	344	138	71	106	74	150
Ouahigouya	8	12	15	10	7	17	3	11	9	1
Tenkodogo	0	0	2	3	1	4	0	0	0	
Tougan	1	1	1	5	2	0	0	0	0	0
Yako	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	3	2	1	0	5	0	1	1	0

Concepts

Acceptation : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche en sa faveur.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III-38 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance (hors référés, ADD, Radiations)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires civiles et commerciales	5 892	5 589	7 436	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191
<i>Dont</i>										
<i>Divorce</i>	-	312	315	339	248	400	324	416	434	365
<i>Adoption</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	130	105
<i>Etat civil</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	12 096	11 131
<i>Autres</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	9	590

Ordonnances rendues	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Injonctions de payer	65	157	232	240	202	65	82	62	75	90
Saisie des biens	338	306	339	261	294	48	46	64	15	37
Familiales	5 144	6 298	5 218	5 499	5 314	5 592	5 090	5 090	5 223	5 099
Etat civil	3 194	3 664	3 946	6 051	5 161	8 360	9 789	11 911	10 920	10 973
Autres	2 330	1 645	1 019	1 197	2 498	7 012	3 900	2 105	2 774	3 689
Référés	591	617	686	442	501	736	718	880	832	1 020
Ensemble	11 662	12 687	11 440	13 690	13 970	21 813	19 625	20 112	19 839	20 908

Nature de la décision rendue (hors référés, injonctions de payer et ordonnances)										
Ensemble	5 972	5 418	7 575	7 081	6 801	10 751	12 086	15 796	13 205	12 720
Avant dire droit	70	58	67	112	104	85	93	75	62	60
Décisions sur le fond	5 475	4 874	6 627	6 508	6 415	9 765	11 078	14 802	12 396	12 006
<i>Acceptation</i>	5 276	4 640	6 255	6 225	6 157	9 306	10 659	14 344	11 969	11 564
<i>Rejet</i>	199	234	372	283	258	459	419	458	427	442
Autres décisions	196	176	212	197	184	223	299	293	273	185
<i>Incompétence</i>	88	78	133	88	102	139	112	158	144	122
<i>Irrecevabilité</i>	72	67	53	63	55	50	107	89	75	47
<i>Désistement</i>	36	31	26	46	27	34	80	46	54	16
Radiations	231	310	669	264	98	678	616	626	474	469

Type de décisions (hors référés)	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contradictoire	5 679	5 331	7 027	6 937	6 725	9 950	11 265	14 899	12 464	11 980
Réputé contradictoire	14	16	34	31	35	48	46	43	38	41
Par défaut	199	242	375	272	278	84	159	230	167	170
Ensemble	5 892	5 589	7 436	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191

Décisions rédigées (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)										
Ensemble	5 447	4 957	5 005	6 173	6 166	8 931	10 583	14 490	12 217	11 574

Tableau III-39 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, radiations et ordonnances)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	5 892	5 589	7 436	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191
Banfora	127	116	196	192	212	269	220	445	233	205
Bobo-Dioulasso	624	785	963	-	479	1 027	986	1039	971	713
Bogandé	57	67	61	65	108	117	80	107	108	89
Boromo	115	110	167	146	152	267	205	288	219	193
Dédougou	136	136	161	175	123	163	162	291	293	317
Diapaga	66	106	67	43	73	69	85	99	53	64
Diébougou	112	165	171	190	175	221	321	590	520	445
Djibo	78	68	80	93	114	188	199	199	40	136
Dori	162	133	132	162	152	136	125	129	95	143
Fada N'gourma	145	192	187	232	359	448	380	439	424	472
Gaoua	121	137	137	196	225	347	254	177	120	189
Kaya	253	255	311	358	305	296	363	566	263	415
Kongoussi	85	78	86	78	64	195	231	345	432	433
Koudougou	537	934	885	884	641	896	1273	2101	1691	1645
Koupéla	-	-	-	-	-	38	410	561	448	573
Léo	119	155	90	125	77	129	295	507	317	366
Manga	256	276	287	256	320	280	308	590	624	347
Nouna	75	69	70	141	94	113	128	165	222	689
Orodara	64	90	107	49	65	159	92	312	177	171
Ouagadougou	1 709	655	2 157	2 329	1 915	2 671	2 507	2 699	2 209	2 076
Ouahigouya	145	158	147	209	262	206	345	610	795	306
Tenkodogo	298	375	372	507	397	577	787	871	709	844
Tougan	128	76	79	111	127	340	745	760	525	448
Yako	221	266	243	335	291	442	426	642	552	377
Ziniaré	259	187	280	364	308	488	543	640	629	535

Tableau III-40 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit et ordonnances)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	5 475	4 874	6 627	6 508	6 415	9 765	11 078	14 802	12 396	12 006
Banfora	121	99	177	161	189	250	208	437	230	205
Bobo-Dioulasso	519	698	822		438	981	905	966	905	685
Bogandé	57	62	57	64	103	115	78	105	105	81
Boromo	111	95	163	141	145	258	202	283	214	192
Dédougou	129	119	159	161	134	163	155	278	282	307
Diapaga	66	88	67	41	67	66	81	93	52	64
Diébougou	111	155	166	188	163	214	321	584	517	441
Djibo	78	62	77	90	111	183	195	195	40	136
Dori	145	123	113	148	134	134	121	124	95	141
Fada N'gourma	135	187	177	221	348	444	376	438	418	462
Gaoua	118	130	132	191	212	345	246	173	112	187
Kaya	246	229	282	324	288	284	356	558	260	409
Kongoussi	82	66	75	68	59	190	228	331	427	430
Koudougou	484	863	770	840	599	864	1244	2073	1687	1631
Koupéla	-	-	-	-	-	38	408	552	437	561
Léo	110	144	84	121	74	123	294	506	310	365
Manga	229	256	280	253	309	277	306	588	618	347
Nouna	66	65	61	126	83	111	128	155	211	687
Orodara	55	81	91	41	63	148	88	294	170	167
Ouagadougou	1631	372	1830	1943	1597	2600	2373	2589	2 151	2 026
Ouahigouya	130	148	138	192	233	203	343	608	788	302
Tenkodogo	267	326	348	444	410	569	745	867	703	834
Tougan	122	76	75	105	125	332	744	754	517	444
Yako	216	252	227	315	263	433	417	631	540	370
Ziniaré	247	178	256	330	268	440	516	620	607	532

Tableau III-41 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, radiations et ordonnances)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	5 447	4 957	5 005	6 173	6 166	8 931	10 583	14 490	12 217	11 574
Banfora	127	65	81	189	163	241	202	549	231	203
Bobo-Dioulasso	598	766	826	-	429	803	811	1 097	968	715
Bogandé	54	65	61	64	104	95	80	107	0	84
Boromo	105	82	157	138	146	250	205	288	218	193
Dédougou	133	118	154	154	139	159	150	314	280	317
Diapaga	66	110	67	40	70	66	77	89	51	64
Diébougou	111	162	106	79	150	162	318	580	520	445
Djibo	85	66	71	85	103	185	184	184	40	136
Dori	133	113	0	113	110	122	108	94	71	76
Fada N'gourma	112	171	142	127	303	448	395	396	402	464
Gaoua	132	104	135	195	170	328	230	175	125	177
Kaya	236	205	201	297	224	222	333	522	266	399
Kongoussi	58	62	77	68	63	173	231	340	423	433
Koudougou	500	821	822	820	606	839	985	1 824	1 691	1 408
Koupéla	-	-	-	-	-	38	410	542	448	573
Léo	111	148	90	122	68	129	287	528	316	361
Manga	281	273	245	207	276	276	288	558	466	338
Nouna	73	72	65	133	83	111	128	222	235	691
Orodara	65	84	77	46	59	150	113	312	178	122
Ouagadougou	1 524	498	655	2 054	1 601	2 147	2 285	2 314	2 109	2 040
Ouahigouya	142	139	133	204	254	161	334	623	873	318
Tenkodogo	232	306	268	459	385	577	779	853	624	657
Tougan	122	71	76	70	105	336	740	762	521	446
Yako	217	272	232	276	258	427	407	642	558	379
Ziniaré	230	184	264	233	297	486	503	575	603	535

Tableau III-42 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance (hors référés)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	11 071	12 070	10 754	13 248	13 469	21 077	18 907	19 232	19 007	19 888
Banfora	505	469	626	595	662	884	845	888	821	1 034
Bobo-Dioulasso	2 357	1 738	1 420	2 143	841	1 763	2 510	2 207	2 777	2 610
Bogandé	124	106	204	136	203	175	175	244	181	164
Boromo	397	242	277	235	254	467	723	968	782	750
Dédougou	298	421	0	538	367	638	783	803	923	673
Diapaga	132	116	52	48	77	113	168	200	179	194
Diébougou	189	253	194	239	267	275	324	602	560	480
Djibo	46	74	76	75	104	95	103	103	-	32
Dori	91	121	130	89	95	76	67	117	135	300
Fada N'gourma	300	383	336	367	326	271	370	389	514	596
Gaoua	202	175	226	241	307	401	433	536	600	565
Kaya	217	316	334	292	373	578	800	905	1 036	1 102
Kongoussi	194	236	260	299	246	215	246	260	326	273
Koudougou	452	362	400	501	710	659	711	1 105	1 075	905
Koupéla	-	-	-	-	-	43	411	547	396	434
Léo	96	109	285	354	252	543	513	902	634	664
Manga	265	280	344	349	572	715	677	616	806	871
Nouna	136	164	121	94	98	104	138	175	225	217
Orodara	163	90	61	125	159	292	307	385	274	299
Ouagadougou	3 531	4 967	3 821	4 290	5 252	10 607	6 275	5 036	4 958	4 759
Ouahigouya	545	571	573	656	567	587	652	510	469	961
Tenkodogo	269	336	325	468	593	266	598	526	394	523
Tougan	279	200	254	518	534	567	420	379	399	499
Yako	124	135	169	185	194	260	324	350	188	250
Ziniaré	159	206	266	411	416	483	334	479	355	733

Tableau III-43 : Ordonnances de référés par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	591	617	686	442	501	736	718	880	832	1 020
Banfora	8	19	22	23	8	19	16	22	12	23
Bobo-Dioulasso	169	140	169	-	64	135	136	156	175	145
Bogandé	0	6	1	2	3	3	0	0	2	0
Boromo	2	6	8	4	5	8	5	4	3	3
Dédougou	9	26	9	3	1	3	3	18	14	16
Diapaga	4	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Diébougou	4	3	1	10	4	7	4	8	0	5
Djibo	6	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Dori	0	2	5	8	8	8	6	5	1	3
Fada N'gourma	1	1	0	4	0	3	2	21	4	3
Gaoua	6	3	10	7	3	7	7	16	18	9
Kaya	20	29	11	11	9	12	8	17	6	8
Kongoussi	0	0	1	2	4	3	5	11	12	12
Koudougou	33	24	16	23	37	31	43	45	35	32
Koupéla	-	-	-	-	-	-	11	8	7	3
Léo	2	5	4	2	2	2	2	18	9	9
Manga	0	2	3	3	4	6	3	5	3	1
Nouna	1	1	3	0	1	2	2	2	4	2
Orodara	1	5	0	7	7	7	3	0	2	6
Ouagadougou	299	325	375	283	286	448	419	477	435	506
Ouahigouya	7	7	9	19	13	4	11	27	48	184
Tenkodogo	7	8	30	27	38	22	26	7	19	27
Tougan	0	3	5	2	0	2	3	8	6	0
Yako	4	0	1	0	2	0	1	2	3	3
Ziniaré	8	2	3	2	1	3	2	2	14	19

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions, dossiers physiques.

Tableau III-44 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit et ordonnances)

		Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins d'1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2015	1 833	524	3 531	434	279	160	38	27	6 826
	2016	6 434	1 637	465	611	429	289	70	44	9 979
	2017	8 213	1 474	472	401	442	193	96	54	11 345
	2018	11 778	1 279	696	478	452	242	58	79	15 062
	2019	9 113	1 171	688	732	453	309	121	33	12 620
	2020	8 896	1 260	530	810	425	164	57	41	12 183
Affaires commerciales	2015	0	0	2	2	1	3	1	0	9
	2016	0	1	4	3	3	0	1	0	12
	2017	9	4	1	5	2	0	1	0	22
	2018	8	7	11	2	3	2	0	0	33
	2019	3	1	1	0	0	4	0	0	9
	2020	0	1	0	0	5	1	0	1	9
Ensemble	2015	1 833	524	3 533	436	280	163	39	27	6 835
	2016	6 434	1 638	469	614	432	289	71	44	9 991
	2017	8 222	1 478	473	406	444	193	97	54	11 367
	2018	11 786	1 286	707	480	455	244	58	79	15 095
	2019	9 116	1 172	689	732	453	313	121	33	12 629
	2020	8 896	1 261	530	810	430	165	57	42	12 192

Tableau III-45 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit et ordonnances)

	Moins d'un mois			1 à moins de 2 mois			2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	11 786	8 569	8 896	1 286	1 117	1 261	707	683	530	480	717	810
Banfora	403	191	197	8	29	5	16	7	0	4	5	0
Bobo-Dioulasso	320	295	355	241	211	74	213	139	52	129	129	102
Bogandé	90	64	75	6	30	2	3	7	3	3	7	0
Boromo	257	185	151	15	14	15	6	5	13	1	9	10
Dédougou	253	206	180	12	27	43	0	25	34	10	21	51
Diapaga	76	33	48	5	2	7	1	9	2	5	6	6
Diébougou	573	491	389	6	11	27	2	4	19	4	9	5
Djibo	182	-	113	6	-	22	5	-	0	2	-	1
Dori	57	52	97	28	14	17	6	6	9	15	6	15
Fada	392	357	321	19	25	41	5	9	16	12	20	54
Gaoua	127	73	136	27	12	23	7	8	14	4	15	6
Kaya	481	196	347	49	13	29	12	9	13	9	23	6
Kongoussi	324	413	429	12	1	0	4	0	0	1	0	0
Koudougou	1 542	1 227	815	393	201	439	79	145	66	32	101	236
Koupéla	548	415	436	4	20	48	5	0	40	0	0	23
Léo	487	275	330	1	8	8	0	6	10	1	10	12
Manga	547	607	293	18	9	18	6	3	14	11	3	7
Nouna	102	195	625	14	12	17	2	4	16	6	1	21
Orodara	215	125	130	31	16	13	17	10	1	12	11	14
Ouagadougou	1 954	1 527	1 246	198	206	279	81	136	145	122	106	180
Ouahigouya	609	688	234	0	74	25	1	7	12	0	12	12
Tenkodogo	469	30	720	40	106	63	201	109	8	59	201	25
Tougan	677	469	396	51	23	24	8	11	12	8	11	8
Yako	557	455	312	54	53	18	13	24	28	12	11	13
Ziniaré	544	547	521	48	55	4	14	6	3	18	15	3

Tableau III-46 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit et ordonnances) (suite)

	De 6 mois à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	455	449	430	244	312	165	58	120	57	79	33	42
Banfora	11	0	2	2	1	0	0	0	0	0	0	1
Bobo-Dioulasso	67	118	86	38	65	31	8	11	7	4	3	6
Bogandé	3	0	6	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Boromo	4	3	4	2	2	0	2	0	0	0	1	0
Dédougou	7	11	3	8	3	3	0	0	0	1	0	3
Diapaga	2	1	1	4	0	0	1	2	0	3	0	0
Diébougou	4	2	2	1	2	1	0	0	1	0	1	1
Djibo	2	-	0	0	-	0	0	-	0	1	-	0
Dori	16	11	3	5	3	2	2	2	0	0	1	0
Fada	7	10	35	2	2	5	1	0	0	1	1	0
Gaoua	4	11	7	4	1	2	0	0	1	1	0	0
Kaya	5	15	13	4	6	3	1	0	2	0	1	2
Kongoussi	1	0	4	0	13	0	0	5	0	0	0	0
Koudougou	31	10	77	15	7	7	0	0	4	9	0	1
Koupéla	2	7	15	0	6	7	0	0	4	0	0	0
Léo	14	18	5	3	0	1	1	0	0	0	0	0
Manga	2	1	6	4	1	8	0	0	0	0	0	1
Nouna	16	6	10	11	1	0	10	2	0	4	1	0
Orodara	14	9	9	10	5	0	4	1	2	6	0	2
Ouagadougou	131	83	107	112	85	71	26	46	29	48	20	19
Ouahigouya	0	9	17	0	2	5	0	1	1	0	2	0
Tenkodogo	91	108	8	9	104	11	1	50	4	1	1	5
Tougan	10	8	4	5	3	4	1	0	0	0	0	0
Yako	4	8	5	1	0	0	0	0	1	0	1	0
Ziniaré	7	449	1	3	1	1	0	120	1	1	33	1

III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la police judiciaire.

Crime : Infraction punie d'une peine d'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement supérieure à dix ans.

Délit : Infraction punie d'une peine d'emprisonnement de trente jours au moins et n'excédant pas dix ans et/ou punies d'une amende supérieure à deux cent mille (200 000) francs CFA

Contravention : Infraction punie d'une amende d'un montant n'excédant pas deux cent mille (200 000) francs CFA.

Sources statistiques

Registre des parquets.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions ».

Tableau III-47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510
Crimes et délits contre les particuliers	2237	2968	2773	2509	2280	2577	2831	3084	2412	3 010
Dont										
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	445	700	646	501	343	39	651	681	642	600
<i>Coups et blessures volontaires</i>	761	791	757	696	651	725	699	686	548	689
<i>Vols aggravés</i>	125	153	191	197	229	56	44	37	119	278
<i>Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats</i>	90	115	121	130	117	209*	240*	180*	167	179
<i>Viols</i>	115	164	187	181	171	155	313	283	248	272
<i>Coups mortels</i>	81	95	80	69	66	61	81	60	65	68
Crimes et délits contre les biens	5135	5714	5 820	5 598	5 065	5 036	4 394	4137	2949	3 940
dont										
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	3 945	4 273	4 363	4 351	3 817	3 475	3 057	2 765	1 948	2 526
<i>Abus de confiance</i>	722	796	798	732	707	685	642	619	534	688
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	328	370	349	268	301	249	248	325	224	277
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	481	598	588	670	589	683	624	646	518	655
dont										
<i>Stupéfiants</i>	155	176	251	275	221	328	263	297	182	238
<i>Enlèvements d'enfants</i>	106	139	121	139	126	141	142	111	90	108
<i>Trafic d'enfants</i>	14	17	13	4	6	4	10	10	4	4
<i>Mutilations génitales féminines</i>	23	28	34	24	29	22	44	14	17	15
<i>Attentats aux mœurs</i>	73	95	65	90	96	68	36	18	36	49
<i>Accusation de sorcellerie</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	69	82
Crimes et délits contre la chose publique	283	487	488	487	455	495	523	527	388	517
dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	93	235	189	249	190	220	224	246	145	204
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	25	33	63	25	31	43	64	43	44	20
<i>Corruption (et infractions assimilées)</i>	6	13	7	4	9	13	8	14	8	15
Crimes et délits contre la sécurité publique	22	38	39	91	23	30	75	130	194	198
dont										
<i>Association de malfaiteurs</i>	22	38	39	96	23	25	59	27	15	144
<i>Terrorisme</i>						5	16	103	164	23
Infractions en matière d'armes et munitions	70	87	111	79	93	93	95	96	45	49
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	516	287	211	260	161	203	145	191	128	92
Infractions en matière environnementale	-	-	-	-	-	-	-	-	3	18
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	-	-	-	-	-	9	25
Infractions en matière informatique /cybercriminalité	-	-	-	-	-	4	3	4	9	6

*les effectifs de « assassinat » de 2016 et 2017 se trouvent dans la rubrique Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel.

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau III-48 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510
Banfora	381	519	520	428	527	514	384	383	275	322
Bobo-Dioulasso	957	844	918	724	674	1 020	723	892	637	627
Bogandé	218	282	270	316	302	157	120	113	83	76
Boromo	383	423	372	342	257	328	373	289	190	262
Dédougou	373	343	336	371	324	335	461	266	320	432
Diapaga	160	189	176	158	198	117	131	101	130	188
Diébougou	143	228	224	279	222	260	204	254	133	182
Djibo	199	184	175	211	222	253	234	234	0	0
Dori	265	315	333	321	288	273	267	233	193	189
Fada N'gourma	363	505	429	355	418	332	291	255	287	304
Gaoua	259	268	220	292	278	238	314	261	179	292
Kaya	335	324	329	405	208	233	244	232	276	233
Kongoussi	101	128	148	108	118	94	74	122	71	83
Koudougou	559	622	775	724	465	732	582	602	587	1 145
Koupéla	-	-	-	-	-	4	472	213	173	191
Léo	160	288	276	254	252	181	166	235	178	198
Manga	298	352	353	385	230	184	158	208	150	183
Nouna	124	169	177	102	133	162	124	104	59	65
Orodara	147	179	147	148	160	142	168	135	88	170
Ouagadougou	2 317	2 556	2 418	2 455	2 271	2 325	2 157	2 736	1 858	2 547
Ouahigouya	232	230	285	346	343	274	304	228	158	194
Tenkodogo	420	817	758	553	409	454	250	282	176	247
Tougan	171	148	106	117	87	132	171	138	124	122
Yako	63	60	79	106	151	137	110	66	84	76
Ziniaré	143	213	207	204	131	240	208	250	246	182

Tableau III-49 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	2 237	2 968	2 773	2 509	2 280	2 577	2 831	3 084	2 412	3 010
Banfora	129	235	158	111	168	130	110	150	108	116
Bobo-Dioulasso	178	226	249	185	108	275	195	277	212	210
Bogandé	49	70	78	68	134	66	66	61	46	41
Boromo	69	154	145	88	52	96	117	87	48	75
Dédougou	144	105	93	74	95	109	191	84	100	156
Diapaga	55	77	63	43	49	34	53	28	37	71
Diébougou	46	87	93	98	82	95	49	81	42	45
Djibo	80	67	68	80	103	99	79	79	0	0
Dori	83	126	116	121	83	87	110	99	91	64
Fada N'gourma	105	133	146	140	157	81	110	118	120	104
Gaoua	67	87	83	97	86	59	100	67	65	108
Kaya	62	73	71	89	39	66	91	97	120	88
Kongoussi	15	46	47	33	30	34	39	53	34	33
Koudougou	226	242	264	208	82	217	171	165	197	432
Koupéla	-	-	-	-	-	4	304	107	78	93
Léo	43	90	72	49	88	73	73	119	79	77
Manga	61	88	95	116	52	61	69	98	77	75
Nouna	45	56	53	26	42	43	40	40	23	20
Orodara	41	61	45	49	61	52	55	39	40	63
Ouagadougou	452	584	473	485	474	542	451	874	599	823
Ouahigouya	61	55	65	64	86	60	70	46	39	53
Tenkodogo	121	187	180	160	113	152	87	134	54	101
Tougan	34	39	24	24	19	36	64	51	42	43
Yako	10	14	29	43	33	34	48	28	44	38
Ziniaré	61	66	63	58	44	72	89	102	117	81

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait de détourner ou dissiper au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs, des données informatiques ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qu'il a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, de détenir ou de transmettre une chose ou des données informatiques, ou de faire office d'intermédiaire afin de les transmettre, en sachant que cette chose ou ces données informatiques proviennent d'un crime ou d'un délit. Constitue également un recel le fait, en connaissance de cause, de bénéficier, par tout moyen, du produit d'un crime ou d'un délit.

Escroquerie : Est coupable d'escroquerie quiconque, soit en faisant usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit en abusant d'une qualité vraie, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour tromper une personne physique ou morale et la déterminer ainsi, à son préjudice ou au préjudice d'autrui, à remettre des fonds, des valeurs, des données informatiques ou un bien quelconque, à fournir un service ou à consentir un acte opérant obligation ou décharge.

Tableau III-50 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	5 135	5 714	5 820	5 598	5 065	5 036	4 394	4 137	2 949	3 940
Banfora	206	213	253	247	301	338	239	181	129	174
Bobo-Dioulasso	541	534	578	434	440	606	444	513	348	348
Bogandé	148	164	156	157	141	38	22	18	17	19
Boromo	189	230	193	190	168	156	186	137	89	136
Dédougou	189	199	183	214	179	156	191	151	162	191
Diapaga	77	79	76	76	103	61	50	49	42	58
Diébougou	88	109	118	146	125	125	119	132	73	110
Djibo	103	97	100	110	105	124	123	123	0	0
Dori	134	154	176	172	179	152	116	115	66	89
Fada N'gourma	196	245	211	166	188	173	130	84	101	145
Gaoua	147	151	120	171	149	143	167	152	93	144
Kaya	228	209	229	246	139	127	99	92	100	117
Kongoussi	71	64	75	65	71	54	29	38	27	29
Koudougou	293	329	443	404	310	442	314	317	291	549
Koupéla	-	-	-	-	-	0	115	71	67	65
Léo	97	161	152	160	133	71	60	57	62	61
Manga	203	220	216	215	143	98	60	73	33	53
Nouna	67	99	98	51	59	90	61	52	24	33
Orodara	76	83	89	68	72	68	80	75	32	85
Ouagadougou	1 532	1 531	1 531	1 552	1 384	1 343	1 273	1 269	841	1 178
Ouahigouya	134	134	178	231	219	193	207	150	103	121
Tenkodogo	227	491	430	282	239	215	111	118	64	88
Tougan	90	88	68	73	57	84	83	67	63	52
Yako	38	29	40	46	85	77	42	23	24	26
Ziniaré	61	101	107	122	76	102	73	80	98	69

Tableau III-51 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, extorsions, recels, escroqueries et abus de confiance par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	4 667	5 069	5 161	4 796	4 524	3 861	3 699	3 384	2 370	3 214
Banfora	162	157	205	-	220	275	198	149	98	141
Bobo-Dioulasso	505	485	539	335	407	281	359	437	293	321
Bogandé	147	161	153	150	134	25	16	12	16	13
Boromo	169	172	155	167	138	139	166	120	85	124
Dédougou	154	156	166	187	133	136	173	131	119	150
Diapaga	64	62	66	67	83	44	41	33	30	42
Diébougou	87	103	95	141	117	105	116	114	69	100
Djibo	87	76	85	90	98	97	100	100	0	0
Dori	125	128	155	161	169	139	106	103	52	76
Fada N'gourma	183	234	178	139	170	117	85	65	84	94
Gaoua	135	122	103	147	129	120	137	119	74	115
Kaya	202	194	218	237	138	110	83	75	75	96
Kongoussi	66	57	67	61	60	48	28	33	21	24
Koudougou	238	257	321	310	260	293	244	243	232	419
Koupéla	-	-	-	-	-	0	69	42	46	41
Léo	87	152	141	149	124		48	38	49	47
Manga	189	202	176	183	118	74	40	37	23	45
Nouna	53	81	84	48	53	77	52	45	17	28
Orodara	64	67	79	60	60	61	72	57	27	61
Ouagadougou	1 459	1 445	1 454	1 479	1 303	1 174	1 137	1 086	687	991
Ouahigouya	115	119	159	218	194	171	178	133	93	98
Tenkodogo	200	437	374	248	224	173	86	76	52	80
Tougan	83	78	63	69	56	69	78	59	52	49
Yako	35	27	33	38	60	53	28	19	18	21
Ziniaré	58	97	92	112	76	80	59	58	58	48

Tableau III-52 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par Tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	22	38	39	91	23	30	75	130	194	198
Banfora	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	2	1	0	0	0	0	1	4
Bogandé	0	0	1	51	0	6	0	0	0	0
Boromo	2	0	0	0	0	0	0	0	1	3
Dédougou	0	0	2	2	0	0	0	0	1	7
Diapaga	1	7	3	1	6	1	0	0	0	5
Diébougou	0	0	0	0	0	6	3	0	1	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Dori	0	0	0	0	0	1	3	2	17	17
Fada N'gourma	3	10	0	0	6	1	2	14	9	6
Gaoua	0	0	0	1	0	0	0	0	1	3
Kaya	2	1	3	16	0	2	0	0	4	1
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	2	5	1	4	1	0	0	0	3	10
Koupéla	0	0	0	0	0	0	6	2	0	1
Léo	2	4	2	0	0	0	0	2	0	4
Manga	0	2	7	1	0	0	1	0	0	0
Nouna	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2
Orodara	0	0	0	0	0	1	1	0	1	2
Ouagadougou	8	5	9	9	6	10	58	103	148	128
Ouahigouya	0	0	0	0	0	1	0	5	0	0
Tenkodogo	0	2	5	5	2	0	0	1	4	3
Tougan	1	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Ziniaré	0	1	1	0	1	1	0	0	1	0

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cités.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau III-53 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	481	598	588	670	589	683	624	646	518	655
Banfora	21	27	20	30	41	26	20	18	10	16
Bobo-Dioulasso	55	57	54	56	66	51	25	43	28	30
Bogandé	9	33	27	26	13	36	26	26	15	11
Boromo	17	16	15	13	23	25	24	18	12	16
Dédougou	23	18	15	21	7	22	21	9	26	27
Diapaga	13	11	15	11	12	11	16	16	34	35
Diébougou	3	12	7	18	9	21	18	15	12	10
Djibo	11	5	4	15	8	11	10	10	0	0
Dori	15	14	17	19	15	10	23	11	6	11
Fada N'gourma	36	48	30	38	37	33	32	21	24	32
Gaoua	16	20	4	6	16	13	28	25	11	19
Kaya	20	18	14	37	20	27	30	22	30	14
Kongoussi	4	13	10	4	8	6	2	7	8	12
Koudougou	21	23	30	30	18	26	36	36	29	51
Koupéla	-	-	-	-	-	0	23	12	17	14
Léo	5	21	29	21	13	19	18	39	21	41
Manga	1	19	16	23	15	18	17	19	22	37
Nouna	6	8	8	10	9	10	7	6	5	3
Orodara	3	14	6	10	11	9	15	6	6	12
Ouagadougou	149	144	179	199	166	219	140	229	117	185
Ouahigouya	7	18	12	19	21	11	22	16	11	13
Tenkodogo	23	41	51	41	29	44	30	14	38	35
Tougan	16	7	7	11	6	6	17	10	8	18
Yako	2	4	5	6	17	11	5	7	12	5
Ziniaré	5	7	13	6	9	18	19	11	16	8

Tableau III-54 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	305	525	527	583	478	520	582	554	388	517
Banfora	17	37	47	25	17	20	15	28	20	13
Bobo-Dioulasso	62	18	31	37	27	52	56	52	47	35
Bogandé	5	1	5	64	14	12	4	5	5	4
Boromo	17	11	14	9	10	8	15	8	4	12
Dédougou	13	12	9	24	13	10	30	9	13	21
Diapaga	8	16	19	22	30	10	11	8	8	8
Diébougou	2	9	5	16	5	11	14	10	3	8
Djibo	2	2	1	4	5	10	15	15	0	0
Dori	15	17	16	5	8	14	12	5	11	8
Fada	14	39	16	11	18	36	11	22	20	16
Gaoua	8	5	4	10	14	12	12	12	7	7
Kaya	10	21	14	30	6	12	12	16	18	13
Kongoussi	7	3	5	4	0	0	3	16	2	7
Koudougou	15	23	26	46	30	39	26	35	32	69
Koupéla	-	-	-	-	-	0	22	11	8	13
Léo	4	12	13	10	4	11	8	15	5	7
Manga	3	18	19	10	9	5	3	10	10	13
Nouna	2	6	11	5	10	5	8	3	6	7
Orodara	6	10	3	11	8	8	15	5	7	5
Ouagadougou	44	214	185	179	208	177	256	224	123	198
Ouahigouya	11	10	15	11	9	5	1	7	4	5
Tenkodogo	23	21	48	35	20	31	15	13	12	17
Tougan	10	6	6	4	2	3	3	8	7	6
Yako	3	7	5	7	9	11	3	5	3	7
Ziniaré	4	7	10	4	2	18	12	12	13	18

Concepts

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau III-55 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510
Chambre correctionnelle	6 534	7 303	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926
<i>Flagrants délits</i>	4 594	5 209	5 541	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205	4 499
<i>Citations directes</i>	1 940	2 094	1 747	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744	1 427
Saisine du juge d'instruction	875	914	992	1076	908	915	901	810	757	801
Affaires classées sans suite	1 362	1 969	1751	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276	949	1 783

Tableau III-56 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	6 534	7 303	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926
Banfora	239	299	367	280	348	378	261	253	208	223
Bobo-Dioulasso	686	694	828	548	503	765	634	642	565	410
Bogandé	192	259	230	223	218	128	97	82	71	57
Boromo	219	265	248	235	208	225	268	197	122	198
Dédougou	280	247	240	258	166	188	223	188	201	237
Diapaga	120	133	94	114	153	86	101	89	114	168
Diébougou	124	197	192	231	172	206	172	145	118	151
Djibo	142	123	131	135	135	150	147	147	0	0
Dori	188	221	232	280	268	239	203	172	124	131
Fada N'gourma	259	363	294	239	280	237	232	189	137	151
Gaoua	175	178	171	196	205	179	235	199	136	247
Kaya	321	262	270	341	180	199	139	154	166	150
Kongoussi	94	111	93	75	79	79	67	70	50	53
Koudougou	320	269	343	350	281	284	318	317	332	549
Koupéla	-	-	-	-	-	1	233	102	97	128
Léo	139	214	231	170	166	118	118	137	103	140
Manga	220	256	229	258	208	141	134	153	141	151
Nouna	90	114	116	62	81	106	98	94	48	55
Orodara	105	112	133	96	96	120	138	107	81	148
Ouagadougou	1 885	1 900	1 826	1 930	1 873	1 985	1 931	1643	1515	1938
Ouahigouya	168	168	222	297	293	240	265	203	150	154
Tenkodogo	285	564	492	354	348	280	173	104	126	209
Tougan	124	120	87	106	78	94	154	120	121	98
Yako	40	48	48	45	100	88	77	59	68	64
Ziniaré	119	186	171	165	112	142	165	163	155	116

Tableau III-57 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	4 594	5 209	5 541	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205	4 499
Banfora	158	170	211	193	171	228	199	169	108	134
Bobo-Dioulasso	457	498	624	417	502	503	469	488	352	261
Bogandé	168	213	178	185	183	78	65	38	29	32
Boromo	187	201	223	201	200	173	227	181	106	182
Dédougou	152	157	154	171	119	123	164	155	122	185
Diapaga	86	89	80	96	137	74	89	80	85	136
Diébougou	98	113	123	162	133	135	162	128	104	143
Djibo	109	101	108	90	98	103	122	122	0	0
Dori	137	156	167	203	209	154	157	132	63	95
Fada N'gourma	227	280	247	202	248	203	178	139	90	108
Gaoua	132	129	116	141	158	155	200	161	96	199
Kaya	257	231	260	303	174	171	111	116	121	126
Kongoussi	78	92	74	68	70	62	59	50	26	45
Koudougou	199	184	228	257	268	237	289	278	257	414
Koupéla	-	-	-	-	-	1	98	55	45	73
Léo	94	140	166	148	130	59	83	85	65	95
Manga	184	206	200	226	190	99	76	80	52	110
Nouna	54	70	91	53	63	96	72	71	34	44
Orodara	57	66	93	84	61	89	119	77	64	90
Ouagadougou	1 219	1 354	1 421	1 517	1 453	1 485	1 507	1 187	927	1 507
Ouahigouya	114	121	185	242	224	205	237	187	138	127
Tenkodogo	215	404	371	304	299	220	141	95	117	183
Tougan	112	94	79	83	61	65	102	85	61	76
Yako	37	29	34	35	81	63	48	37	49	53
Ziniaré	63	111	108	116	87	96	101	95	94	81

Tableau III-58 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 940	2 094	1 747	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744	1 427
Banfora	81	129	156	87	177	150	62	84	100	89
Bobo-Dioulasso	229	196	204	131	1	262	165	154	213	149
Bogandé	24	46	52	38	35	50	32	44	42	25
Boromo	32	64	25	34	8	52	41	16	16	16
Dédougou	128	90	86	87	47	65	59	33	79	52
Diapaga	34	44	14	18	16	12	12	9	29	32
Diébougou	26	84	69	69	39	71	10	17	14	8
Djibo	33	22	23	45	37	47	25	25	0	0
Dori	51	65	65	77	59	85	46	40	61	36
Fada N'gourma	32	83	47	37	32	34	54	50	47	43
Gaoua	43	49	55	55	47	24	35	38	40	48
Kaya	64	31	10	38	6	28	28	38	45	24
Kongoussi	16	19	19	7	9	17	8	20	24	8
Koudougou	121	85	115	93	13	47	29	39	75	135
Koupéla	-	-	-	-	-	0	135	47	52	55
Léo	45	74	65	22	36	59	35	52	38	45
Manga	36	50	29	32	18	42	58	73	89	41
Nouna	36	44	25	9	18	10	26	23	14	11
Orodara	48	46	40	12	35	31	19	30	17	58
Ouagadougou	666	546	405	413	420	500	424	456	588	431
Ouahigouya	54	47	37	55	69	35	28	16	12	27
Tenkodogo	70	160	121	50	49	60	32	9	9	26
Tougan	12	26	8	23	17	29	52	35	60	22
Yako	3	19	14	10	19	25	29	22	19	11
Ziniaré	56	75	63	49	25	46	64	68	61	35

Tableau III-59 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	875	914	992	1 076	908	915	901	810	757	801
Banfora	26	36	25	40	61	29	11	18	27	25
Bobo-Dioulasso	53	53	57	55	56	62	39	72	72	54
Bogandé	26	23	32	93	58	28	19	11	4	10
Boromo	30	21	32	21	21	15	16	9	6	0
Dédougou	32	33	42	42	26	36	25	9	15	28
Diapaga	15	38	19	26	25	26	17	11	15	20
Diébougou	19	22	21	29	28	23	17	17	15	18
Djibo	15	12	15	19	18	44	43	43	0	0
Dori	27	26	23	17	19	18	50	35	44	32
Fada N'gourma	42	26	43	61	55	44	46	66	16	24
Gaoua	19	21	12	30	29	12	25	23	27	22
Kaya	9	22	31	34	23	4	15	12	24	23
Kongoussi	7	9	20	11	4	11	4	13	9	10
Koudougou	49	61	59	40	27	34	32	29	36	60
Koupéla						1	171	40	25	25
Léo	17	42	43	41	23	30	26	26	18	8
Manga	26	38	33	30	22	22	19	10	9	16
Nouna	12	18	15	13	7	6	2	5	6	4
Orodara	18	21	14	25	23	21	25	15	7	21
Ouagadougou	354	280	300	330	285	320	208	291	330	322
Ouahigouya	20	14	22	13	4	21	18	15	5	15
Tenkodogo	20	56	75	63	56	39	34	4	15	36
Tougan	7	8	14	9	9	19	11	13	3	9
Yako	8	7	9	12	10	15	10	7	16	2
Ziniaré	24	27	36	22	19	35	18	16	13	17

Tableau III-60 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 362	1 969	1 751	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276	949	1 783
Banfora	116	184	128	108	118	107	112	112	40	74
Bobo-Dioulasso	218	97	33	121	115	193	50	178	ND	163
Bogandé	0	0	8	0	26	1	4	20	8	9
Boromo	134	137	92	86	28	88	89	83	62	64
Dédougou	61	63	54	71	132	111	213	69	104	167
Diapaga	25	18	63	18	20	5	13	1	1	0
Diébougou	0	9	11	19	22	31	15	92	0	13
Djibo	42	49	29	57	69	59	44	44	0	0
Dori	50	68	78	24	1	16	14	26	25	26
Fada N'gourma	62	116	92	55	83	51	13	0	134	129
Gaoua	65	69	37	66	44	47	54	39	16	23
Kaya	5	40	28	30	5	30	90	66	86	60
Kongoussi	0	8	35	22	35	4	3	39	12	20
Koudougou	190	292	373	334	157	414	232	256	219	536
Koupéla						2	68	71	51	38
Léo	4	32	2	43	63	33	22	72	57	50
Manga	52	58	91	97	0	21	5	45	0	16
Nouna	22	37	46	27	45	50	24	5	5	6
Orodara	24	46	0	27	41	1	5	13	0	1
Ouagadougou	78	376	292	195	113	20	18	802	ND	287
Ouahigouya	44	48	41	36	46	13	21	10	3	25
Tenkodogo	115	197	191	136	5	135	43	174	35	2
Tougan	40	20	5	2	0	19	6	5	0	15
Yako	15	5	22	49	41	34	23	0	0	10
Ziniaré	0	0	0	17	0	63	25	54	78	49

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordre de garde provisoire : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau III-61 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Mineurs impliqués	325	384	366	394	334	326	288	349	230	248
Mineurs renvoyés en flagrant délit	255	268	223	298	284	272	247	299	175	184
Mineurs renvoyés en citation directe	18	38	55	46	21	11	18	11	20	10
Mineurs renvoyés à l'instruction	25	24	40	26	18	26	14	13	11	43
Mineurs relaxés après classement sans suite	27	54	48	24	11	17	9	26	24	11
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	125	248	204	243	270	222	221	201	133	120

Tableau III-62 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	323	384	366	394	334	326	288	349	230	248
Banfora	9	11	12	10	13	20	21	25	9	13
Bobo-Dioulasso	6	33	48	28	50	52	35	57	31	15
Bogandé	2	20	14	20	12	13	11	8	1	6
Boromo	13	10	9	6	9	19	10	14	4	9
Dédougou	0	20	25	10	2	13	2	12	10	31
Diapaga	0	1	1	5	2	5	4	8	3	3
Diébougou	5	6	13	7	10	12	10	15	15	13
Djibo	25	8	8	9	1	10	9	9	0	0
Dori	17	19	18	18	23	11	22	25	9	13
Fada N'gourma	16	13	17	15	26	18	16	12	13	6
Gaoua	14	13	13	14	17	13	9	17	7	11
Kaya	23	20	13	48	25	12	4	4	13	12
Kongoussi	0	12	13	6	5	3	5	7	6	1
Koudougou	17	43	36	37	34	31	39	36	27	32
Koupéla	-	-	-	-	-	0	8	10	14	5
Léo	8	4	9	6	11	5	8	2	13	9
Manga	40	27	9	16	13	27	2	8	8	7
Nouna	7	8	13	10	1	2	0	2	7	2
Orodara	13	5	0	14	1	6	2	10	10	7
Ouagadougou	48	37	43	58	35	nd	0	0	0	0
Ouahigouya	23	9	8	14	7	19	25	30	10	18
Tenkodogo	18	41	28	21	17	19	18	8	3	15
Tougan	8	16	3	7	2	6	13	5	3	2
Yako	5	2	5	2	9	5	11	8	1	7
Ziniaré	6	6	8	13	9	5	4	17	13	11

III.3.2.2 Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivé, du courrier départ et de rectification des actes d'état civil des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau III-63 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Rectifications matérielles	6 253	6 372	6 291	6 721	5 511	6 396	5 815	6 393
Etat des personnes	2 488	4 774	2 756	2 840	2 294	4 402	2 562	2 346
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	2 229	4 084	2 310	1 944	2 133	3 686	2 128	2 047
<i>Adoptions</i>	199	409	105	127	123	469	108	101
<i>Naturalisations</i>	60	281	191	214	38	247	178	198
<i>Recherche de paternité</i>	-	-	150	555	-	-	148	548
Procédures collectives	0	5	2	5	0	5	1	4
<i>Redressements</i>	0	3	2	4	0	0	0	0
<i>Liquidations</i>	0	2	0	1	0	5	1	4
Autres	550	1566	228	189	478	1298	234	125
Ensemble	9 291	12 717	9 277	9 755	8 283	12 101	8 611	9 416

Tableau III-64 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par parquet des TGI

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Ensemble	9 291	12 717	9 277	9 755	8 283	12 101	8 611	9 416
Banfora	15	39	81	239	0	38	81	229
Bobo-Dioulasso	411	901	1013	1 024	409	715	638	985
Bogandé	305	610	333	244	304	610	333	244
Boromo	643	345	316	333	612	477	340	487
Dédougou	343	397	368	396	343	397	368	398
Diapaga	129	208	189	128	148	198	198	188
Diébougou	48	99	57	124	35	82	50	115
Djibo	73	73	-	171	73	73	-	169
Dori	103	43	38	123	103	43	38	123
Fada N'gourma	107	442	168	180	98	442	188	208
Gaoua	151	241	165	136	150	241	165	136
Kaya	854	1351	538	383	852	1 351	538	484
Kongoussi	71	46	27	391	67	40	26	390
Koudougou	370	469	353	274	260	452	308	153
Koupéla	80	104	209	139	11	104	157	99
Léo	245	274	234	218	245	274	230	214
Manga	447	1245	1013	576	464	1 275	1063	576
Nouna	214	126	353	952	214	125	336	1004
Orodara	263	458	202	133	83	356	202	133
Ouagadougou	1 832	2 670	1455	1 514	1 594	2 240	1280	1 431
Ouahigouya	590	106	267	160	464	98	240	130
Tenkodogo	425	531	419	403	304	531	406	24
Tougan	560	793	737	930	498	793	738	930
Yako	595	242	348	380	582	242	284	375
Ziniaré	417	904	394	204	370	904	405	191

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III-65 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civiles selon leur nature par parquet

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	6 372	6 291	6 721	4 774	2 756	2 840	5	2	5	1 566	228	189
Banfora	32	77	230	7	4	9	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	979	985	899	34	39	2	0	0	0	0	0
Bogandé	275	146	162	331	187	82	0	0	0	4	0	0
Boromo	345	315	331	0	1	3	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	355	389	395	13	9	0	0	0	2	0	0
Diapaga	131	97	127	77	91	1	0	1	0	0	0	0
Diébougou	87	36	88	5	16	33	0	0	0	7	5	3
Djibo	73	-	35	0	-	136	0	-	0	0	-	0
Dori	34	0	89	9	38	34	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	391	165	165	51	3	15	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	154	136	241	7	0	0	0	0	0	4	0
Kaya	732	308	381	615	230	4	0	0	0	4	0	0
Kongoussi	46	13	27	0	11	363	0	0	0	0	3	1
Koudougou	253	155	124	178	191	100	0	0	1	38	7	48
Koupéla	55	67	78	44	142	55	0	0	0	5	0	6
Léo	249	223	194	16	11	20	0	0	4	9	0	4
Manga	851	675	538	385	334	38	0	0	0	9	4	0
Nouna	24	18	32	97	329	913	0	0	0	5	6	7
Orodara	0	110	132	453	92	1	0	0	0	5	0	0
Ouagadougou	896	984	1 104	417	426	332	3	1	0	1 354	44	70
Ouahigouya	86	193	140	13	27	17	0	0	0	7	47	1
Tenkodogo	516	396	379	15	14	10	0	0	0	0	9	14
Tougan	454	431	455	302	253	444	0	0	0	37	53	31
Yako	240	200	238	2	148	138	0	0	0	0	0	4
Ziniaré	602	194	162	222	154	42	0	0	0	80	46	0

Tableau III-66 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	6 396	5 815	6 393	4 402	2 562	2 894	5	1	4	1 298	234	125
Banfora	32	77	220	6	4	9	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	604	946	710	34	39	3	0	0	2	0	0
Bogandé	275	146	162	331	187	82	0	0	0	4	0	0
Boromo	477	339	484	0	1	3	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	355	387	395	13	11	0	0	0	2	0	0
Diapaga	121	111	127	77	87	61	0	0	0	0	0	0
Diébougou	71	31	88	5	14	24	0	0	0	6	5	3
Djibo	73	-	35	0	-	134	0	-	0	0	-	0
Dori	34	0	89	9	38	34	0	0	0	0	0	0
Fada	391	187	198	51	1	10	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	154	136	241	7	0	0	0	0	0	4	0
Kaya	732	308	381	615	230	103	0	0	0	4	0	0
Kongoussi	40	13	27	0	12	362	0	0	0	0	1	1
Koudougou	238	133	126	193	153	27	0	0	0	21	22	0
Koupéla	55	76	71	44	76	24	0	0	0	5	5	4
Léo	249	220	191	16	10	15	0	0	4	9	0	4
Manga	896	740	538	371	320	38	0	0	0	8	3	0
Nouna	24	18	32	96	312	966	0	0	0	5	6	6
Orodara	0	110	132	356	92	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	790	809	1061	337	426	313	2	1	0	1 111	44	57
Ouahigouya	86	193	117	8	21	12	0	0	0	4	26	1
Tenkodogo	516	383		15	14	10	0	0	0	0	9	14
Tougan	454	431	455	302	254	444	0	0	0	37	53	31
Yako	240	186	241	2	98	130	0	0	0	0	0	4
Ziniaré	602	191	149	222	158	42	0	0	0		80	0

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

III.3.2.3 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties ne comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire dans certains cas : ainsi, le demandeur ou le défendeur a refusé de conclure, ou le défendeur qui n'a pas comparu a été assigné à personne, ou le jugement est susceptible d'appel : le recours à l'opposition dans ces hypothèses est interdit.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau III-67 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556
Flagrants délits	4 686	4 941	5 411	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068	3 804
Citations directes	1 069	1 473	1 548	1 094	733	1 007	1 165	1 151	970	752
Renvoi du juge d'instruction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jugements rendus selon le type de décision										
Ensemble	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556
Contradictoire	5 604	6 242	6 527	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634	4 421
Réputé contradictoire	7	16	2	1	0	3	17	7	44	24
Défaut	129	154	425	110	68	203	294	287	342	107
Autre	15	2	5	10	33	21	35	43	18	4
Décisions rédigées										
Ensemble	3 517	3 445	3 749	3 130	3 035	3 089	4 229	3 774	2 568	3 526
Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise										
Ensemble	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556
Délits contre la chose publique	208	264	370	298	216	245	343	256	190	246
dont :										
<i>Faux et usage de faux</i>	73	108	126	129	91	86	118	117	52	69
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	3	7	2	4	2	9	14	21	20	21
Délits contre les particuliers	829	1262	1 404	1 114	1059	1073	1 691	1629	1 313	1 464
dont :										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	480	558	599	538	430	488	598	499	368	431
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	168	445	472	221	218	276	427	399	301	303
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	370	375	464	486	404	517	617	469	360	458
dont :										
<i>Stupéfiants</i>	132	134	216	237	189	262	343	265	157	202
<i>Mutilations génitales féminines</i>	22	21	32	19	19	21	17	12	18	10
Délits contre les biens	4002	4281	4 415	4 504	3533	3685	3 929	2 805	20 86	2 290
dont :										
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	3356	3506	3 615	3 771	2975	2897	3 088	2 126	1 519	1 680
<i>Abus de confiance</i>	494	533	555	550	415	456	524	370	329	339
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	104	190	186	132	104	148	169	138	123	113
Délits contre la sécurité publique										18
<i>Dont Association de malfaiteurs</i>	0	0	0	0	0	0	7	4	2	0
Délits en matière d'armes et de munitions	54	66	90	74	77	89	75	75	43	33
Infractions en matière de code de la route	292	166	216	243	112	72	76	59	25	27
Infractions en matière informatique/Cybercriminalité	-	-	-	-	-	-	1	0	3	0
Infractions en matière environnementale									1	10
Infractions en matière forestière et faunique									8	10

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels, dossiers physiques.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions ».

Tableau III-68 : Jugements rendus par les pôles spécialisés des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	0	7								
Flagrants délits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Citations directes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Renvoi du juge d'instruction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Tableau III-69 : Jugements rendus par pôle

Jugements rendus	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Pôle anti terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Pôle économique et financier	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	7

Tableau III-70 : Jugements rendus par le pôle anti terrorisme selon la nature de l'infraction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Associations de malfaiteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Financement du terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Autres crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Apologie du terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Infractions contre l'aviation civile, les navires, les plates-formes fixes et tous moyens de transport collectifs	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Prise d'otage, séquestration et enlèvement	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Infraction par utilisation de matières dangereuses	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Actes préparatoires et d'appuis au terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Délits contre les particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Délits contre les biens	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Délits en matière d'armes et de munitions	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0

Tableau III-71 : Jugements rendus par les pôles économiques et financiers selon la nature de l'infraction

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	7
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
Délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	3
dont :	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
<i>Détournement de deniers publics</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	1
<i>Corruption</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	1
<i>Délit d'apparence</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
<i>Concussion</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
<i>Enrichissement illicite</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
<i>Faux et usage de faux</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	1
<i>Fraude en matière de commercialisation d'or</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
<i>Fraude en matière fiscale</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
<i>Fraude en matière douanière</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
<i>Faux monnayage</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
Délits contre les particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
Délits contre les biens	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	4
Délits en matière d'armes et de munitions	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
Infractions en matière informatique	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0

Tableau III-72 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556
Banfora	270	316	280	335	258	301	349	369	111	155
Bobo-Dioulasso	516	654	939	709	369	485	655	561	434	275
Bogandé	191	238	215	200	246	168	108	94	69	68
Boromo	212	238	256	248	190	269	313	201	155	193
Dédougou	217	252	309	254	152	222	236	227	243	192
Diapaga	112	99	59	81	155	98	92	90	65	164
Diébougou	124	184	182	232	154	201	232	154	113	142
Djibo	128	127	131	122	115	148	144	144	0	0
Dori	142	204	218	231	224	185	220	122	85	97
Fada N'gourma	217	294	305	212	231	185	203	147	207	166
Gaoua	187	172	181	158	182	177	193	144	111	213
Kaya	281	254	294	284	163	151	126	124	96	144
Kongoussi	100	97	87	81	64	90	72	62	61	59
Koudougou	327	407	328	374	275	278	379	340	306	350
Koupéla	-	-	-	-	-	0	174	168	135	148
Léo	108	190	179	193	161	151	186	157	160	130
Manga	227	241	219	219	199	127	115	132	106	160
Nouna	85	94	126	65	75	108	84	92	71	60
Orodara	96	90	102	89	92	99	131	137	71	192
Ouagadougou	1 364	1 312	1 602	1 743	1 210	1 407	1 900	1 152	824	1 019
Ouahigouya	151	157	195	264	210	224	247	205	143	161
Tenkodogo	423	468	443	334	337	235	194	101	120	198
Tougan	145	120	91	86	75	105	174	149	129	102
Yako	49	47	47	43	91	90	68	69	75	57
Ziniaré	83	159	171	162	173	177	137	152	148	111

Tableau III-73 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	4 686	4 941	5 411	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068	3 804
Banfora	155	173	186	205	168	198	218	185	93	132
Bobo-Dioulasso	446	545	601	594	369	464	602	493	355	222
Bogandé	181	224	186	163	190	93	69	47	37	39
Boromo	186	198	225	201	174	173	258	176	140	176
Dédougou	132	161	156	179	118	185	185	151	139	156
Diapaga	81	80	50	79	151	88	84	82	49	153
Diébougou	98	111	113	161	131	143	183	136	98	136
Djibo	98	104	111	94	84	109	130	130	0	0
Dori	113	146	151	194	146	151	158	102	64	78
Fada N'gourma	208	255	253	194	217	169	184	131	143	129
Gaoua	129	121	122	137	152	155	184	134	89	196
Kaya	248	208	251	267	152	140	101	94	87	125
Kongoussi	86	80	73	76	59	72	66	51	40	52
Koudougou	207	203	224	253	220	237	292	268	230	312
Koupéla	-	-	-	-	-	0	88	57	48	65
Léo	95	150	145	164	141	78	93	103	105	101
Manga	190	195	201	198	178	109	70	77	58	114
Nouna	53	66	94	54	63	94	74	65	48	53
Orodara	60	56	75	75	76	80	115	119	67	140
Ouagadougou	1 206	1 109	1 424	1 586	1 113	1 271	1 766	1 034	750	902
Ouahigouya	135	119	171	227	189	186	229	178	137	137
Tenkodogo	355	401	367	303	327	216	168	90	83	177
Tougan	125	100	88	75	62	76	119	95	63	80
Yako	35	33	35	33	81	68	44	45	55	50
Ziniaré	64	103	109	113	107	119	87	99	90	79

Tableau III-74 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 069	1 473	1 548	1 094	733	1 007	1 165	1 151	970	752
Banfora	115	143	94	130	90	103	131	184	18	23
Bobo-Dioulasso	70	109	338	115	0	21	53	68	79	53
Bogandé	10	14	29	37	56	75	39	47	32	29
Boromo	26	40	31	47	16	96	55	25	15	17
Dédougou	85	91	153	75	34	37	51	76	104	36
Diapaga	31	19	9	2	4	10	8	8	16	11
Diébougou	26	73	69	71	23	58	49	18	15	6
Djibo	30	23	20	28	31	39	14	14	0	0
Dori	29	58	67	37	78	34	62	20	21	19
Fada N'gourma	9	39	52	18	14	16	19	16	64	37
Gaoua	58	51	59	21	30	22	9	10	22	17
Kaya	33	46	43	17	11	11	25	30	9	19
Kongoussi	14	17	14	5	5	18	6	11	21	7
Koudougou	120	204	104	121	55	41	87	72	76	38
Koupéla	-	-	-	-	-	0	86	111	87	83
Léo	13	40	34	29	20	73	93	54	55	29
Manga	37	46	18	21	21	18	45	55	48	46
Nouna	32	28	32	11	12	14	10	27	23	7
Orodara	36	34	27	14	16	19	16	18	4	52
Ouagadougou	158	203	178	157	97	136	134	118	74	117
Ouahigouya	16	38	24	37	21	38	18	27	6	24
Tenkodogo	68	67	76	31	10	19	26	11	37	21
Tougan	20	20	3	11	13	29	55	54	66	22
Yako	14	14	12	10	10	22	24	24	20	7
Ziniaré	19	56	62	49	66	58	50	53	58	32

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III-75 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	5 604	6 242	6 527	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634	4 421
Banfora	240	277	248	304	230	216	274	274	111	151
Bobo-Dioulasso	516	637	712	696	369	483	619	524	415	265
Bogandé	190	229	214	189	243	141	106	91	69	68
Boromo	210	238	254	244	187	243	302	201	150	190
Dédougou	214	243	253	252	152	222	236	200	164	192
Diapaga	112	99	59	81	155	98	87	90	65	163
Diébougou	120	184	182	232	154	196	199	150	110	142
Djibo	126	127	128	121	114	145	135	135	0	0
Dori	140	195	200	231	224	185	220	122	85	96
Fada N'gourma	216	293	300	212	231	185	203	145	108	164
Gaoua	176	165	177	158	174	177	193	143	109	213
Kaya	280	247	267	279	163	150	126	121	93	144
Kongoussi	99	97	87	81	64	90	71	62	60	58
Koudougou	261	357	283	345	261	269	337	314	282	341
Koupéla	-	-	-	-	-	0	139	113	94	110
Léo	108	186	179	187	155	114	134	138	100	119
Manga	224	239	217	218	199	127	115	128	106	159
Nouna	83	94	123	61	75	108	84	84	54	60
Orodara	96	90	102	89	79	99	131	135	71	171
Ouagadougou	1 360	1 309	1 602	1 737	1 207	1 402	1 899	1 145	818	1010
Ouahigouya	148	155	193	264	210	223	247	196	142	157
Tenkodogo	415	463	442	331	337	230	194	100	112	185
Tougan	138	120	91	86	68	98	148	131	110	101
Yako	49	46	46	43	91	89	68	68	75	57
Ziniaré	83	152	168	157	158	164	119	146	131	105

Tableau III-76 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	129	154	425	110	68	203	294	287	342	107
Banfora	30	39	32	30	22	71	68	89	0	4
Bobo-Dioulasso	0	5	226	12	0	1	11	8	15	7
Bogandé	1	7	1	11	3	27	2	3	0	0
Boromo	2	0	2	4	3	25	10	0	3	3
Dédougou	0	9	55	2	0	0	0	27	79	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	4	29	2	3	0
Djibo	2	0	3	1	1	3	4	4	0	0
Dori	2	9	18	0	0	0	0	0	0	1
Fada N'gourma	0	1	4	0	0	0	0	2	69	2
Gaoua	8	7	0	0	0	0	0	1	2	0
Kaya	1	7	27	4	0	1	0	2	2	0
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Koudougou	65	50	45	25	14	9	42	26	22	3
Koupéla	-	-	-	-	-	0	27	49	36	34
Léo	0	1	0	6	6	37	52	19	57	10
Manga	3	2	2	1	0	0	0	3	0	1
Nouna	2	0	3	2	0	0	0	8	5	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	2	0	21
Ouagadougou	4	3	0	5	3	4	1	7	6	2
Ouahigouya	0	1	2	0	0	1	0	9	1	0
Tenkodogo	7	5	1	2	0	5	0	1	8	11
Tougan	1	0	0	0	1	1	25	18	17	1
Yako	0	1	1	0	0	1	0	1	0	0
Ziniaré	0	7	3	5	15	13	18	6	16	6

Tableau III-77 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	829	1 262	1 404	1 114	1 059	1 073	1 691	1 629	1 313	1 464
Banfora	45	89	79	85	58	68	87	123	22	43
Bobo-Dioulasso	47	113	205	118	38	57	130	136	100	70
Bogandé	25	32	29	29	70	57	57	63	27	38
Boromo	26	56	79	56	30	86	105	56	61	55
Dédougou	50	63	85	56	32	29	76	79	78	64
Diapaga	34	26	11	10	44	20	38	23	16	42
Diébougou	30	47	53	64	32	51	57	35	35	36
Djibo	51	48	36	31	31	40	34	34	0	0
Dori	23	60	64	53	61	49	76	40	32	36
Fada N'gourma	27	38	50	29	75	24	68	57	87	66
Gaoua	34	41	56	36	43	36	44	37	36	63
Kaya	35	37	52	29	25	20	42	44	26	50
Kongoussi	13	26	23	17	10	26	32	27	34	18
Koudougou	40	132	57	71	47	52	108	108	85	76
Koupéla	-	-	-	-	-	0	92	94	71	76
Léo	12	13	33	31	34	48	72	73	62	45
Manga	32	38	29	29	51	25	37	60	49	77
Nouna	18	23	23	16	11	23	24	38	25	19
Orodara	20	20	24	23	30	36	38	53	26	85
Ouagadougou	119	185	245	219	168	153	259	215	210	308
Ouahigouya	23	29	23	38	38	43	40	44	29	43
Tenkodogo	68	63	75	38	70	43	47	27	43	60
Tougan	28	24	12	9	8	19	60	58	44	21
Yako	10	7	10	9	10	21	26	34	38	28
Ziniaré	19	52	51	18	43	47	42	71	77	45

Tableau III-78 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	4 002	4 281	4 415	4 504	3 533	3 685	3 929	2 805	2 086	2 290
Banfora	148	165	159	198	159	189	228	194	70	97
Bobo-Dioulasso	388	467	577	475	265	368	459	374	305	176
Bogandé	152	173	154	142	151	62	26	15	19	16
Boromo	154	160	145	154	134	137	167	119	80	110
Dédougou	122	149	179	169	104	174	140	121	131	101
Diapaga	62	64	35	60	89	61	38	39	26	60
Diébougou	85	113	86	140	106	104	137	101	68	84
Djibo	66	71	89	79	74	96	89	89	0	0
Dori	92	124	122	147	125	116	114	72	44	52
Fada N'gourma	153	181	172	146	115	125	87	65	78	72
Gaoua	120	114	108	116	119	118	114	83	57	119
Kaya	208	185	211	210	116	97	68	53	49	79
Kongoussi	77	59	50	60	47	57	32	22	14	24
Koudougou	195	210	193	220	178	190	225	192	194	235
Koupéla	-	-	-	-	-	0	54	46	42	40
Léo	91	141	116	127	112	71	68	49	74	40
Manga	169	170	160	153	116	72	49	41	25	43
Nouna	50	66	80	37	48	74	47	40	37	32
Orodara	65	52	68	53	49	47	77	70	37	94
Ouagadougou	1 020	965	1 078	1 214	844	994	1 255	698	459	517
Ouahigouya	107	103	138	185	133	157	178	127	92	105
Tenkodogo	304	353	301	229	224	142	97	49	43	78
Tougan	88	74	72	60	57	79	91	72	64	54
Yako	34	28	28	28	61	49	31	23	23	21
Ziniaré	52	94	94	102	107	106	58	51	55	41

Tableau III-79 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	370	375	464	486	404	517	617	469	360	458
Banfora	32	20	2	17	18	17	17	14	5	8
Bobo-Dioulasso	29	36	58	51	45	39	36	30	18	21
Bogandé	7	28	19	12	17	35	20	13	15	9
Boromo	11	11	13	10	13	22	28	15	6	13
Dédougou	12	14	10	9	3	11	13	17	14	14
Diapaga	6	6	7	7	8	11	12	18	7	44
Diébougou	3	9	6	13	11	20	16	8	9	11
Djibo	7	3	3	7	5	5	5	5	0	0
Dori	11	6	15	19	20	9	19	8	6	6
Fada N'gourma	23	33	20	20	28	17	23	19	23	13
Gaoua	11	8	4	4	10	10	23	17	12	14
Kaya	21	11	19	22	13	25	12	16	12	9
Kongoussi	3	9	7	2	6	5	5	8	5	12
Koudougou	12	14	20	9	6	9	20	21	12	12
Koupéla	-	-	-	-	-	0	3	5	8	19
Léo	5	17	18	12	10	20	26	23	20	29
Manga	5	9	11	13	14	20	21	22	23	23
Nouna	6	1	6	3	7	6	6	5	6	0
Orodara	1	8	6	7	8	6	8	6	3	5
Ouagadougou	113	78	167	180	103	162	220	141	94	110
Ouahigouya	8	14	7	19	18	9	15	16	12	9
Tenkodogo	26	23	30	35	23	31	29	15	21	45
Tougan	15	8	3	8	6	3	17	13	8	18
Yako	0	4	4	1	9	9	5	7	10	4
Ziniaré	3	5	9	6	3	16	18	7	11	10

Tableau III-80 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15jours	15jours-1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an et plus	Total
2013	1 622	1 657	1 730	-	241	80	81	5 411
2014	1 229	1 802	2 080	-	320	81	114	5 626
2015	991	1 096	1 987	-	432	103	59	4 668
2016	576	709	1 677	-	1 178	453	81	4 674
2017	919	1 252	2 502	-	542	137	215	5 567
2018	1170	1 215	1 296	-	213	80	169	4 143
2019	490	541	539	367	623	276	235	3 068
2020	832	881	918	578	344	124	127	3 804

Tableau III-81 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an à 2 ans	2ans à 3 ans	3 ans à 5 ans	5 ans et plus	Total
2013	424	259	278	277	112	198	-	1 548
2014	371	228	196	134	66	99	-	1 094
2015	279	145	128	67	51	63	-	733
2016	351	179	160	124	67	126	-	1 007
2017	344	161	243	151	82	184	-	1 165
2018	399	181	181	160	104	125	-	1 150
2019	320	188	152	71	38	78	123	970
2020	257	160	157	73	42	36	27	752

Tableau III-82 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours				De 15 jours à moins d'un mois				De 1 mois à moins de 3 mois			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Ensemble	919	1 170	490	832	1 252	1 215	541	881	2 502	1 296	903	1 496
Banfora	10	24	11	17	25	72	15	34	122	47	30	64
Bobo-Dioulasso	45	125	91	70	79	131	30	59	322	142	101	60
Bogandé	7	7	2	9	19	16	9	6	27	13	12	13
Boromo	53	58	0	20	109	92	22	67	78	21	66	77
Dédougou	23	29	23	47	37	47	13	24	96	55	53	78
Diapaga	6	7	7	2	12	18	3	4	46	49	6	55
Diébougou	100	88	33	55	46	29	35	39	10	17	18	31
Djibo	68	68	0	0	32	32	0	0	30	30	0	0
Dori	23	12	6	25	70	43	12	27	47	41	15	16
Fada N'gourma	35	44	23	64	55	39	19	23	66	41	24	22
Gaoua	34	14	9	16	54	33	12	42	85	70	26	95
Kaya	9	21	0	31	36	36	31	54	54	31	35	34
Kongoussi	29	8	8	10	15	14	3	19	17	21	13	18
Koudougou	95	148	45	104	83	76	72	89	85	32	57	104
Koupéla	29	35	35	20	24	17	13	25	28	2	0	19
Léo	21	27	12	25	36	25	11	29	19	31	31	33
Manga	39	31	12	22	19	25	19	31	10	18	11	46
Nouna	21	25	12	25	29	21	12	11	21	15	12	8
Orodara	42	26	14	26	28	26	10	29	34	42	16	36
Ouagadougou	123	294	86	136	285	217	105	136	1 028	416	242	491
Ouahigouya	9	0	33	32	58	116	45	33	135	60	43	58
Tenkodogo	23	16	1	21	28	25	6	34	66	33	26	77
Tougan	49	37	11	19	32	34	21	34	23	14	18	25
Yako	3	12	1	13	13	12	10	10	23	17	17	19
Ziniaré	23	14	15	23	28	19	13	22	30	38	31	17

Tableau III-83 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an				1 an et plus			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Ensemble	542	213	623	344	137	80	276	124	215	169	235	127
Banfora	28	11	19	11	21	11	13	4	12	20	5	2
Bobo-Dioulasso	137	42	84	21	14	17	28	8	5	36	21	4
Bogandé	4	4	10	5	2	2	3	0	10	5	1	6
Boromo	7	1	39	6	3	0	10	4	8	4	3	2
Dédougou	17	7	30	7	3	4	14	0	9	9	6	0
Diapaga	5	6	18	48	3	0	13	36	12	2	2	8
Diébougou	5	1	7	3	6	0	0	1	16	1	5	7
Djibo	0	0	-	0	0	0	-	0	0	0	-	0
Dori	6	5	21	2	0	0	8	3	12	1	2	5
Fada N'gourma	11	4	8	7	9	2	19	3	8	1	50	10
Gaoua	6	14	25	39	2	2	9	3	3	1	8	1
Kaya	1	5	11	4	0	0	8	2	1	1	2	0
Kongoussi	2	2	4	2	0	0	1	0	3	6	11	3
Koudougou	11	4	47	7	2	4	8	4	16	4	1	4
Koupéla	7	1	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0
Léo	2	4	13	6	6	0	2	0	9	16	36	8
Manga	2	1	11	12	0	2	4	3	0	0	1	0
Nouna	3	2	4	4	0	2	2	2	0	0	6	3
Orodara	7	6	10	15	2	1	7	5	2	18	10	29
Ouagadougou	230	62	185	91	50	19	86	35	50	26	46	13
Ouahigouya	22	0	7	12	2	2	8	1	3	0	1	1
Tenkodogo	24	7	34	33	7	3	14	5	20	6	2	7
Tougan	2	1	7	2	0	2	0	0	13	7	6	0
Yako	2	4	13	2	1	1	10	2	2	0	4	4
Ziniaré	1	19	16	4	4	6	9	3	1	3	6	10

Tableau III-84 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois				De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Ensemble	344	399	320	256	161	181	188	160	243	181	152	157
Banfora	2	20	2	3	3	22	3	4	31	23	7	5
Bobo-Dioulasso	10	12	20	22	16	6	26	9	11	10	25	9
Bogandé	18	23	14	6	6	5	5	4	1	8	6	9
Boromo	15	8	3	6	11	3	9	3	17	12	3	8
Dédougou	16	17	14	13	9	7	10	19	11	13	1	4
Diapaga	5	3	6	9	0	1	3	2	2	2	2	0
Diébougou	18	12	8	2	10	4	5	1	9	0	1	3
Djibo	11	11	0	0	3	3	0	0	0	0	0	0
Dori	21	12	11	7	4	1	5	0	11	4	2	6
Fada N'gourma	12	9	4	17	2	3	3	9	3	2	6	10
Gaoua	8	6	9	8	0	1	4	3	1	2	5	4
Kaya	15	17	2	11	5	5	0	3	4	3	3	3
Kongoussi	4	10	14	6	0	1	5	1	1	0	2	0
Koudougou	3	11	12	6	13	10	17	16	14	6	27	5
Koupéla	24	30	54	25	10	10	8	16	52	32	3	8
Léo	22	35	21	17	9	7	10	4	8	5	4	4
Manga	34	44	27	12	4	7	12	7	2	1	9	14
Nouna	2	9	11	6	4	1	5	0	0	11	1	1
Orodara	8	15	0	18	2	3	0	14	3	0	0	8
Ouagadougou	35	25	11	20	21	35	25	26	31	23	20	36
Ouahigouya	6	5	0	4	4	15	1	5	6	0	2	8
Tenkodogo	5	2	1	5	4	4	1	1	1	4	1	1
Tougan	32	34	55	16	4	9	3	5	2	5	4	1
Yako	4	9	4	2	8	3	6	1	8	6	6	1
Ziniaré	14	20	17	15	9	15	22	7	14	9	12	9

Tableau III-85 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans				3 ans et plus			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Ensemble	151	160	71	73	82	104	38	42	184	125	201	64
Banfora	55	47	4	5	30	28	1	3	10	44	1	3
Bobo-Dioulasso	5	12	3	2	2	17	3	2	9	11	2	9
Bogandé	4	9	4	4	6	2	1	0	4	0	2	6
Boromo	8	0	0	0	4	2	0	0	0	0	0	0
Dédougou	3	9	2	0	2	17	12	0	10	13	65	0
Diapaga	0	1	5	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Diébougou	5	0	0	0	4	0	0	0	3	2	1	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	4	3	1	4	1	0	0	0	21	0	2	2
Fada N'gourma	2	0	2	0	0	2	1	0	0	0	48	1
Gaoua	0	1	2	2	0	0	1	0	0	0	1	0
Kaya	1	2	2	1	0	1	0	0	0	2	2	1
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	9	9	7	4	15	10	5	3	33	26	8	4
Koupéla	0	39	13	2	0	0	9	16	0	0	0	17
Léo	9	2	1	4	1	2	0	0	44	3	19	0
Manga	4	2	0	7	1	1	0	2	0	0	0	2
Nouna	0	2	4	0	0	1	1	0	4	3	1	0
Orodara	2	0	1	10	1	0	0	2	0	0	3	0
Ouagadougou	19	10	9	16	7	13	1	14	21	12	8	5
Ouahigouya	1	0	0	5	1	7	1	0	0	0	2	2
Tenkodogo	6	1	6	3	1	0	0	0	9	0	28	11
Tougan	7	1	1	0	2	1	0	0	8	4	3	0
Yako	2	2	0	2	0	0	0	0	2	3	4	1
Ziniaré	4	8	4	2	4	0	2	0	5	1	1	0

Tableau III-86 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	3 517	3 445	3 749	3 130	3 035	3 089	4 229	3 773	2 628	3 526
Banfora	257	81	161	111	192	127	22	150	84	115
Bobo-Dioulasso	319	319	856	0	255	242	602	400	385	376
Bogandé	19	237	182	115	166	108	130	94	60	47
Boromo	147	135	157	308	137	224	295	201	122	160
Dédougou	192	98	154	28	74	91	181	209	91	164
Diapaga	79	73	33	37	81	24	85	47	38	93
Diébougou	34	116	0	54	48	173	168	76	101	114
Djibo	100	127	85	105	117	148	136	136	0	0
Dori	85	62	0	91	176	157	140	52	27	31
Fada	156	97	135	33	64	57	41	66	79	88
Gaoua	183	156	97	115	135	112	151	138	85	168
Kaya	186	138	97	19	14	20	85	102	100	111
Kongoussi	74	68	60	32	50	77	63	35	28	20
Koudougou	249	165	49	423	221	259	218	157	197	348
Koupéla	-	-	-	-	-	0	94	135	131	156
Léo	154	184	123	65	88	94	124	139	98	72
Manga	211	362	167	131	125	111	88	92	44	86
Nouna	56	108	65	26	46	85	84	96	59	60
Orodara	58	80	26	60	78	98	126	133	72	192
Ouagadougou	270	221	587	687	359	392	733	746	296	686
Ouahigouya	150	97	119	282	189	125	175	193	143	53
Tenkodogo	325	301	333	223	197	103	201	81	110	153
Tougan	147	99	75	60	51	93	170	146	88	102
Yako	45	47	40	0	63	63	39	66	73	62
Ziniaré	21	74	148	125	109	106	78	83	117	69

III.3.2.4 Activités des chambres des mineurs des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans les chambres des mineurs.

Autres : Décision autre que placement, remise aux parents, emprisonnement, TIG, sursis, incompétence, amende, relaxe, remise à personne digne de confiance.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps. voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d'emprisonnement et/ou d'une amende de plus de 200 000 FCFA.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur en conflit avec la loi : Mineur ayant suspecté d'avoir enfreint une norme pénale.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Remise aux parents : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'(le) (ré) intégrer dans sa famille.

Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des Chambres des mineurs.

Tableau III-87 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires nouvelles	72	73	103	202	257	298	324	241	-	272
<i>Contraventions</i>	1	0	0	2	1	2	0	1	-	0
<i>Délits</i>	66	67	98	190	231	263	301	227	-	200
<i>Crimes</i>	5	6	5	10	25	33	23	13	-	72
Décisions rendues	59	47	97	191	263	286	308	211	-	238
<i>Placements</i>	15	19	18	34	48	52	61	46	-	47
<i>Remises à parents</i>	6	6	8	19	34	36	33	47	-	62
<i>Emprisonnements</i>	38	22	26	81	107	95	78	42	-	38
<i>Sursis</i>	-	-	26	26	13	9	16	7	-	44
<i>TIG</i>	-	-	5	12	25	33	45	16	-	2
<i>Incompétence</i>	-	-	5	9	3	0	0	0	-	6
<i>Relaxe</i>	-	-	6	10	21	60	75	51	-	28
<i>Remise à personne digne de confiance</i>	-	-	1	0	1	1	0	2	-	4
<i>Amende</i>	-	-	2	0	11	0	0	0	-	7
<i>Autres</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Nombre de mineurs impliqués	79	118	112	272	312	387	413	299	-	371
Affaires nouvelles en instruction	-	-	5	12	13	33	23	13	-	72
Affaires dont l'instruction est clôturée	-	-	3	2	5	5	9	14	-	24
Affaires en cours d'instruction au 31/12	20	29	27	37	42	74	58	49	-	61

Tableau III-88 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires nouvelles	11	56	24	16	28	10	39	105	-	17
Mineurs concernés	19	109	24	27	50	13	106	233	-	63
Décisions rendues	19	96	23	13	31	13	37	184	-	60
<i>Placements</i>	18	93	22	8	31	9	12	103	-	58
<i>Remises à parents</i>	0	1	0	0	0	4	21	78	-	1
<i>Remise à personne digne de confiance</i>	1	2	1	0	0	0	4	3	-	1

Tableau III-89 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	72	94	100	202	245	298	324	241	-	200
Banfora	-	-	-	8	14	23	14	23	-	0
Bobo-Dioulasso	33	44	31	32	33	59	51	41	-	11
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Fada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11
Kaya	-	-	-	20	27	11	5	8	-	0
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Koudougou	-	-	-	21	25	37	28	30	-	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
Manga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Ouagadougou	39	50	69	104	131	116	177	104	-	110
Ouahigouya	-	-	-	17	15	23	31	22	-	13
Tenkodogo	-	-	-	-	-	29	18	13	-	0
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Tableau III-90 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	59	47	97	191	252	286	308	211	-	238
Banfora	-	-	-	8	11	18	22	21	-	0
Bobo-Dioulasso	27	17	35	38	42	37	42	40	-	15
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Fada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Kaya	-	-	-	19	27	15	5	5	-	0
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Koudougou	-	-	-	24	17	38	38	32	-	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Manga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Ouagadougou	32	30	62	87	139	139	152	78	-	138
Ouahigouya	-	-	-	15	16	24	30	21	-	15
Tenkodogo	-	-	-	-	-	15	19	14	-	0
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Tableau III-91 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	11	56	24	16	28	10	39	105	-	17
Banfora	-	-	-	0	0	1	1	1	-	0
Bobo-Dioulasso	4	3	6	6	1	0	2	19	-	0
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Fada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Kaya	-	-	-	1	3	0	22	51	-	0
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	-	-	-	0	0	0	0	2	-	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Manga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouagadougou	7	53	18	7	24	9	14	19	-	10
Ouahigouya	-	-	-	2	0	0	0	13	-	0
Tenkodogo	-	-	-	-	-	0	0	0	-	0
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Tableau III-92 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	18	96	23	13	31	13	37	184	-	60
Banfora	-	-	-	0	0	1	1	3	-	0
Bobo-Dioulasso	3	3	5	5	4	0	2	82	-	0
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Fada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Kaya	-	-	-	1	3	0	22	20	-	0
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	-	-	-	0	0	0	0	2	-	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Manga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouagadougou	15	93	18	7	24	12	12	64	-	55
Ouahigouya	-	-	-	0	0	0	0	13	-	0
Tenkodogo	-	-	-	-	-	0	0	0	-	0
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

III.3.3 Activités des cabinets d’instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l’emprisonnement à vie ou d’une peine d’emprisonnement supérieure à 10 ans, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d’une peine comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d’emprisonnement, et d’une amende de plus de 200 000 FCFA, du travail d’intérêt général ou de l’une des trois peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d’instruction et enregistrée dans le registre d’instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d’instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d’instruction des cabinets d’instruction de 1995 à 2019.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau III-93 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	754	893	1 000	1 123	936	875	974	805	803	1 210
Banfora	25	33	26	32	54	23	13	17	25	38
Bobo-Dioulasso	59	52	65	103	62	91	63	75	84	74
Bogandé	25	24	34	94	56	28	20	11	4	5
Boromo	32	23	31	16	29	18	15	10	6	4
Dédougou	31	34	39	48	23	39	22	10	18	28
Diapaga	14	32	19	23	25	28	20	11	15	18
Diébougou	19	22	20	41	28	22	18	17	16	18
Djibo	11	14	15	20	21	44	41	41	-	-
Dori	26	24	22	20	17	19	46	34	44	26
Fada N'gourma	41	25	44	63	55	43	44	59	22	173
Gaoua	19	20	11	32	30	13	27	25	29	26
Kaya	12	21	31	31	23	10	18	16	27	24
Kongoussi	6	10	19	10	4	11	4	13	9	10
Koudougou	48	63	64	42	31	34	32	28	40	121
Koupéla	-	-	-	-	-	1	181	38	26	23
Léo	21	32	41	39	22	31	25	26	19	13
Manga	23	39	30	27	21	20	17	10	14	16
Nouna	23	18	15	14	10	5	4	3	7	4
Orodara	15	20	14	24	24	19	31	17	9	23
Ouagadougou	201	268	308	318	290	253	251	284	331	387
Ouahigouya	21	15	26	11	11	20	19	15	5	14
Tenkodogo	42	57	74	69	55	38	25	10	24	136
Tougan	11	9	15	11	9	19	11	13	3	10
Yako	7	10	6	12	8	11	7	6	13	3
Ziniaré	22	28	31	23	28	35	20	16	13	16

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne acte du versement de la consignation et dresse un procès-verbal de constitution de partie civile. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de le mis en examen, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si le mis en examen désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à le mis en examen, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à le mis en examen. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu le mis en examen sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de le mis en examen pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre le mis en examen.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de le mis en examen constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre le mis en examen, il rend une ordonnance de non-lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non-lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif. Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

Tableau III-94 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la nature de l'ordonnance

Motif	2019	2020
Ordonnance de non-lieu	664	494
Ordonnance de mise en accusation	167	168
Ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle	329	234
Ordonnance d'incompétence	23	9
Ordonnance de dessaisissement	11	136
Ordonnance de non informer	3	2
Autres	10	21
Ensemble	1 207	1 064

Tableau III-95 : Affaires dont l'instruction est clôturée par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	947	690	442	291	363	417	1 298	1 084	1 207	1 064
Banfora	40	16	14	7	0	0	83	136	75	51
Bobo-Dioulasso	133	129	49	19	4	10	59	49	59	69
Bogandé	14	7	3	0	1	30	15	15	12	29
Boromo	23	44	35	2	16	45	44	25	21	8
Dédougou	13	28	13	10	7	4	46	45	36	63
Diapaga	0	4	1	2	0	0	14	12	14	6
Diébougou	0	2	2	2	4	12	24	21	14	14
Djibo	11	7	18	2	0	38	2	2	0	0
Dori	0	29	3	15	14	13	51	22	37	32
Fada N'gourma	22	5	44	2	1	5	37	80	51	99
Gaoua	109	13	4	1	36	22	147	31	62	18
Kaya	38	6	3	0	2	12	45	31	86	49
Kongoussi	15	4	2	3	11	9	26	7	17	1
Koudougou	51	21	24	27	25	23	39	78	62	100
Koupéla	-	-	-	-	-	0	36	71	61	54
Léo	9	1	23	1	3	1	42	43	19	11
Manga	13	23	17	6	3	0	7	31	39	41
Nouna	20	13	0	7	5	6	18	10	9	12
Orodara	11	3	10	2	0	0	30	47	46	26
Ouagadougou	303	170	88	136	161	127	307	196	357	231
Ouahigouya	29	30	25	17	13	3	8	21	24	29
Tenkodogo	64	100	46	16	42	32	155	26	49	80
Tougan	12	8	9	12	4	4	4	13	13	16
Yako	11	21	9	2	9	9	12	10	4	2
Ziniaré	6	6	0	0	2	12	47	62	40	23

Tableau III-96 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2020 par tribunal de grande instance et selon le motif de clôture

	Ordonnance de non-lieu	Ordonnance de mise en accusation	Ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle	Ordonnance d'incompétence	Ordonnance de dessaisissement	Ordonnance de non informer	Autres
Ensemble	494	168	234	9	136	2	21
Banfora	23	5	4	0	14	0	5
Bobo-Dioulasso	7	17	16	1	27	1	0
Bogandé	13	6	10	0	0	0	0
Boromo	4	2	2	0	0	0	0
Dédougou	37	6	7	0	10	0	3
Diapaga	0	4	2	0	0	0	0
Diébougou	2	7	1	0	0	0	4
Djibo	0	0	0	0	0	0	0
Dori	5	0	6	0	20	0	1
Fada	75	7	15	1	1	0	0
Gaoua	5	6	5	2	0	0	0
Kaya	32	9	8	0	0	0	0
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	18	7	13	3	59	0	0
Koupéla	18	16	18	1	0	0	1
Léo	1	7	3	0	0	0	0
Manga	19	9	13	0	0	0	0
Nouna	9	1	2	0	0	0	0
Orodara	13	5	7	0	0	0	1
Ouagadougou	134	25	64	1	2	1	4
Ouahigouya	17	8	4	0	0	0	0
Tenkodogo	39	17	19	0	3	0	2
Tougan	13	1	2	0	0	0	0
Yako	2	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	7	3	13	0	0	0	0

Tableau III-97 : Affaires clôturées par ordonnance de non-lieu par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	656	494
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	55	23
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	24	7
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	-	4	13
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	9	4
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	34	37
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	-	3	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	22	5
Fada N'gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	19	75
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	41	5
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	63	32
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	5	1
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	32	18
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	21	18
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	6	1
Manga	-	-	-	-	-	-	-	-	14	19
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	5	9
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	23	13
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	242	134
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	9	17
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	10	39
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	-	0	13
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	11	7

Tableau III-98 : Affaires clôturées par ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	325	234
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	11	4
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	23	16
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	-	2	10
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	7	2
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1	7
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	-	11	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	6	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	13	6
Fada N'gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	17	15
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	12	5
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	17	8
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	8	0
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	16	13
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	29	18
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	6	3
Manga	-	-	-	-	-	-	-	-	16	13
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	4	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	17	7
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	76	64
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	9	4
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	6	19
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	17	13

Tableau III-99 : Affaires clôturées par ordonnance de mise en accusation par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	166	168
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	9	5
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	8	17
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	-	3	6
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1	6
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	2	7
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	2	0
Fada N'gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	12	7
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	9	6
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	1	9
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	4	0
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	11	7
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	11	16
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	7	7
Manga	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	6	5
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	31	25
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	6	8
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	16	17
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	12	3

Tableau III-100 : Affaires clôturées par autres ordonnance par tribunal de grande instance (incompétence, dessaisissement, non informer et autres)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	47	168
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	0	19
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	4	29
Bogandé	-	-	-	-	-	-	-	-	3	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	13
Diapaga	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	0	21
Fada N'gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	5	0
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	3	62
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Manga	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	17	5
Tougan	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire clôturée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne mis en examen pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Mis en examen :-Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau III-101 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885	9 172	8 043	8 068	4 591	7 588
Banfora	286	293	192	366	424	401	338	182	145	129
Bobo-Dioulasso	589	406	404	663	109	235	245	295	296	281
Bogandé	141	151	183	273	324	323	277	297	290	230
Boromo	138	121	116	122	112	90	59	36	22	18
Dédougou	238	257	275	311	323	347	213	153	137	103
Diapaga	75	97	118	141	167	226	181	178	184	175
Diébougou	21	179	197	139	169	124	115	110	113	136
Djibo	92	106	105	122	136	148	187	187	-	178
Dori	298	286	238	330	338	297	285	284	273	267
Fada N'gourma	630	619	625	685	744	783	779	926	643	642
Gaoua	333	365	373	402	349	354	195	144	175	189
Kaya	390	307	339	343	378	385	325	206	280	251
Kongoussi	47	55	74	81	72	72	48	54	45	49
Koudougou	166	210	247	254	252	260	261	202	186	201
Koupéla	-	-	-	-	-	1	148	119	80	54
Léo	53	92	109	154	164	200	190	161	161	161
Manga	163	220	215	237	267	299	298	285	250	229
Nouna	37	41	56	66	65	67	51	44	50	41
Orodara	29	48	51	68	95	112	100	68	45	44
Ouagadougou	2 636	2 721	2 767	2 938	3 048	2 914	2 741	3 049	2 712	3 091
Ouahigouya	148	125	132	130	126	143	156	139	38	91
Tenkodogo	733	777	789	857	945	1079	580	731	434	838
Tougan	40	58	58	53	61	71	82	78	70	66
Yako	56	46	44	48	52	51	45	39	49	51
Ziniaré	62	77	123	141	165	190	144	101	83	73

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un mis en examen pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, le mis en examen domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par le mis en examen ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, le mis en examen peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi le mis en examen est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à le mis en examen le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau III-102 : Mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	515	717	635	643	534	530	613	564	332	419
Moins de 6 mois	174	314	236	239	161	134	191	130	36	82
De 6 mois à moins de 1 an	135	199	182	182	129	133	171	135	48	99
De 1 an à moins de 2 ans	154	101	142	159	156	135	119	151	96	85
De 2 ans à moins de 3 ans	36	44	45	35	68	68	84	46	53	84
3 ans et plus	16	59	30	28	20	60	48	102	99	69

Tableau III-103 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	515	717	635	643	534	530	613	564	332	419
Banfora	17	14	38	12	16	16	20	34	20	19
Bobo-Dioulasso	48	25	56	37	59	43	49	44	29	21
Bogandé	7	14	27	17	13	7	2	17	51	21
Boromo	24	38	23	11	17	8	3	5	0	7
Dédougou	26	33	12	35	16	25	36	4	1	11
Diapaga	6	21	22	10	0	2	11	20	18	24
Diébougou	7	15	8	9	10	5	7	2	5	3
Djibo	11	8	5	5	2	25	45	50	0	0
Dori	9	20	9	10	4	22	39	11	7	17
Fada N'gourma	69	67	35	39	41	49	27	31	10	26
Gaoua	13	13	17	14	26	17	18	10	16	12
Kaya	12	24	31	24	11	20	43	24	5	14
Kongoussi	2	11	9	5	7	9	8	0	4	2
Koudougou	32	41	47	75	15	19	40	50	19	22
Koupéla	-	-	-	-	-	0	12	5	6	2
Léo	18	6	19	14	20	27	18	31	3	9
Manga	20	30	24	28	28	46	18	23	9	9
Nouna	0	30	0	24	13	1	0	1	12	3
Orodara	8	26	11	4	37	14	18	6	4	5
Ouagadougou	93	198	174	132	102	81	118	106	61	108
Ouahigouya	29	10	13	20	9	10	2	11	6	8
Tenkodogo	29	29	36	96	72	59	55	53	21	8
Tougan	11	12	13	14	3	8	3	9	8	35
Yako	12	12	2	0	6	12	2	2	10	9
Ziniaré	12	20	4	8	7	5	19	15	7	24

Tableau III-104 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	174	314	236	239	161	134	191	130	36	82
Banfora	5	2	1	1	2	0	0	1	0	9
Bobo-Dioulasso	28	7	27	14	35	6	18	8	5	3
Bogandé	0	7	9	11	0	3	1	0	0	1
Boromo	8	15	6	2	0	0	0	3	0	0
Dédougou	13	8	4	7	0	5	8	0	0	1
Diapaga	1	5	3	2	0	2	0	0	0	0
Diébougou	4	5	4	0	1	0	4	1	0	0
Djibo	1	5	1	0	0	13	21	21	0	0
Dori	0	11	3	4	2	9	19	8	4	3
Fada N'gourma	32	10	11	25	22	26	12	8	0	3
Gaoua	1	2	0	1	4	0	3	6	1	5
Kaya	2	12	13	6	7	5	25	18	1	2
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Koudougou	11	23	22	33	1	8	11	7	2	15
Koupéla						0	4	4	6	0
Léo	8	1	12	9	6	11	1	6	2	2
Manga	5	12	11	16	7	3	2	5	0	6
Nouna	0	18	0	2	0	0	0	0	2	0
Orodara	2	24	2	1	1	1	2	3	0	1
Ouagadougou	30	115	82	71	46	21	37	23	4	11
Ouahigouya	11	4	1	2	1	1	0	0	0	0
Tenkodogo	5	9	16	21	17	10	14	3	3	5
Tougan	2	6	4	8	1	3	1	3	1	13
Yako	1	5	2	0	6	5	0	2	3	1
Ziniaré	4	7	2	3	2	2	7	0	2	1

Tableau III-105 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de 6 mois à moins de 1 an

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	309	513	418	421	290	267	362	265	84	99
Banfora	15	8	16	4	9	6	0	10	0	5
Bobo-Dioulasso	33	15	50	24	47	31	23	25	13	10
Bogandé	1	9	14	14	5	3	1	0	0	0
Boromo	16	34	10	2	5	3	2	4	0	3
Dédougou	16	24	4	16	1	7	36	3	0	4
Diapaga	6	11	9	4	0	2	6	0	0	0
Diébougou	7	11	4	3	2	2	4	2	1	1
Djibo	2	5	2	0	2	17	27	27	0	0
Dori	3	19	7	4	4	12	22	10	5	7
Fada N'gourma	50	27	18	32	32	36	21	11	0	2
Gaoua	2	6	9	7	17	8	7	7	1	5
Kaya	2	15	30	12	9	9	28	18	5	2
Kongoussi	0	7	1	1	0	1	5	0	2	0
Koudougou	21	31	34	59	4	11	34	38	10	2
Koupéla						0	12	4	6	0
Léo	11	4	15	10	12	16	6	13	2	5
Manga	9	19	19	19	13	8	14	8	0	2
Nouna	0	26	0	20	10	0	0	0	2	2
Orodara	8	24	4	2	9	2	6	4	2	1
Ouagadougou	53	153	133	106	72	42	77	53	13	15
Ouahigouya	23	5	3	6	1	4	1	2	2	1
Tenkodogo	19	26	26	59	27	29	16	17	6	1
Tougan	3	6	5	12	1	6	1	5	1	7
Yako	2	10	2	0	6	8	1	2	6	1
Ziniaré	7	18	3	5	2	4	12	2	7	23

Tableau III-106 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est de 1 an à moins de 2 ans par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	206	204	217	222	244	263	251	299	248	85
Banfora	2	6	22	8	7	10	20	24	20	1
Bobo-Dioulasso	15	10	6	13	12	12	26	19	16	5
Bogandé	6	5	13	3	8	4	1	17	51	1
Boromo	8	4	13	9	12	5	1	1	0	1
Dédougou	10	9	8	19	15	18	0	1	1	0
Diapaga	0	10	13	6	0	0	5	20	18	17
Diébougou	0	4	4	6	8	3	3	0	4	2
Djibo	9	3	3	5	0	8	18	23	0	0
Dori	6	1	2	6	0	10	17	1	2	0
Fada N'gourma	19	40	17	7	9	13	6	20	10	6
Gaoua	11	7	8	7	9	9	11	3	15	1
Kaya	10	9	1	12	2	11	15	6	0	2
Kongoussi	2	4	8	4	7	8	3	0	2	2
Koudougou	11	10	13	16	11	8	6	12	9	5
Koupéla						0	0	1	0	2
Léo	7	2	4	4	8	11	12	18	1	1
Manga	11	11	5	9	15	38	4	15	9	1
Nouna	0	4	0	4	3	1	0	1	10	1
Orodara	0	2	7	2	28	12	12	2	2	0
Ouagadougou	40	45	41	26	30	39	41	53	48	22
Ouahigouya	6	5	10	14	8	6	1	9	4	6
Tenkodogo	10	3	10	37	45	30	39	36	15	2
Tougan	8	6	8	2	2	2	2	4	7	5
Yako	10	2	0	0	0	4	1	0	4	2
Ziniaré	5	2	1	3	5	1	7	13	0	0

Tableau III-107 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est supérieure à 2 ans par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	52	103	75	63	88	128	132	148	152	153
Banfora	0	1	2	4	3	1	20	24	16	4
Bobo-Dioulasso	4	6	3	4	5	2	11	8	6	3
Bogandé	1	1	12	3	0	3	1	17	48	19
Boromo	4	1	3	4	0	4	0	0	0	3
Dédougou	5	4	0	2	1	12	0	0	1	6
Diapaga	0	8	2	1	0	0	2	5	18	7
Diébougou	0	0	0	4	2	2	2	0	0	0
Djibo	3	1	2	3	0	3	5	10	0	0
Dori	2	0	0	0	0	6	15	1	1	7
Fada N'gourma	4	27	12	1	7	6	3	6	5	15
Gaoua	0	5	2	2	2	0	3	2	5	1
Kaya	9	5	1	7	1	7	8	5	0	8
Kongoussi	0	2	4	3	5	6	2	0	0	0
Koudougou	3	5	2	4	3	3	2	2	1	0
Koupéla	-	-	-	*	-	0	0	1	0	0
Léo	0	2	0	1	4	9	6	9	1	1
Manga	0	5	4	2	4	28	0	3	4	0
Nouna	0	1	0	1	1	0	0	0	7	0
Orodara	0	2	0	1	14	1	1	0	1	3
Ouagadougou	7	23	17	9	3	12	12	25	27	60
Ouahigouya	0	1	3	3	1	4	0	5	1	1
Tenkodogo	2	0	3	1	28	16	36	15	4	0
Tougan	3	1	2	1	2	1	2	1	5	10
Yako	3	1	0	0	0	2	0	0	1	5
Ziniaré	2	1	1	2	2	0	1	9	0	0

Tableau III-108 : Nombre d'affaires clôturées et nombre d'affaires en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée

		Moins	1 à	2 à	3 à	4 à	5 ans	10 ans	Total
		de 1 an	moins de 2 ans	moins de 3 ans	moins de 4 ans	moins de 5 ans	moins de 10 ans	et plus	
Affaires clôturées	2015	19	54	44	39	27	180	-	363
	2016	22	65	72	61	41	156	-	417
	2017	85	118	129	146	112	708	-	1 298
	2018	81	145	71	75	115	597	-	1 084
	2019	31	101	156	97	103	268	454	1 207
	2020	141	90	117	130	61	229	296	1 064
Affaires en cours	2015	931	1 008	807	647	553	4 939	-	8 885
	2016	858	899	950	716	624	5 125	-	9 172
	2017	924	742	691	739	593	4 354	-	8 043
	2018	765	962	645	614	644	4 438	-	8 068
	2019	803	650	745	533	547	1 758	1 725	6 761
	2020	1 115	663	502	622	453	1 693	2 540	7 588

Tableau III-109 : Nombre d'affaires contre X en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée

		Moins	1 à	2 à	3 à	4 à	5 ans	10 ans	Total
		de 1 an	moins de 2 ans	moins de 3 ans	moins de 4 ans	moins de 5 ans	moins de 10 ans	et plus	
Affaires contre X en cours	2015	107	131	87	81	81	600	-	1 087
	2016	138	95	115	79	90	604	-	1 121
	2017	83	130	101	108	96	612	-	1 130
	2018	85	90	119	93	102	595	-	1 084
	2019	118	87	83	102	90	316	157	953
	2020	124	101	69	67	110	346	268	1 085

Tableau III-110 : Nombre d'affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 6 mois			6 mois à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	22	3	32	81	28	109	145	101	90	71	156	117
Banfora	0	0	2	0	0	12	0	3	7	0	0	4
Bobo-Dioulasso	1	1	3	5	7	13	7	10	14	11	12	19
Bogandé	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	2	0
Boromo	1	0	1	4	3	0	8	4	1	2	2	0
Dédougou	0	0	3	0	0	9	3	1	4	7	1	9
Diapaga	0	0	0	1	1	0	1	0	0	0	2	0
Diébougou	0	0	0	0	0	1	1	4	4	6	4	6
Djibo	0	-	0	0	-	0	2	-	0	0	-	0
Dori	3	0	9	10	0	7	11	5	11	0	5	2
Fada N'gourma	4	1	2	10	1	11	17	10	3	2	11	6
Gaoua	1	0	0	2	1	4	5	3	1	2	3	4
Kaya	0	0	1	0	3	3	0	2	1	1	3	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Koudougou	0	0	5	4	2	5	13	7	3	7	11	10
Koupéla	7	1	1	30	4	5	41	13	10	0	44	14
Léo	0	0	0	0	0	1	2	2	3	4	1	3
Manga	1	0	0	1	0	0	0	2	1	1	4	3
Nouna	0	0	0	0	0	0	2	1	0	1	1	1
Orodara	1	0	1	2	3	1	9	14	2	10	4	10
Ouagadougou	2	0	4	5	2	30	8	5	12	7	26	17
Ouahigouya	0	0	0	0	0	2	6	0	6	0	10	3
Tenkodogo	0	0	0	0	0	1	1	1	3	1	1	0
Tougan	0	0	0	3	1	0	6	1	0	1	0	2
Yako	1	0	0	3	0	0	1	2	0	2	2	1
Ziniaré	0	0	0	0	0	4	0	11	3	4	7	1

Tableau III-111 : Nombre d'affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	75	97	130	115	103	61	597	268	229	-	454	296
Banfora	3	9	7	7	15	5	126	27	6	-	21	8
Bobo-Dioulasso	4	13	8	4	3	5	18	4	5	-	10	2
Bogandé	1	0	3	0	2	0	11	7	11	-	1	13
Boromo	1	1	0	3	4	0	7	0	4	-	7	2
Dédougou	4	1	4	3	0	2	28	13	19	-	20	13
Diapaga	1	1	4	2	2	0	7	8	2	-	0	0
Diébougou	0	1	0	7	2	1	7	3	2	-	0	0
Djibo	0	-	0	0	-	0	0	-	0	-	-	0
Dori	0	1	1	0	1	2	1	6	0	-	19	0
Fada N'gourma	1	8	21	1	1	1	49	14	4	-	6	51
Gaoua	2	4	6	1	4	0	19	5	3	-	42	0
Kaya	5	2	0	10	5	2	15	12	11	-	59	31
Kongoussi	2	3	0	1	0	0	3	9	0	-	5	0
Koudougou	5	9	7	3	6	9	46	23	41	-	4	20
Koupéla	0	0	20	0	0	0	0	0	0	-	0	0
Léo	3	2	3	7	2	1	27	12	0	-	0	0
Manga	4	4	4	3	3	7	22	14	15	-	12	11
Nouna	1	1	0	2	0	0	4	3	3	-	3	8
Orodara	11	2	3	7	5	1	8	13	8	-	5	0
Ouagadougou	16	22	31	25	34	14	135	45	45	-	223	78
Ouahigouya	0	2	2	8	3	1	7	4	2	-	5	13
Tenkodogo	4	9	0	3	4	5	17	28	30	-	6	41
Tougan	2	0	1	0	4	3	1	1	9	-	6	1
Yako	0	0	0	1	0	0	3	0	0	-	0	1
Ziniaré	5	2	1	17	3	2	36	17	9	-	0	3

Tableau III-112 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	325	441	550	440	362	565	962	650	663	645	745	502
Banfora	8	12	12	7	12	14	11	13	15	20	12	9
Bobo-Dioulasso	38	39	29	37	44	38	70	66	64	56	46	34
Bogandé	4	11	4	7	4	1	19	14	3	23	18	11
Boromo	4	1	2	2	2	1	2	0	1	4	2	2
Dédougou	5	10	20	5	8	7	20	8	13	19	17	4
Diapaga	1	4	11	7	8	7	21	12	12	28	23	12
Diébougou	3	12	9	14	4	9	19	14	12	14	15	11
Djibo	11	-	0	30	-	0	43	-	2	22	-	23
Dori	10	12	6	14	31	13	31	20	27	13	25	15
Fada N'gourma	20	25	8	34	10	157	229	42	3	21	216	20
Gaoua	5	22	10	18	7	14	28	18	27	10	23	12
Kaya	3	17	10	13	9	13	18	14	21	7	15	13
Kongoussi	8	2	3	5	7	7	3	13	8	10	3	14
Koudougou	6	20	89	19	20	22	26	18	35	16	12	10
Koupéla	20	9	7	14	14	11	83	22	12	1	35	7
Léo	12	11	6	14	8	7	21	25	16	30	20	22
Manga	2	5	6	8	10	10	17	9	11	19	13	7
Nouna	2	5	3	1	2	1	1	2	7	4	0	1
Orodara	4	4	12	10	3	9	16	15	6	5	7	7
Ouagadougou	134	199	162	145	125	194	239	263	321	238	202	236
Ouahigouya	7	1	5	8	4	7	12	8	3	10	2	2
Tenkodogo	2	11	122	9	8	12	22	19	19	18	16	5
Tougan	3	1	7	10	2	3	8	11	2	12	8	9
Yako	2	4	2	4	9	1	2	6	12	7	2	5
Ziniaré	11	4	5	5	11	7	1	18	11	38	13	11

Tableau III-113 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	614	533	622	644	547	453	4 438	1 758	1 693	-	1 725	2 540
Banfora	27	13	6	15	14	7	94	51	43	-	18	23
Bobo-Dioulasso	31	36	32	14	21	25	49	30	37	-	14	22
Bogandé	43	42	17	88	113	19	113	81	144	-	7	31
Boromo	7	3	1	2	4	1	15	2	8	-	8	2
Dédougou	8	23	14	29	12	12	67	47	30	-	12	3
Diapaga	21	21	35	18	26	14	82	73	28	-	17	56
Diébougou	18	13	11	17	18	14	25	37	48	-	0	22
Djibo	20	-	42	12	-	38	49	-	39	-	-	34
Dori	13	12	23	13	13	12	190	65	14	-	95	157
Fada N'gourma	46	14	143	36	25	8	540	79	83	-	232	220
Gaoua	15	6	20	16	10	6	52	8	23	-	81	77
Kaya	16	5	13	15	11	5	134	41	40	-	168	136
Kongoussi	1	6	3	2	0	3	25	10	6	-	4	5
Koudougou	16	11	3	12	8	2	107	75	24	-	22	16
Koupéla	1	0	17	0	0	0	0	0	0	-	0	0
Léo	18	26	19	23	16	22	43	55	69	-	0	0
Manga	16	14	10	18	12	17	205	117	95	-	70	73
Nouna	2	3	0	3	1	3	31	30	21	-	7	5
Orodara	5	4	2	11	3	3	17	9	5	-	0	0
Ouagadougou	234	216	180	234	194	195	1 825	743	776	-	770	1 027
Ouahigouya	3	3	3	3	1	6	96	7	20	-	12	45
Tenkodogo	37	35	12	40	32	15	603	148	95	-	165	558
Tougan	4	12	7	10	1	9	31	23	20	-	12	9
Yako	2	8	1	5	4	7	17	6	12	-	10	11
Ziniaré	10	7	8	8	8	10	28	21	13	-	1	8

Tableau III-114 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 6 mois			6 moi à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	41	48	76	44	70	48	90	87	101	119	83	69
Banfora	2	3	0	0	5	1	2	6	3	3	2	0
Bobo-Dioulasso	3	2	4	0	2	3	5	9	3	7	7	7
Bogandé	0	0	0	0	0	0	1	0	0	6	1	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Dédougou	1	1	4	0	0	0	3	1	1	6	2	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	1	2	3	1	3	0	4	2	3	0	3
Djibo	2	-	0	6	-	0	12	-	0	3	-	7
Dori	1	2	1	8	18	6	6	9	12	6	6	7
Fada N'gourma	3	1	5	2	2	12	23	3	0	1	22	1
Gaoua	0	0	0	0	0	2	3	0	0	0	2	0
Kaya	0	5	2	0	0	1	1	0	5	0	1	0
Kongoussi	3	0	1	0	3	0	1	2	4	3	1	3
Koudougou	1	1	20	0	1	4	2	0	2	2	2	0
Koupéla	1	0	0	1	0	2	2	0	0	0	2	0
Léo	0	3	1	3	1	0	2	3	4	4	2	4
Manga	0	0	0	1	3	3	1	1	1	4	2	1
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Orodara	1	2	3	5	0	0	2	4	2	1	3	2
Ouagadougou	19	24	8	12	30	9	23	38	55	54	26	30
Ouahigouya	0	1	1	3	0	0	1	0	1	5	0	0
Tenkodogo	0	1	24	0	0	2	0	0	1	2	0	0
Tougan	1	0	0	0	1	0	0	1	1	3	0	1
Yako	0	1	0	0	0	0	0	0	1	3	0	0
Ziniaré	3	0	0	0	3	0	0	6	3	0	2	3

Tableau III-115 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Ensemble	93	102	67	102	90	110	595	316	346	-	157	268
Banfora	5	4	0	5	7	0	21	16	16	-	2	1
Bobo-Dioulasso	0	4	7	1	2	4	5	4	4	-	3	3
Bogandé	3	5	1	5	4	6	26	17	15	-	9	12
Boromo	1	0	0	1	1	0	0	1	3	-	1	0
Dédougou	8	7	3	1	7	6	20	12	11	-	1	0
Diapaga	0	0		2	1	1	2	4	1	-	2	4
Diébougou	5	3	0	3	5	3	2	5	9	-	0	4
Djibo	2	-	9	3	-	14	1	-	9	-	-	1
Dori	2	4	6	0	2	3	13	3	3	-	6	12
Fada N'gourma	2	1	6	6	1	1	25	3	7	-	3	8
Gaoua	3	0	2	0	3	0	10	0	3	-	4	1
Kaya	3	1	1	1	3	0	36	3	6	-	2	15
Kongoussi	0	3	1	1	0	0	3	0	2	-	3	0
Koudougou	0	3	0	0	0	1	6	9	2	-	0	2
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0	0
Léo	4	4	2	10	4	4	16	27	29	-	0	0
Manga	7	2	1	3	7	7	23	13	14	-	10	11
Nouna	1	2	0	0	0	2	10	12	9	-	1	2
Orodara	1	1	1	0	2	2	5	1	1	-	0	0
Ouagadougou	43	47	25	53	38	41	264	155	169	-	76	140
Ouahigouya	1	1	1	1	0	5	10	1	7	-	0	2
Tenkodogo	1	3	0	5	2	1	84	18	18	-	30	42
Tougan	1	3	0	1	0	2	4	4	3	-	1	1
Yako	0	3	0	0	0	3	4	1	0	-	3	4
Ziniaré	0	1	1	0	1	4	5	7	5	-	0	3

III.3.4 Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés: Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques : *Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau III-116 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bulletins de casier judiciaire n°3	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077	288 217
Certificats de nationalité des personnes	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318	137 602
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)										
<i>Immatriculation des personnes physiques</i>	1 157	1 393	1 823	2 782	1 965	3 739	4 190	3 373	3 046	3 647
<i>Immatriculation des personnes morales</i>	96	53	70	97	112	581	219	240	326	336
<i>Déclarations entrepreneurs</i>	-	-	-	-	-	24	0	0	257	307
<i>Modifications</i>	151	164	159	283	259	260	355	387	367	354
<i>Radiations</i>	26	31	46	36	29	17	45	30	39	31
<i>Sûretés mobilières</i>	2	10	6	6	3	39	-	-	-	-
Certificats de non faillite	1 007	1 064	1 031	1 197	863	1 127	1 129	1 865	1 864	2 309
Cessions volontaires de salaires	4 668	3 141	4 202	3 873	22 993	31 727	10 158	10 047	2 957	9 870
Actes notariés du greffe	769	845	630	685	577	753	692	639	307	16
Autres actes de greffe	1 890	1 895	2 262	2 190	2 133	10 722	2 765	4 216	2 480	3 493

Tableau III-117 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077	288 217
Banfora	2 918	4 611	5 608	5 552	5 457	6 369	7 464	11 299	12 560	11 559
Bobo-Dioulasso	24 023	24 763	22 191	24 354	16 371	29 935	32 359	32 161	36 629	34 689
Bogandé	973	1502	1631	1359	2 257	2 500	3 286	5 360	7 282	4 202
Boromo	2 519	3 460	3 839	3 919	4 145	2 543	6 698	10 097	12 711	10 402
Dédougou	2 913	4 660	5 301	5 320	5 472	7 504	7 830	8 632	13 562	11 389
Diapaga	1 116	1 644	1 776	1 765	1 818	2 353	2 865	5 811	10 547	5 870
Diébougou	2 107	2 287	2 901	2 963	2 922	3 709	4 156	4 727	4 703	6 420
Djibo	1 235	1 420	1 676	1 917	1 548	2 239	672	672	2 891	2 215
Dori	1 034	1 765	2 182	2 693	2 418	3 800	3 328	3 660	5 712	4 171
Fada N'gourma	2 480	2 557	2 638	3 422	4 731	5 333	6 572	6 777	8 824	8 963
Gaoua	1 662	2 084	2 541	2 654	2 627	3 904	4 282	3 781	3 786	4 876
Kaya	3 913	5 066	6 034	6 023	5 586	8 153	9 096	2 591	14 553	12 642
Kongoussi	698	1 312	2 252	2 126	2 341	3 247	3 796	3 987	5 828	5 083
Koudougou	7 825	15 689	13 958	14 490	16 091	19 017	20 809	21 221	25 784	25 784
Koupéla	-	-	-	-	-	338	5 689	6 076	6 942	5 835
Léo	893	1 444	2 132	2 425	2 615	3 756	4 181	4 675	6 302	4 048
Manga	2 769	3 769	4 284	5 008	4 533	4 523	4 129	7 400	9 138	4 779
Nouna	986	1 759	1 902	1 945	2 046	3 120	3 152	3 547	4 552	3 954
Orodara	509	697	1018	2505	2 605	3 587	3 854	3 140	5 597	6 951
Ouagadougou	33 444	42 170	50 040	52 925	53 671	70 300	71 292	73 844	67 077	51 638
Ouahigouya	6 269	8 782	9 458	9 315	10 353	13 897	18 129	14 785	18 319	18 325
Tenkodogo	9 486	14 448	14 268	17 312	15 721	18 462	12 800	14 040	19 936	17 000
Tougan	3 597	3 281	3 207	4 597	3 452	6 214	7 791	9 432	10 639	9 840
Yako	2 801	3 854	4 643	4 689	4 189	6 924	6 816	6 666	8 381	8 282
Ziniaré	2 494	3 326	3 836	5 602	5 685	5 824	16 980	9 790	9 822	9 300

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents nés au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux parents.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des parents.
- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : son extrait d'acte de naissance et l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabè du conjoint ou de la conjointe.
- Pour l'apatride son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA, au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie.

Tableau III-118 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318	137 602
Banfora	2 086	2 585	2 418	3 193	4 739	4 197	6 950	8 345	5 620	4 985
Bobo-Dioulasso	10 178	12 322	10 102	10 050	11 095	17 205	16 023	19 296	17 918	17 904
Bogandé	338	548	657	647	1 010	1 110	1 698	2 114	1 112	1 367
Boromo	1 423	1 574	1 578	2 043	4 606	2 458	3 153	4 911	3 291	3 296
Dédougou	1 442	1 816	1 805	1 424	2 402	3 097	3 394	5 327	2 758	2 933
Diapaga	403	578	649	850	812	732	975	2 030	1 148	1 141
Diébougou	783	977	1 095	1 208	1 336	1 456	1 831	2 778	1 774	2 046
Djibo	710	838	937	922	815	962	963	963	818	1 146
Dori	809	1 292	1 448	1 279	1 339	1 626	2 433	1 682	3 821	1 645
Fada N'gourma	1 648	1 434	1 405	3 133	3 341	3 826	4 425	4 202	3 254	3 471
Gaoua	712	1 003	1 073	1 125	1 550	1 609	2 008	2 728	1 784	2 125
Kaya	2 723	2 998	2 927	3 130	3 215	4 556	6 423	7 628	6 520	7 833
Kongoussi	617	1 167	1 222	1 420	1 391	1 540	1 701	2 256	1 809	1 716
Koudougou	5 016	5 422	6 006	7 078	6 982	7 798	11 498	11 022	8 308	8 308
Koupéla	-	-	-	-	-	195	4 149	4 934	3 235	4 098
Léo	635	985	943	1 223	1 469	1 530	2 606	3 014	1 796	2 588
Manga	2 238	2 110	2 330	3 573	5 985	6 620	5 686	6 875	4 996	4 996
Nouna	528	937	986	1 528	1 576	1 574	1 771	2 306	1 984	1 490
Orodara	130	136	55	854	1 382	1 269	1 809	3 250	1 642	1 493
Ouagadougou	28 411	31 019	32 724	35 657	31 916	40 757	42 871	48 218	43 779	38 183
Ouahigouya	3 309	4 358	4 162	4 680	6 132	5 473	6 717	10 434	6 680	6 115
Tenkodogo	6 786	10 280	8 352	10 874	9 302	8 818	8 188	10 703	10 567	9 052
Tougan	1 365	1 572	1 593	2 025	1 825	2 504	2 846	3 510	2 660	3 077
Yako	1 687	771	1 700	2 172	1 933	2 485	2 547	3 318	2 157	2 683
Ziniaré	5 693	5 940	3 975	6 600	3 339	3 190	4 287	6 387	3 887	3 911

Tableau III-119 : Ensemble des immatriculations au registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 253	1 446	1 893	2 879	2 077	4 320	4 409	3 613	3 372	3 983
Banfora	73	67	115	159	167	244	273	200	281	308
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	27	17	22	44	54	123	80	77	41	49
Boromo	30	31	57	66	102	119	216	120	117	138
Dédougou	49	73	98	139	122	185	218	181	202	211
Diapaga	12	15	38	24	0	35	61	51	28	34
Diébougou	14	36	61	74	44	119	127	67	158	92
Djibo	23	32	54	54	35	91	118	118	0	71
Dori	72	64	91	141	115	172	254	260	158	168
Fada N'gourma	73	80	103	180	127	99	291	255	247	212
Gaoua	89	74	8	105	111	169	265	172	145	128
Kaya	94	101	126	164	109	265	245	171	182	235
Kongoussi	32	57	87	75	58	152	97	79	0	164
Koudougou	104	145	191	309	221	877	431	365	338	393
Koupéla	-	-	-	-	-	-	208	157	147	193
Léo	14	29	43	106	44	118	101	128	84	108
Manga	23	59	74	241	91	193	196	170	116	148
Nouna	20	22	37	30	14	34	38	37	33	35
Orodara	31	17	45	20	37	86	57	35	47	86
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	181	175	220	288	220	467	507	430	460	451
Tenkodogo	148	185	205	301	234	496	302	276	333	567
Tougan	32	33	51	52	48	88	89	94	63	64
Yako	28	38	69	128	26	31	54	28	25	1
Ziniaré	84	96	98	179	98	157	181	142	167	127

L'absence de RCCM à Bobo et Ouagadougou depuis 2011 s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles, le RCCM est désormais traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau III-120 : Immatriculations des personnes physiques au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 157	1 393	1 823	2 782	1 965	3 739	4 190	3 373	3046	3647
Banfora	64	65	108	149	149	233	268	193	255	299
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	27	15	21	44	54	121	77	76	41	48
Boromo	30	31	52	64	96	114	211	114	109	132
Dédougou	43	73	96	138	122	172	203	175	188	190
Diapaga	11	14	36	23	0	0	61	47	25	32
Diébougou	14	36	57	70	41	115	124	65	85	90
Djibo	23	31	53	50	35	91	117	117	0	69
Dori	64	58	88	134	113	165	241	224	130	137
Fada N'gourma	71	75	102	168	113	89	255	220	206	177
Gaoua	81	73	4	99	106	166	259	160	139	119
Kaya	88	94	122	160	96	260	233	154	164	217
Kongoussi	32	56	86	74	56	146	96	71	0	159
Koudougou	88	139	191	298	212	446	394	342	313	330
Koupéla						0	194	145	141	180
Léo	13	29	40	105	41	116	96	123	80	104
Manga	23	59	71	239	87	189	186	154	101	131
Nouna	18	21	37	29	14	33	37	37	32	32
Orodara	31	16	42	20	36	83	55	33	46	84
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	178	170	214	276	208	453	482	407	453	425
Tenkodogo	124	179	194	288	219	485	295	262	303	537
Tougan	26	32	51	51	47	88	86	93	62	61
Yako	28	37	68	128	24	29	52	28	24	1
Ziniaré	80	90	90	175	96	145	168	133	149	93

Tableau III-121 : Immatriculations des personnes morales au registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	96	53	70	97	112	581	219	240	326	336
Banfora	9	2	7	10	18	11	5	7	26	9
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	0	2	1	0	0	2	3	1	0	1
Boromo	0	0	5	2	6	5	5	6	8	6
Dédougou	6	0	2	1	0	13	15	6	14	21
Diapaga	1	1	2	1	0	35	0	4	3	2
Diébougou	0	0	4	4	3	4	3	2	73	2
Djibo	0	1	1	4	0	0	1	1	0	2
Dori	8	6	3	7	2	7	13	36	28	31
Fada N'gourma	2	5	1	12	14	10	36	35	41	35
Gaoua	8	1	4	6	5	3	6	12	6	9
Kaya	6	7	4	4	13	5	12	17	18	18
Kongoussi	0	1	1	1	2	6	1	8	0	5
Koudougou	16	6	0	11	9	431	37	23	25	63
Koupéla	-	-	-	-	-	0	14	12	6	13
Léo	1	0	3	1	3	2	5	5	4	4
Manga	0	0	3	2	4	4	10	16	15	17
Nouna	2	1	0	1	0	1	1	0	1	3
Orodara	0	1	3	0	1	3	2	2	1	2
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	3	5	6	12	12	14	25	23	7	26
Tenkodogo	24	6	11	13	15	11	7	14	30	30
Tougan	6	1	0	1	1	0	3	1	1	3
Yako	0	1	1	0	2	2	2	0	1	0
Ziniaré	4	6	8	4	2	12	13	9	18	34

III.4 Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plumitif des référés des tribunaux de commerce.

Tableau III-122 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires nouvelles	336	356	426	451	468	499	551	580	729
<i>Bobo-Dioulasso</i>	65	96	111	105	98	85	108	128	167
<i>Ouagadougou</i>	271	260	315	346	370	414	443	452	562
Décisions rendues	279	311	297	372	444	409	453	500	490
<i>Bobo-Dioulasso</i>	46	58	77	99	102	64	103	128	113
<i>Ouagadougou</i>	233	253	220	273	342	345	350	372	377
Décisions rédigées	277	302	283	372	442	423	454	500	432
<i>Bobo-Dioulasso</i>	41	49	70	99	99	66	103	128	97
<i>Ouagadougou</i>	236	253	213	273	343	357	351	372	335

Type de procédure	Affaires nouvelles			Décisions rendues			Décisions rédigées		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Commerciale	-	-	719	-	-	479	-	-	421
Procédures collectives	-	-	10	-	-	11	-	-	11
Ensemble	-	-	729	-	-	490	-	-	432

Tableau III-123 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contradictoire	241	255	241	338	394	356	367	406	402
Réputé contradictoire	11	30	21	10	21	15	43	40	34
Défaut	12	15	13	13	13	23	26	32	30
Ensemble	264	300	275	361	428	394	436	478	466

Tableau III-124 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors ordonnances)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Acceptation	165	197	175	238	282	262	327	412	319
Rejet	55	64	61	73	83	90	58	13	97
Incompétence	13	9	11	15	21	12	11	13	8
Irrecevabilité	21	18	14	23	30	15	18	23	20
Désistement	10	12	14	12	12	15	22	17	22
Confirmation	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Infirmation	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Radiations	3	4	4	7	0	2	5	4	9
Avant dire droit	15	14	11	22	11	16	17	22	24
Ensemble	282	318	290	390	439	412	458	504	499

Tableau III-125 : Référé des tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires nouvelles	254	277	343	397	488	493	657	643	657
<i>Bobo-Dioulasso</i>	70	104	95	103	121	76	104	111	111
<i>Ouagadougou</i>	184	173	248	294	367	417	553	532	546
Décisions rendues	230	256	313	352	472	459	563	662	619
<i>Bobo-Dioulasso</i>	68	93	70	89	112	70	99	96	103
<i>Ouagadougou</i>	162	163	243	263	360	389	464	566	516
Décisions rédigées	226	244	313	249	477	459	617	643	620
<i>Bobo-Dioulasso</i>	64	81	70	86	112	70	102	96	103
<i>Ouagadougou</i>	162	163	243	163	365	389	515	547	517

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau III-126 : Ensemble des décisions de référés rendues par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contradictoire	199	233	282	326	437	416	481	592	534
Réputé contradictoire	12	5	12	4	28	26	50	50	84
Défaut	1	10	3	0	4	1	10	2	1
Ensemble	212	248	297	330	469	443	541	644	619

Tableau III-127 : Répartition des décisions de référés rendues par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Acceptation	137	162	162	178	280	263	387	468	408
Rejet	46	52	60	72	94	67	71	46	97
Incompétence	6	22	30	26	33	62	51	31	34
Irrecevabilité	7	6	14	29	26	17	17	31	21
Désistement	16	6	31	25	36	34	15	68	59
Confirmation	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Infirmation	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Radiations	8	11	12	2	9	1	4	0	5
Avant dire droit	5	8	16	11	8	16	22	18	1

Tableau III-128 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 062	1 080	1 257	1 496	1 172	1 290	1 666	1 354	1 561
Bobo-Dioulasso	252	340	388	536	562	143	442	163	444
Ouagadougou	810	740	869	960	776	1147	1224	1191	1117

Tableau III-129 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type

	Injonction de payer						Autres ordonnances					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	372	306	242	309	319	322	1 124	1 102	1 048	1 357	1 035	1 239
Bobo-Dioulasso	134	70	58	90	78	101	402	326	85	352	85	343
Ouagadougou	238	236	184	219	241	221	722	776	963	1 005	950	896

Tableau III-130 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	819	837	978	1 151	1 035	905	1 369	1 200	1 356
Bobo-Dioulasso	255	302	335	391	310	100	316	146	325
Ouagadougou	564	535	643	760	725	805	1053	1054	1031

Tableau III-131 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer						Autres ordonnances					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	268	230	157	249	241	250	883	805	748	1 120	959	1 106
Bobo-Dioulasso	108	54	48	72	65	85	283	256	52	244	81	240
Ouagadougou	160	176	109	177	176	165	600	549	696	876	878	866

Tableau III-132 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

		Immatriculations des personnes physiques	Immatriculations des personnes morales	Modifications du RCCM	Radiations du RCCM	Sûretés mobilières	Certificats de non faillite et autres
Ensemble	2012	3 829	1 277	896	130	158	16 990
	2013	4 577	1 372	1 260	151	63	18 469
	2014	5 349	1 506	1 385	149	203	20 349
	2015	4 471	1 666	1 286	155	288	12 486
	2016	6 735	2 486	1 552	204	288	12 795
	2017	6 740	2 929	1 733	218	350	11 970
	2018	6 508	3 408	1 600	337	326	25 246
	2019	6 498	3 802	1 781	257	877	25 927
	2020	7 174	5 319	2 134	320	1 258	33 216
	Bobo-Dioulasso	2012	505	92	176	4	8
2013		622	93	199	18	11	1 236
2014		941	148	172	12	0	1 299
2015		893	93	258	9	0	938
2016		1 566	170	272	27	0	1 247
2017		1 376	202	239	27	0	1 844
2018		1 325	201	248	24	0	1 295
2019		1 229	223	208	24	0	1 603
2020		1 457	343	261	41	0	427
Ouagadougou		2012	3 324	1 185	720	126	150
	2013	3 955	1 279	1 061	133	52	17 233
	2014	4 408	1 358	1 213	137	203	19 050
	2015	3 578	1 573	1 028	146	288	11 548
	2016	5 169	2 316	1 280	177	288	11 548
	2017	5 364	2 727	1 494	191	350	10 126
	2018	5 183	3 207	1 352	313	326	23 951
	2019	5 269	3 579	1 573	233	877	24 324
	2020	5 717	4 976	1 873	279	1258	32 789

Tableau III-133 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par tribunal de commerce (hors avant dire droit, ordonnances)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2012	59	79	79	43	8	0	268
	2013	84	77	102	37	8	2	310
	2014	95	80	92	22	3	5	297
	2015	110	100	125	20	8	7	370
	2016	135	119	134	47	8	1	444
	2017	167	96	99	29	10	8	409
	2018	166	106	135	18	11	14	450
	2019	174	96	174	40	8	8	500
	2020	155	102	159	40	9	1	466
	Bobo-Dioulasso	2012	24	8	8	3	0	0
2013		30	12	9	4	2	0	57
2014		46	15	10	4	1	1	77
2015		45	22	19	7	3	1	97
2016		62	27	10	2	0	0	101
2017		38	14	11	0	1	0	64
2018		49	17	26	6	1	0	99
2019		75	25	24	2	1	1	128
2020		56	38	19	0	0	0	113
Ouagadougou		2012	35	71	71	40	8	0
	2013	54	65	93	33	6	2	253
	2014	49	65	82	18	2	4	220
	2015	65	78	106	13	5	6	273
	2016	73	92	124	45	8	1	343
	2017	129	82	88	29	9	8	345
	2018	117	89	109	12	10	14	351
	2019	99	71	150	38	7	7	372
	2020	99	64	140	40	9	1	353

Tableau III-134 : Décisions rendues selon la durée et par type de procédure (hors avant dire droit, ordonnances)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Commerciale	2015	-	-	-	-	-	-	-
	2016	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-
	2018	-	-	-	-	-	-	-
	2019	-	-	-	-	-	-	-
	2020	153	95	157	40	9	1	455
Procédures collectives	2015	-	-	-	-	-	-	-
	2016	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-
	2018	-	-	-	-	-	-	-
	2019	-	-	-	-	-	-	-
	2020	2	7	2	0	0	0	11

Tableau III-135 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, ordonnances)

		Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
Ensemble	2012	22	19	15	3	0	3	62
	2013	154	79	41	7	6	15	302
	2014	138	47	63	13	16	6	283
	2015	130	79	118	25	11	7	370
	2016	193	137	65	37	7	3	442
	2017	145	103	103	43	13	4	411
	2018	209	79	80	57	21	8	454
	2019	265	74	84	30	23	24	500
	2020	139	87	82	86	30	8	432
	Bobo-Dioulasso	2012	9	6	8	3	0	3
2013		16	9	3	2	4	15	49
2014		38	5	10	3	8	6	70
2015		47	22	15	7	2	4	97
2016		84	13	2	0	0	0	99
2017		45	12	5	1	3	0	66
2018		103	0	0	0	0	0	103
2019		119	8	1	0	0	0	128
2020		63	26	8	0	0	0	97
Ouagadougou	2012	13	13	7	0	0	0	33
	2013	138	70	38	5	2	0	253
	2014	100	42	53	10	8	0	213
	2015	83	57	103	18	9	3	273
	2016	109	124	63	37	7	3	343
	2017	100	91	98	42	10	4	345
	2018	106	79	80	57	21	8	351
	2019	146	66	83	30	23	24	372
	2020	76	61	74	86	30	8	335

III.5 Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant-dire-droit : Décision prise par le tribunal, pour ordonner soit une mesure provisoire soit une instruction complémentaire (voir cour d'appel).

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du tribunal sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond.

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à l'initiative du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau III-136 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance (hors contraventions)

Affaires nouvelles selon leur origine	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Saisines directes	466	577	559	511	486	303	404	399	540	747
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	0	0	0	1	4	1	2
Ensemble	466*	577*	559*	511*	486*	303	405	403	541	749

Affaires nouvelles selon leur nature

Injonction de payer	280	395	350	245	231	203	213	99	127	177
Affaires civiles	186	172	209	266	245	92	192	242	341	486
Affaires commerciales	0	10	0	0	10	0	0	23	22	11
Autres ordonnances								16	4	13
Référés								23	47	62
Contraventions	55	96	113	170	144	66	34	51	55	42
Ensemble	521	673	672	681	630	361	439	454	596	791

Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer et sans les décisions pénales)

Ensemble	160	158	189	259	311	343	144	348	385	478
Avant dire droit	4	1	0	0	0	2	4	1	4	5
Décisions sur le fond	121	135	116	178	207	197	90	203	258	219
<i>Acceptation totale</i>	66	79	40	77	84	100	52	145	137	105
<i>Acceptation partielle</i>	38	40	62	77	94	66	20	45	88	79
<i>Rejet</i>	17	16	14	24	29	30	18	13	33	35
Autres décisions	23	8	20	29	27	30	18	19	27	33
<i>Irrecevabilité</i>	12	3	6	8	8	4	1	2	10	9
<i>Désistement</i>	5	2	9	7	12	12	5	3	9	13
<i>Incompétence</i>	6	3	5	14	7	14	12	14	8	11
Radiations	9	12	28	32	36	42	6	71	56	200
Conciliations	3	2	25	20	41	72	26	54	40	21

Jugements rédigés (hors injonctions de payer et sans les décisions pénales)

Ensemble	112	122	113	163	182	319	129	233	290	261
-----------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau III-137 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	186	182	209	266	255	124	192	265	363	497
Bobo-Dioulasso	66	73	53	61	70	43	32	72	81	94
Ouagadougou	120	109	156	205	185	81	160	193	282	403

Tableau III-138 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	280	395	350	245	231	203	213	259	127	177
Bobo-Dioulasso	126	202	214	64	40	24	37	88	72	56
Ouagadougou	154	193	136	181	191	179	176	171	55	121

Tableau III-139 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	121	135	116	178	207	197	90	203	258	219
Bobo-Dioulasso	35	53	41	35	51	87	6	72	81	78
Ouagadougou	86	82	75	143	156	110	84	131	177	141

Sans les décisions pénales

Tableau III-140 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	112	122	113	163	182	319	129	233	290	261
Bobo-Dioulasso	46	56	44	43	60	128	7	76	93	90
Ouagadougou	66	66	69	120	122	191	122	157	197	171

Sans les décisions pénales

Tableau III-141 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2013	184	43	10	1	0	0	238
	2014	173	42	7	0	0	0	221
	2015	71	25	13	2	0	0	111
	2016	133	44	21	3	0	0	201
	2017	198	37	9	4	0	0	248
	2018	169	25	6	0	0	0	200
Civiles	2013	177	41	10	0	0	0	228
	2014	153	38	7	0	0	0	197
	2015	67	22	13	2	0	0	104
	2016	122	34	15	3	0	0	174
	2017	180	33	9	4	0	0	226
	2018	158	25	6	0	0	0	189
Commerciales	2013	7	2	0	1	0	0	10
	2014	20	4	0	0	0	0	24
	2015	4	3	0	0	0	0	7
	2016	11	10	6	0	0	0	27
	2017	18	4	0	0	0	0	22
	2018	11	0	0	0	0	0	11

Tableau III-142 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	62	14	21	18	11	58	20	30	37	31
Décisions rendues	77	4	37	12	11	29	18	53	39	47
Décisions rédigées	122	4	16	12	11	34	16	23	39	46

III.6 Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non-paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau III-143 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583
Rupture de contrat de travail	390	545	547	510	632	747	352	647	887	749
Non-paiement de salaire	163	234	234	241	224	182	162	370	241	284
Reconstitution de carrière	16	65	28	26	31	53	25	88	31	24
Sécurité sociale	11	33	18	24	50	32	23	47	40	123
Autres	97	123	58	58	146	89	100	193	34	354
Référés	79	104	111	118	142	138	124	115	92	49

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	618	742	975	817	874	1 080	1 189	1 097	1 063	757
Acceptation	117	138	224	204	183	608	587	595	577	381
Rejet	70	91	79	76	60	107	117	117	94	127
Incompétence	25	36	38	32	23	56	31	28	25	34
Désistement	4	9	24	48	45	50	49	77	64	37
Irrecevabilité	0	30	38	41	27	28	52	37	27	19
Avant dire droit	30	40	46	16	32	18	23	40	57	50
Radiation	134	135	100	13	170	213	165	203	219	109

Décisions rendues par type (y compris référés)

Ensemble	454	567	829	788	672	849	836	854	787	598
Contradictoire	333	466	660	617	486	665	636	731	637	486
Réputé contradictoire	43	45	51	51	59	57	63	30	37	42
Par défaut	78	56	118	120	127	127	137	93	113	70

NB : Hors radiations

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recours										
Opposition	25	12	14	7	29	37	17	33	40	27
Appel	241	274	338	260	281	341	519	366	418	332
Ensemble	266	286	352	267	310	378	536	399	458	359

Décisions rédigées

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	472	554	852	796	629	805	905	878	842	578

*Hors radiations

Tableau III-144 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583
Bobo-Dioulasso	127	220	224	184	277	247	198	363	490	268
Koudougou	49	156	71	68	83	43	61	149	122	107
Ouagadougou	580	728	701	725	865	951	527	948	713	1208

Tableau III-145 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	390	545	547	510	632	747	352	647	887	749
Bobo-Dioulasso	17	149	153	118	202	138	111	242	275	169
Koudougou	30	61	35	30	30	16	38	66	69	23
Ouagadougou	343	335	359	362	400	593	203	339	543	557

Tableau III-146 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	163	234	234	241	224	182	162	370	241	284
Bobo-Dioulasso	78	25	38	41	37	48	46	62	51	40
Koudougou	11	33	23	26	22	14	12	55	42	80
Ouagadougou	74	176	173	174	165	120	104	253	148	164

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009) et la LOI N°015-2019/AN PORTANT ORGANISATION JUDICIAIRE AU BURKINA FASO.

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau III-147 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés, hors radiations)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	618	607	875	804	704	866	859	894	844	648
Bobo-Dioulasso	85	112	240	151	136	224	221	240	262	166
Koudougou	29	60	128	66	50	54	42	64	77	77
Ouagadougou	504	435	507	587	518	588	596	590	505	405

Tableau III-148 : Décisions d'acceptation et de rejet rendues par tribunal du travail

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	425	492	729	667	579	714	704	712	671	508
Bobo-Dioulasso	56	89	187	116	98	178	161	166	166	104
Koudougou	22	44	98	36	40	30	26	47	70	54
Ouagadougou	347	359	444	515	441	506	517	499	435	350

Tableau III-149 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	472	554	852	796	629	805	905	878	842	578
Bobo-Dioulasso	47	80	217	143	74	171	294	250	266	169
Koudougou	29	60	128	66	50	54	42	64	77	67
Ouagadougou	396	414	507	587	505	580	569	564	499	342

Tableau III-150 : Décisions rendues selon la durée de la procédure

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Bobo Dioulasso	2012	8	20	25	30	7	8	98
	2013	26	57	65	42	8	7	205
	2014	27	40	49	8	12	15	151
	2015	6	20	39	30	3	0	98
	2016	22	71	77	19	3	4	196
	2017	9	68	59	26	9	4	175
	2018	43	51	62	14	6	3	179
	2019	39	77	53	10	1	2	182
	2020	14	42	47	13	2	0	118
Koudougou	2012	13	15	13	10	1	7	59
	2013	27	20	31	46	0	0	124
	2014	46	10	3	2	0	0	61
	2015	7	16	26	1	0	0	50
	2016	5	20	17	8	0	0	50
	2017	8	16	13	1	0	0	38
	2018	24	30	7	3	0	0	64
	2019	16	26	31	2	0	0	75
	2020	20	16	19	12	0	0	67
Ouagadougou	2012	0	28	120	150	35	10	343
	2013	5	28	68	74	16	13	204
	2014	12	66	160	174	37	30	479
	2015	28	83	161	96	36	9	413
	2016	7	53	175	201	39	5	480
	2017	0	0	212	227	49	14	502
	2018	7	0	136	239	61	44	487
	2019	1	2	181	177	51	27	439
	2020	0	5	76	160	76	29	346
Ensemble	2012	21	63	158	190	43	25	500
	2013	58	105	164	162	24	20	533
	2014	85	116	212	184	49	45	691
	2015	41	119	226	127	39	9	559
	2016	34	144	269	228	42	9	726
	2017	17	84	284	254	58	18	715
	2018	74	81	205	256	67	47	730
	2019	56	105	265	189	52	29	696
	2020	34	63	142	185	78	29	531

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1 Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication les Présidents de chambre de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des audiences de la Cour des comptes.

Tableau IV-1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Comptes de gestion reçus	399	344	318	235	202	294	290	240	243	282
CCOE	73	71	72	86	83	81	79	88	109	101
CCOCT	304	255	180	134	100	131	162	127	134	181
CCEP*	22	18	66	15	19	82	49	25	0	0
Comptes de gestion attendus	468	469	611	208	224	411	650	483	445	465
CCOE	71	72	73	74	75	77	85	94	94	101
CCOCT	364	364	364	116	116	116	116	364	351	364
CCEP*	33	33	174	18	33	218	449	25	0	0
Décisions rendues	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Arrêts provisoires	22	0	60	36	0	43	8	0	0	7
CCOE	3	0	3	0	0	3	0	0	0	0
CCOCT	19	0	57	36	0	40	8	0	0	7
Arrêts définitifs	117	0	2	59	1	3	0	3	0	13
<i>Quitus</i>	0	0	0	0	0	0	0	2	0	5
<i>Débet</i>	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Décharge</i>	116	0	2	59	1	3	0	1	0	8
<i>Amendes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Arrêts Fautes de gestion</i>										3

* La CCEP reçoit des Etats financiers par conséquent n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau IV-2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contrôles effectués	8	5	7	11	11	39	27	17	25	19
CCOE	3	0	5	6	5	2	2	3	3	4
CCEP	4	2	1	3	4	3	3	9	17	11
CCOCT	1	3	1	2	2	34	22	5	5	4
Décisions du premier président	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Référés	4	4	3	5	6	0	0	7	3	0
CCOE	2	0	0	4	2	0	0	0	0	0
CCEP	1	0	3	1	4	0	0	4	1	0
CCOCT	1	4	0	0	0	0	0	3	2	0
Lettres du président	1	0	4	1	1	5	2	17	10	0
CCOCT	0	0	3	0	0	2	2	3	0	0
CCEP	1	0	1	0	0	0	0	9	8	0
CCOE	0	0	0	1	1	3	0	5	2	0

Tableau IV-3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Avis rendus	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0
Rapports	2	1	2	2						
<i>Public</i>	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<i>Exécution de la LDF</i>	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1
<i>Rapport sur les entreprises publiques</i>	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2 Conseil d'État

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée du greffe central et Rôles des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau IV-4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	94	172	103	120	149	277	137	299	276	483
Fonction publique	13	25	10	31	25	26	30	61	54	95
Commande publique	12	13	10	24	21	23	15	42	22	33
Foncier	30	37	36	30	53	54	45	85	48	98
Fiscal	0	2	1	0	3	2	6	2	3	2
Électoral	0	62	14	2	1	134	1	0	0	25
Contrat administratif						3	0	0	0	0
Sentences arbitrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	39	33	32	33	46	35	40	109	149	51
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	179
Affaires jugées selon la nature de la saisine										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	57	126	45	42	36	175	66	88	72	261
Saisines directes	10	36	6	8	2	27	1	22	4	21
Appel	41	87	37	33	33	146	62	66	56	225
Cassation	6	3	2	1	1	2	3	0	12	15
Décisions rendues selon leur nature en saisine directe										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	10	36	6	8	2	27	1	22	4	21
Acceptation	3	0	2	0	0	6	0	7	0	5
Rejet	1	14	0	4	1	13	1	4	4	3
Incompétence	1	7	3	3	1	7	0	5	0	7
Irrecevabilité	5	15	1	1	0	1	0	6	0	6
Décisions rendues selon leur nature en appel										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	41	87	37	33	33	146	62	66	56	225
Confirmation (totale ou partielle)	26	48	27	22	22	106	40	39	29	109
Rejet	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Incompétence	0	1	0	1	0	0	0	1	0	22
Irrecevabilité	4	13	1	4	3	6	0	9	15	47
Annulation	11	25	9	6	8	33	22	17	12	46
ADD										1
Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	6	3	2	1	1	2	3	0	12	15
Cassation	2	0	0	0	0	1	0	0	0	4
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	4	2	2	1	0	1	3	0	5	0
Irrecevabilité	0	1	0	0	1	0	0	0	3	5
Désistement	6	1	5	3	3	0	0	0	6	0
Arrêt rectificatif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
Non-lieu à statuer	0	0	0	0	0	2	5	0	0	0
Décisions rédigées										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	47	80	26	28	39	89	55	139	71	159

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Régi par loi 032-2018/ AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef (chef de greffe), des greffiers en chef, des greffiers et des secrétaires de greffe et parquet.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

En attendant la mise en place effective des cours administratives d'appel, le Conseil d'Etat continue d'exercer les compétences dévolues à ces juridictions.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions administratives et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs réglementaires dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation, en déclaration d'inexistence ou en appréciation de la légalité des actes relevant de sa compétence.

En matière électorale, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître du contentieux des élections locales, de la candidature et de la liste électorale.

Tableau IV-5 : Nombre de décisions rendues par matière (hors référés)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	63	127	50	45	39	68	93	236	63	157
Fonction publique	18	24	6	6	10	20	30	47	18	47
Commandes publiques	5	8	5	10	5	10	12	21	5	21
Foncier	21	22	15	11	15	20	13	0	21	40
Fiscal	2	0	0	1	0	3	2	40	2	0
Electoral	0	55	13	2	1	0	0	0	0	25
Contrats administratifs autres que commandes publiques	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Sentence arbitrale	0	0	1	0	0	0	0	104	0	24
Autre	17	18	10	15	8	14	36	24	17	47

Tableau IV-6 : Activités du premier président (Référés)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	179
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108
Acceptation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Rejet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Incompétence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Irrecevabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	39
Annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16
Cassation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
ADD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
confirmation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Arrêt rectificatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Non-lieu à statuer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Tableau IV-7 : Nombre de décisions rendues par matière selon la durée de la procédure en 2020

Décisions rendues	Moins de 15 jours	De 15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 an et plus	Ensemble
Ensemble	25	5	0	0	3	129	162
Fonction publique	0	0	0	0	2	45	47
Commandes publiques	0	0	0	0	0	21	21
Foncier	0	0	0	0	0	40	40
Fiscal	0	0	0	0	0	0	0
Electoral	25	0	0	0	0	0	25
Contrats administratifs autres que commandes publiques	0	0	0	0	0	0	0
Avis	0	5	0	0	0	0	5

Tableau IV-8 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

Décisions rendues	Moins de 15 jours	De 15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 an et plus	Ensemble
2015	-	-	-	-	-	-	-
2016	-	-	-	-	-	-	-
2017	-	-	-	-	-	-	-
2018	-	-	-	-	-	-	-
2019	-	-	-	-	-	-	-
2020	25	5	0	0	3	129	162

Tableau IV-9 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	68	108	58	83	105	218	142	209
Fonction publique	16	9	6	19	21	27	25	37
Marchés publics	9	6	9	9	13	12	19	21
Foncier	21	17	10	31	29	17	40	55
Fiscal	2	0	1	2	2	2	2	5
Électoral	0	62	14	2	1	134	7	30
Contrat administratif	-	0	0	0	0	0	1	0
Autres	20	14	18	20	39	26	48	61

Tableau IV-10 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	65	96	50	30	12	152	45	147
Fonction publique	16	6	4	4	1	5	13	27
Marchés publics	8	4	7	4	4	4	3	19
Foncier	20	15	7	12	0	3	12	26
Fiscal	2	0	1	0	0	1	1	1
Électoral	0	62	14	0	1	134	7	32
Contrat administratif	-	0	0	0	0	0	0	0
Autres	19	9	17	10	6	5	9	42

IV.3 Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Commande publique : toutes les formes d'acquisition de biens, de services ou de prestations au profit des collectivités publiques, notamment le marché public, la délégation de service public et le partenariat public-privé.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau IV-11 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	194	434	314	309	330	874	584	742	702	812
Fonction publique	50	71	65	46	83	73	108	132	159	145
Commandes publique	42	61	60	30	39	77	72	95	52	88
Contrat administratif	-	5	6	64	43	5	43	92	8	55
Foncier	81	119	100	124	124	195	230	253	242	229
Fiscal	0	5	4	15	3	11	6	9	2	3
Électoral	0	127	32	5	8	423	21	2	10	51
Référé	-	-	-	-	-	-	65	133	125	200
Autres	21	46	47	25	30	90	39	26	104	41

Décisions rendues selon leur nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	128	317	258	188	253	687	428	615	509	665
Décisions sur le fond	73	179	135	109	140	413	228	338	271	426
<i>Acceptation totale</i>	31	63	41	29	51	167	93	129	129	186
<i>Acceptation partielle</i>	17	41	40	33	17	29	35	53	41	86
<i>Rejet</i>	25	75	54	47	72	217	100	156	101	154
Autres décisions	55	138	123	79	113	274	200	277	238	173
<i>Incompétence</i>	10	40	16	11	14	69	45	37	34	47
<i>Irrecevabilité</i>	19	56	62	34	45	108	71	84	63	89
<i>Désistement</i>	14	20	17	14	16	38	32	49	47	37
<i>Avant dire droit</i>	12	22	28	20	38	59	52	107	94	66

Décisions rédigées	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	87	246	156	108	156	494	382	524	452	484

Décisions rendues selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2014	19	1	30	86	21	9	166
2015	35	6	29	86	39	25	220
2016	23	12	45	83	65	44	272
2017	19	10	79	96	60	43	307
2018	14	30	100	108	76	38	366
2019	8	16	69	74	73	51	291
2020	21	12	79	94	94	72	372

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont régis par la loi N°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant, création, composition attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Le tribunal administratif comprend : un président, un vice-président, de juges, un commissaire du gouvernement, un premier commissaire du gouvernement adjoint, de commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef chef de greffe, de greffiers en chef, de greffiers, de secrétaires des greffes et parquets

Le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle ressortissant à la compétence des tribunaux administratifs.

Il est également compétent pour connaître des exceptions de la compétence de la juridiction administrative.

Tableau IV-12 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	194	434	314	309	330	874	584	742	702	812
Banfora	0	7	0	4	7	18	11	20	13	15
Bobo-Dioulasso	30	43	51	49	56	191	136	135	117	118
Bogandé	1	3	4	1	0	8	2	2	4	4
Boromo	3	3	5	2	1	8	2	8	4	9
Dédougou	4	6	4	3	3	18	4	7	8	9
Diapaga	2	2	0	2	0	6	0	2	3	3
Diébougou	0	7	1	2	0	12	3	5	0	7
Djibo	0	3	1	2	0	13	1	1	-	1
Dori	4	9	3	3	1	16	5	6	19	5
Fada N'gourma	0	1	0	3	4	24	5	9	7	8
Gaoua	5	4	3	6	1	12	15	5	19	8
Kaya	7	9	6	3	5	12	4	4	5	8
Kongoussi	0	1	4	1	2	20	0	5	3	0
Koudougou	3	15	15	3	4	45	9	12	12	25
Koupéla	-	-	-	-	-	0	9	3	13	10
Léo	0	15	1	1	1	7	0	7	1	3
Manga	0	9	0	3	1	11	4	10	2	7
Nouna	0	2	5	1	2	8	1	3	4	1
Orodara	0	6	0	3	1	6	2	2	2	2
Ouagadougou	126	262	193	206	221	304	343	455	419	520
Ouahigouya	2	10	6	3	7	31	6	2	3	14
Tenkodogo	5	4	4	5	8	51	15	20	33	18
Tougan	1	9	0	1	1	22	2	4	4	2
Yako	0	2	1	1	1	4	2	2	2	6
Ziniaré	1	2	7	1	3	27	3	13	5	9

Tableau IV-13 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	81	119	100	124	124	195	230	253	242	229
Banfora	0	3	0	1	6	0	8	11	7	6
Bobo-Dioulasso	21	15	25	29	41	70	97	80	92	70
Bogandé	1	0	0	1	0	0	2	0	0	0
Boromo	3	0	2	1	1	0	0	3	1	1
Dédougou	3	4	2	1	1	6	3	3	6	3
Diapaga	2	1	0	0	0	0	0	0	3	0
Diébougou	0	1	1	0	0	0	1	2	0	5
Djibo	0	1	1	2	0	0	0	0	-	0
Dori	2	3	0	2	1	0	2	1	4	1
Fada N'gourma	0	0	0	0	4	1	2	1	2	2
Gaoua	2	0	0	3	1	1	7	3	8	1
Kaya	5	4	2	2	2	6	3	2	2	2
Kongoussi	0	0	2	0	0	2	0	2	2	0
Koudougou	2	12	12	1	1	7	3	7	4	8
Koupéla	-	-	-	-	-	0	1	1	8	3
Léo	0	1	0	0	0	0	0	6	1	1
Manga	0	1	0	3	0	2	2	5	1	1
Nouna	0	0	1	1	2	0	0	1	3	0
Orodara	0	0	0	1	1	1	0	1	0	0
Ouagadougou	35	69	49	67	52	87	90	100	81	105
Ouahigouya	0	2	1	2	4	1	2	1	0	3
Tenkodogo	3	0	0	5	7	7	6	12	16	10
Tougan	1	2	0	1	0	1	0	3	0	0
Yako	0	0	0	1	0	0	1	1	1	2
Ziniaré	1	0	2	0	0	3	0	7	0	5

Tableau IV-14 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	127	317	258	188	253	687	428	615	509	665
Banfora	0	4	0	2	0	13	0	2	0	8
Bobo-Dioulasso	22	44	51	29	80	137	143	240	170	120
Bogandé	1	3	3	2	1	7	1	0	0	2
Boromo	1	3	6	2	4	7	0	4	2	12
Dédougou	4	0	0	0	0	14	2	8	5	8
Diapaga	0	2	0	1	0	5	0	0	0	1
Diébougou	0	5	1	1	0	12	0	1	2	5
Djibo	0	3	0	0	0	13	1	1	-	1
Dori	2	5	2	0	0	16	3	0	2	7
Fada N'gourma	1	3	1	1	0	19	1	10	1	9
Gaoua	0	7	6	0	1	9	7	12	5	3
Kaya	3	2	5	1	0	3	8	2	4	12
Kongoussi	0	1	3	0	0	15	0	5	6	0
Koudougou	12	1	8	0	0	43	5	0	3	11
Koupéla	-	-	-	-	-	0	3	2	4	13
Léo	0	3	0	0	0	5	0	1	1	1
Manga	3	6	1	1	2	8	2	5	0	1
Nouna	0	2	2	0	0	7	0	0	3	5
Orodara	0	6	0	0	0	5	0	0	1	3
Ouagadougou	70	190	160	142	157	244	224	304	270	405
Ouahigouya	4	12	2	2	4	26	1	2	3	10
Tenkodogo	1	5	2	0	4	37	19	8	24	17
Tougan	0	8	0	2	0	23	0	2	3	3
Yako	0	1	1	0	0	3	3	4	0	2
Ziniaré	3	1	4	2	0	16	5	2	0	6

Tableau IV-15 : Décisions d'acceptation, d'acceptation partielle et de rejet rendues par tribunal administratif

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	73	179	135	109	140	413	228	338	271	426
Banfora	0	2	0	1	0	13	0	1	0	1
Bobo-Dioulasso	15	20	15	11	40	46	79	102	71	59
Bogandé	1	0	3	0	0	4	0	0	0	2
Boromo	0	1	5	1	3	1	0	2	1	8
Dédougou	3	0	0	0	0	12	0	4	4	6
Diapaga	0	0	0	1	0	5	0	0	0	1
Diébougou	0	3	1	1	0	5	0	0	1	4
Djibo	0	1	0	0	0	8	1	1	-	1
Dori	2	4	2	0	0	15	3	0	2	6
Fada N'gourma	0	2	1	1	0	13	1	4	1	4
Gaoua	0	4	3	0	1	5	2	4	5	2
Kaya	2	0	3	0	0	3	2	1	3	10
Kongoussi	0	0	1	0	0	13	0	2	5	0
Koudougou	4	0	4	0	0	31	4	0	1	10
Koupéla	-	-	-	-	-	0	2	2	4	8
Léo	0	1	0	0	0	1	0	1	1	1
Manga	2	6	1	1	0	5	1	3	0	1
Nouna	0	2	1	0	0	4	0	0	0	2
Orodara	0	6	0	0	0	3	0	0	0	3
Ouagadougou	40	107	90	88	92	155	128	204	156	267
Ouahigouya	2	8	1	2	3	17	0	2	2	8
Tenkodogo	1	3	2	0	1	21	2	0	11	13
Tougan	0	7	0	1	0	23	0	2	3	2
Yako	0	1	0	0	0	0	1	1	0	2
Ziniaré	1	1	2	1	0	10	2	2	0	5

Tableau IV-16 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	123	305	248	183	251	672	377	483	377	570
Banfora	0	4	0	2	0	13	0	2	0	8
Bobo-Dioulasso	22	44	50	28	79	157	118	155	93	84
Bogandé	1	0	3	2	1	6	1	0	0	1
Boromo	1	3	6	0	4	7	0	4	2	11
Dédougou	4	0	0	0	0	14	3	7	5	8
Diapaga	0	2	0	1	0	5	0	0	0	1
Diébougou	0	5	1	1	0	12	0	1	2	5
Djibo	0	3	0	0	0	13	1	1	-	1
Dori	2	5	2	0	0	17	3	0	2	7
Fada N'gourma	1	3	1	1	0	19	1	8	1	8
Gaoua	0	7	6	0	1	9	14	11	5	0
Kaya	3	2	5	1	0	3	6	1	4	12
Kongoussi	0	1	3	0	0	16	0	3	6	0
Koudougou	12	1	8	0	0	42	5	0	3	11
Koupéla	-	-	-	-	-	0	2	2	4	8
Léo	0	3	0	0	0	4	2	1	1	1
Manga	3	5	1	1	1	8	2	5	0	1
Nouna	0	2	2	0	0	7	0	0	3	5
Orodara	0	6	0	0	0	5	0	0	1	3
Ouagadougou	67	184	151	140	157	218	198	266	218	361
Ouahigouya	4	10	2	2	4	25	1	2	3	10
Tenkodogo	0	5	2	0	4	34	15	7	21	15
Tougan	0	8	0	2	0	22	0	2	3	2
Yako	0	1	1	0	0	2	0	3	0	1
Ziniaré	3	1	4	2	0	14	5	2	0	6

Tableau IV-17 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019	2020
Ensemble	65	133	125	200
Banfora	0	6	2	5
Bobo-Dioulasso	6	16	8	22
Bogandé	0	0	1	1
Boromo	0	2	2	4
Dédougou	0	0	0	2
Diapaga	0	0	0	1
Diébougou	0	0	0	0
Djibo	0	-	-	1
Dori	0	0	5	2
Fada N'gourma	0	0	1	2
Gaoua	0	0	3	1
Kaya	0	0	0	2
Kongoussi	0	0	1	0
Koudougou	0	0	3	4
Koupéla	0	0	3	3
Léo	0	0	0	1
Manga	0	0	0	1
Nouna	0	0	0	1
Orodara	0	0	1	1
Ouagadougou	59	109	83	135
Ouahigouya	0	0	0	5
Tenkodogo	0	0	11	2
Tougan	0	0	1	2
Yako	0	0	0	2
Ziniaré	0	0	0	0

Tableau IV-18 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019	2020
--	------	------	------	------

Ensemble	42	135	117	189
Banfora	0	2	0	4
Bobo-Dioulasso	4	16	8	17
Bogandé	0	0	0	1
Boromo	0	3	2	3
Dédougou	0	0	2	2
Diapaga	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0
Djibo	0	0	-	1
Dori	0	0	2	7
Fada N'gourma	0	0	1	2
Gaoua	0	0	1	0
Kaya	0	0	0	2
Kongoussi	0	0	1	0
Koudougou	0	0	3	4
Koupéla	0	0	2	5
Léo	0	0	0	1
Manga	0	0	0	1
Nouna	0	0	0	1
Orodara	0	0	1	1
Ouagadougou	38	114	85	123
Ouahigouya	0	0	0	6
Tenkodogo	0	0	8	5
Tougan	0	0	1	2
Yako	0	0	0	1
Ziniaré	0	0	0	0

Tableau IV-19 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	151	295	336	205	271	735	424	547	609	558
Fonction publique	37	60	58	51	80	59	86	151	126	153
Commandes publiques	25	26	65	44	35	49	56	117	93	89
Contrat administratif	-	0	0		0	12	13	17	109	2
Foncier	64	71	109	55	89	148	195	220	150	241
Fiscal	1	1	4	7	3	4	6	5	6	7
Electoral	0	106	27	3	7	401	20	5	2	46
Autres	24	31	73	45	57	62	48	32	123	20

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	134	278	282	213	241	694	406	391	430	475
Fonction publique	42	43	56	45	68	68	82	90	87	127
Marchés publics	19	32	44	43	30	45	59	44	87	72
Contrat administratif	-	0	0	0	0	18	10	11	101	2
Foncier	51	70	104	70	95	136	175	208	88	214
Fiscal	1	2	3	6	2	8	0	3	2	8
Electoral	0	91	24	4	7	386	19	3	0	47
Autres	21	40	51	45	39	33	61	32	65	5

Tableau IV-20 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	151	295	336	205	271	735	424	547	609	558
Banfora	0	8	0	2	0	13	6	4	0	0
Bobo-Dioulasso	20	44	41	19	47	161	167	140	187	125
Bogandé	0	3	3	0	0	6	1	0	2	1
Boromo	5	3	6	1	0	8	0	1	5	4
Dédougou	0	2	7	1	0	15	0	7	0	7
Diapaga	2	1	0	0	0	5	0	0	3	0
Diébougou	0	5	1	1	0	12	3	1	0	7
Djibo	0	3	0	0	0	13	4	4	-	0
Dori	0	10	2	0	0	16	5	0	0	0
Fada N'gourma	0	2	0	1	0	19	0	4	0	4
Gaoua	4	3	6	0	0	9	15	5	3	0
Kaya	0	5	8	1	0	17	0	4	7	2
Kongoussi	0	1	2	1	0	19	0	5	2	0
Koudougou	0	3	17	0	0	43	5	0	0	1
Koupéla	-	-	-	-	-	0	5	0	10	10
Léo	0	5	0	0	0	7	0	3	0	2
Manga	4	6	1	0	1	10	3	3	0	0
Nouna	0	2	2	1	0	8	1	3	1	0
Orodara	0	6	0	3	0	6	2	0	0	1
Ouagadougou	109	163	226	166	221	236	177	328	360	349
Ouahigouya	3	12	4	4	1	26	5	5	3	9
Tenkodogo	0	5	4	0	1	34	19	20	22	24
Tougan	1	0	0	2	0	21	1	2	0	0
Yako	0	2	1	0	0	4	0	2	0	4
Ziniaré	3	1	5	2	0	27	5	6	4	8

Tableau IV-21 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	134	278	282	213	241	694	406	391	430	475
Banfora	0	4	0	2	0	13	3	4	0	0
Bobo-Dioulasso	19	42	51	37	73	151	158	179	144	108
Bogandé	0	3	3	0	1	6	0	0	0	2
Boromo	2	0	6	0	0	7	0	1	3	6
Dédougou	1	0	2	1	0	16	0	10	0	6
Diapaga	2	2	0	0	0	5	0	0	0	1
Diébougou	0	5	1	1	0	12	3	1	2	5
Djibo	0	3	0	0	0	13	1	1	-	0
Dori	0	6	2	0	0	16	5	0	0	0
Fada N'gourma	2	2	0	0	0	19	2	6	0	4
Gaoua	0	3	6	0	0	9	7	0	2	0
Kaya	3	5	0	1	0	17	0	3	6	10
Kongoussi	0	1	2	1	0	11	0	2	0	0
Koudougou	0	2	25	0	0	43	5	0	6	7
Koupéla	-	-	-	-	-	0	3	3	2	7
Léo	0	3	0	0	0	10	0	1	0	2
Manga	6	6	1	0	1	9	4	2	0	0
Nouna	0	2	2	0	0	8	0	0	0	1
Orodara	0	6	0	0	0	5	0	0	0	1
Ouagadougou	91	163	172	163	163	224	195	159	245	268
Ouahigouya	4	12	2	4	2	26	0	5	3	4
Tenkodogo	1	5	2	0	0	34	14	8	13	27
Tougan	0	0	0	2	1	22	0	2	1	3
Yako	0	2	1	0	0	4	0	4	0	4
Ziniaré	3	1	4	1	0	14	6	0	3	9

V. Établissements pénitentiaires

V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention dans un établissement pénitentiaire en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des mis en examen, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Suivant la circulaire N°2017-1378-MJDHPC/CAB du 22 septembre 2017, les OMD ne sont plus considérés comme un titre de détention.

Tableau V-1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble des détenus	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401
Répartition selon la catégorie et le sexe (sans OMD)	4 777	4 968	5 929	6 752	7 435	7 653	7 829	7 812	7 359	7 401
Hommes	4 709	4 904	5 830	6 636	7 322	7 522	7 668	7 627	7 215	7 287
<i>Mineurs</i>	105	125	151	245	226	224	206	153	122	140
<i>Majeurs</i>	4 604	4 779	5 679	6 391	7 096	7 298	7 462	7 474	7 093	7 147
Femmes	68	64	99	116	113	131	161	185	144	114
<i>Mineurs</i>	4	3	2	11	12	7	6	3	3	5
<i>Majeurs</i>	64	61	97	105	101	124	155	182	141	109
Répartition selon le statut										
Détenus en attente de jugement	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670
<i>Mis en examen</i>	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822
<i>Prévenus</i>	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848
OMD	262	67	47	75	109	17	11	0	0	0
Condamnés	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731

Tableau V-2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Capacité d'accueil	3 380	3 500	3 500	4 000	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698	5 228
Nombre de détenus au 31 décembre	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401
Taux d'occupation (en %)	149,1	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6

Tableau V-3 : Capacité d'accueil par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	3 380	3 500	3 500	4 000	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698	5 228
Banfora	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Baporo	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
Bobo-Dioulasso	180	180	180	180	180	180	180	180	180	710
Bogandé	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Boromo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dédougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Diapaga	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Diébougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Djibo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dori	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Fada N'gourma	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Gaoua	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
Kaya	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Kongoussi	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Koudougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Koupéla	-	-	-	-	-	120	120	120	120	120
Léo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Manga	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Nouna	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Orodara	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Ouagadougou (MACO)	570	570	570	570	570	570	570	570	1 200	1 200
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	500	500	500	500	500	448	448
Ouahigouya	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Tenkodogo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Tougan	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Yako	-	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Ziniaré	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120

Tableau V-4 : Taux d'occupation (en %) par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	149,1	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6
Banfora	154,2	175,8	208,3	206,7	255,0	274,2	250,8	204,2	200,8	196,7
Baporo	60,0	48,8	42,5	20,0	40,0	35,0	21,3	18,8	73,8	58,8
Bobo-Dioulasso	270,6	265,0	317,2	335,6	364,4	414,4	395,6	400,0	373,9	89,4
Bogandé	104,2	106,7	146,7	277,5	285,0	240,0	229,2	211,7	120,8	111,7
Boromo	120,0	120,8	166,7	211,7	195,8	210,8	210,8	198,3	202,5	208,3
Dédougou	130,8	146,7	142,5	157,5	145,0	161,7	152,5	185,0	183,3	209,2
Diapaga	81,7	100,0	131,7	161,7	161,7	182,5	220,8	189,2	226,7	241,7
Diébougou	60,0	65,8	83,3	109,2	107,5	120,0	162,5	161,7	185,8	189,2
Djibo	87,5	95,8	91,7	85,0	99,2	142,5	130,0	122,5	33,3	17,5
Dori	117,5	110,0	134,2	161,7	176,7	134,2	98,3	115,0	91,7	84,2
Fada N'gourma	273,3	262,5	206,7	223,3	279,2	285,8	296,7	255,8	217,5	203,3
Gaoua	76,7	90,0	78,7	84,0	99,3	117,3	152,0	160,0	156,0	174,7
Kaya	186,7	176,7	257,5	294,2	304,2	222,5	168,3	134,2	140,8	154,2
Kongoussi	61,7	55,8	57,5	70,0	78,3	92,5	55,0	56,7	61,7	75,0
Koudougou	168,3	160,0	185,8	186,7	240,0	248,3	231,7	215,0	187,5	226,7
Koupéla	-	-	-	-	-	1,7	70,0	88,3	88,3	79,2
Léo	104,2	104,2	120,8	140,8	137,5	128,3	103,3	85,0	107,5	115,8
Manga	132,5	195,0	196,7	200,8	220,8	168,3	135,0	96,7	105,0	92,5
Nouna	45,0	34,2	59,2	78,3	60,0	90,8	87,5	96,7	68,3	85,0
Orodara	38,3	60,0	59,2	135,8	75,8	110,8	119,2	113,3	105,0	124,2
Ouagadougou (MACO)	269,5	252,5	284,4	304,9	382,1	377,9	408,6	414,7	160,8	160,7
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	46,2	39,6	46,4	70,6	133,4	208,3	204,0
Ouahigouya	87,5	92,5	157,5	171,7	181,7	185,0	206,7	197,5	170,8	166,7
Tenkodogo	247,5	202,5	434,2	362,5	317,5	306,7	250,0	180,8	196,7	182,5
Tougan	67,5	64,2	56,7	45,8	73,3	87,5	105,8	95,0	87,5	84,2
Yako	-	37,5	47,5	50,8	102,5	85,0	75,8	53,3	56,7	60,8
Ziniaré	68,3	87,5	82,5	95,0	112,5	132,5	140,8	115,8	104,2	104,2

Tableau V-5 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble des entrées	8 257	8 889	10 003	10 335	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231	6 870
<i>Dont OMD</i>	262	67	47	75	109	17	11	0	0	0
<i>Dont étrangers</i>	0	0	0	0	0	18	16	1	18	27

Répartition des entrées selon le sexe et la catégorie

Hommes	8 032	8 653	9 666	9 970	9 284	7 762	8 342	6 776	5 067	6 666
<i>Mineurs</i>	461	480	524	625	518	513	547	433	212	324
<i>Majeurs</i>	7571	8173	9142	9345	8766	7249	7795	6343	4855	6342
Femmes	225	223	342	365	317	236	311	249	164	204
<i>Mineurs</i>	22	21	21	48	18	16	16	13	5	4
<i>Majeurs</i>	203	202	321	317	299	220	295	236	159	200

Répartition des entrées selon l'âge

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Mineurs	483	501	545	673	536	529	563	446	217	328
Moins de 13 ans	23	12	13	33	13	11	8	3	4	5
13 ans à moins de 16 ans	140	168	193	236	194	153	219	150	88	95
16 ans à moins de 18 ans	320	321	339	404	329	365	336	293	125	228
Majeurs	7 774	8 375	9 463	9 662	9 065	7 469	8 090	6 579	5 014	6 542
18 ans à moins de 21 ans	966	1086	1 118	1 216	1 275	810	934	752	493	790
21 ans à moins de 25 ans	1 446	1 365	1 542	1 632	1 653	1 147	1 236	980	827	1 049
25 ans à moins de 30 ans	1 888	1 870	2 117	2 211	2 111	1 788	1 727	1 393	1 087	1 402
30 ans à moins de 40 ans	2 119	2 427	2 747	2 815	2 441	2 262	2 314	1 899	1 565	1 859
40 ans à moins de 60 ans	1 219	1 427	1 657	1 594	1 360	1 299	1 581	1 349	911	1 269
60 ans et plus	136	200	282	194	225	163	298	206	131	173

Tableau V-6 : Evolution des effectifs

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Détenus évadés en établissement	41	30	44	42	19	21	17	16	10	6
Détenus évadés hors établissement sous garde	0	0	0	0	0	19	7	6	10	6
Détenus évadés hors établissement sans garde	71	117	112	104	103	54	75	48	43	30
Visite de détenus par parent et amis	65 520	76 456	89 040	97 648	104 229	111 049	139 392	139 243	79 162	73 083
Visite de détenus par les associations et ONG	0	0	0	0	0	329	411	497	214	302
Visite de détenus par les autorités judiciaires	0	0	0	0	0	95	171	163	103	123
Visite de détenus par les autorités administratives	0	0	0	0	0	107	161	76	99	68
Visite de détenus les autorités religieuses	0	0	0	0	0	0	0	0	500	4 795

Tableau V-7 : Mouvements, évènements, Incidents

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Décès	79	47	68	73	76	54	38	50	36	30
Hospitalisations	287	220	221	299	267	244	305	266	129	224
Sorties autorisées	688	693	617	518	655	636	578	415	298	526
Trafics illicites d'objets et de substances	7	8	20	23	20	22	23	73	70	0
Placements extérieurs	689	726	608	1 400	761	682	672	806	464	614
Semi-libertés	654	723	685	2 016	742	1 105	1 031	1 126	669	610
Extractions (OPJ et Palais de Justice)	15 249	7 473	7 372	7 697	5 642	17 579	5 436	4 634	3 167	9 512

Tableau V-8 : Nombre d'extractions (OPJ et Palais de justice) par établissement pénitentiaire et par année

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	15 249	7 473	7 372	7 697	5 642	17 579	5 436	4 634	3 167	9 512
Banfara	688	923	1126	557	189	78	112	565	77	117
Baporo	0	0	0	0	0	1	0	3	0	0
Bobo-Dioulasso	16	252	178	156	111	205	275	181	116	156
Bogandé	1222	189	145	189	191	85	104	66	32	86
Boromo	561	106	103	128	97	111	190	160	122	166
Dédougou	491	193	333	343	215	198	222	133	71	134
Diapaga	866	194	154	139	123	90	114	78	499	1214
Diébougou	482	125	127	93	90	97	118	102	81	98
Djibo	192	166	134	114	127	144	136	136	0	0
Dori	207	152	77	120	93	135	0	87	52	104
Fada N'gourma	1547	444	362	304	322	1698	230	169	74	149
Gaoua	300	189	225	718	770	144	176	362	53	231
Kaya	981	231	251	340	219	985	206	119	72	116
Kongoussi	334	379	292	370	273	140	154	105	59	66
Koudougou	5	287	363	317	156	108	950	132	66	1045
Koupéla	-	-	-	-	-	2	112	95	60	81
Léo	580	676	781	943	852	403	115	357	208	549
Manga	209	262	266	251	266	0	134	123	50	530
Nouna	137	167	262	177	177	73	65	73	60	121
Orodara	227	136	128	205	138	102	136	115	70	81
Ouagadougou (MACO)	6 052	234	355	310	255	9 307	401	293	201	3608
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	38	86	86	307	98	107	121
Ouahigouya	0	629	959	1253	215	704	653	369	50	102
Tenkodogo	7	1338	154	261	314	1722	179	140	618	113
Tougan	81	114	425	159	111	320	105	83	259	364
Yako	64	15	83	90	120	117	129	59	30	82
Ziniaré	0	72	89	122	132	524	113	431	80	78

Tableau V-9 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401
Banfora	185	211	250	248	306	329	301	245	241	236
Baporo	48	39	34	16	32	28	17	15	59	47
Bobo-Dioulasso	487	477	571	604	656	746	712	720	673	635
Bogandé	125	128	176	333	342	288	275	254	145	134
Boromo	144	145	200	254	235	253	253	238	243	250
Dédougou	157	176	171	189	174	194	183	222	220	251
Diapaga	98	120	158	194	194	219	265	227	272	290
Diébougou	72	79	100	131	129	144	195	194	223	227
Djibo	105	115	110	102	119	171	156	147	40	21
Dori	141	132	161	194	212	161	118	138	110	101
Fada N'gourma	328	315	248	268	335	343	356	307	261	244
Gaoua	115	135	118	126	149	176	228	240	234	262
Kaya	224	212	309	353	365	267	202	161	169	185
Kongoussi	74	67	69	84	94	111	66	68	74	90
Koudougou	202	192	223	224	288	298	278	258	225	272
Koupéla	0	0	0	0	0	2	84	106	106	95
Léo	125	125	145	169	165	154	124	102	129	139
Manga	159	234	236	241	265	202	162	116	126	111
Nouna	54	41	71	94	72	109	105	116	82	102
Orodara	46	72	71	163	91	133	143	136	126	149
Ouagadougou (MACO)	1536	1439	1621	1738	2178	2154	2329	2364	1929	1928
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	231	198	232	353	667	933	914
Ouahigouya	105	111	189	206	218	222	248	237	205	200
Tenkodogo	297	243	521	435	381	368	300	217	236	219
Tougan	81	77	68	55	88	105	127	114	105	101
Yako	49	45	57	61	123	102	91	64	68	73
Ziniaré	82	105	99	114	135	159	169	139	125	125

Tableau V-10 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670
Banfora	41	64	73	79	140	173	125	74	81	59
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	150	146	150	257	336	388	233	227	206	232
Bogandé	59	88	104	238	230	196	181	154	83	61
Boromo	76	51	56	57	69	83	53	63	54	76
Dédougou	52	49	71	56	58	82	56	64	41	56
Diapaga	39	70	114	115	106	121	139	108	168	98
Diébougou	41	25	35	46	47	52	53	60	74	63
Djibo	26	43	40	45	51	70	37	37	0	0
Dori	43	24	50	74	88	60	38	81	26	12
Fada N'gourma	175	122	89	95	117	150	136	127	96	64
Gaoua	50	45	37	46	71	52	73	96	112	104
Kaya	63	51	86	106	132	91	55	38	34	39
Kongoussi	17	23	26	35	41	43	13	13	13	14
Koudougou	81	71	98	71	126	71	78	61	75	62
Koupéla	-	-	-	-	-	2	20	28	29	16
Léo	40	41	78	91	62	61	54	28	35	44
Manga	44	83	95	88	84	33	44	26	13	10
Nouna	27	17	38	45	38	33	33	22	9	24
Orodara	12	22	39	109	60	66	77	72	62	48
Ouagadougou (MACO)	400	468	498	562	988	972	668	742	708	576
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	13	54	195	540	867	853
Ouahigouya	29	39	74	48	65	61	65	59	36	28
Tenkodogo	73	65	239	218	206	174	127	66	83	70
Tougan	39	30	32	27	30	34	39	31	32	22
Yako	10	4	9	23	30	15	26	22	17	21
Ziniaré	31	43	54	47	54	64	63	27	25	18

Baporo : le centre de Baporo ne reçoit pas de détenus en attente de jugement

Tableau V-11 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	262	67	47	75	109	17	11	0	0	0
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	8	0	7	0	2	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	1	1	11	0	0	0	0	0
Diapaga	7	12	2	5	0	3	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	1	2	1	0	0	0	9	0	0	0
Dori	3	5	1	2	2	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	14	7	4	11	2	0	0	0	0	0
Gaoua	0	5	0	2	0	0	0	0	0	0
Kaya	3	0	3	5	8	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Léo	11	9	2	2	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	1	11	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	210	15	20	30	27	0	0	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	9	2	0	0	0
Ouahigouya	4	0	2	0	4	1	0	0	0	0
Tenkodogo	0	4	0	2	53	1	0	0	0	0
Tougan	1	1	0	1	0	3	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	3	0	2	0	0	0	0	0	0

Tableau V-12 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	8 257	8 876	10008	10335	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231	6 870
Banfora	303	312	335	285	269	283	287	189	138	248
Baporo	59	76	58	49	71	44	0	50	84	50
Bobo-Dioulasso	672	640	913	669	647	720	646	614	464	395
Bogandé	310	375	347	390	361	170	110	87	51	82
Boromo	298	298	313	339	260	290	310	259	165	299
Dédougou	227	286	283	272	209	241	240	222	158	242
Diapaga	251	263	232	193	247	179	152	145	178	206
Diébougou	173	163	197	223	192	169	209	177	146	194
Djibo	199	163	183	160	136	186	374	374	2	0
Dori	244	280	276	371	368	207	278	185	69	140
Fada N'gourma	465	502	414	424	645	404	379	222	138	195
Gaoua	225	241	199	236	283	243	313	253	177	345
Kaya	366	396	503	590	442	262	220	198	168	183
Kongoussi	114	136	121	125	115	122	81	60	57	70
Koudougou	292	343	464	426	399	369	451	397	294	413
Koupéla	-	-	-	-	-	2	164	120	98	90
Léo	244	291	340	275	208	101	118	125	78	162
Manga	271	355	389	386	322	176	161	109	104	171
Nouna	107	113	205	161	124	128	94	108	47	83
Orodara	92	133	151	264	147	125	167	150	84	133
Ouagadougou (MACO)	2 264	2 173	2 516	2 768	2 573	2 393	2 691	1918	1486	2065
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	246	20	96	163	393	411	259
Ouahigouya	273	221	311	401	375	256	349	248	168	180
Tenkodogo	450	695	863	672	688	457	290	124	206	295
Tougan	185	192	154	157	144	117	161	107	89	110
Yako	52	47	59	70	169	96	79	58	52	110
Ziniaré	121	182	182	183	187	162	166	133	119	150

* Tous les entrées de Baporo sont des transfèrments entrant.

Tableau V-13 : Incarcérations (entrées) des femmes au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	225	223	342	365	317	236	311	249	164	204
Banfora	10	9	9	14	5	6	24	10	8	6
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	21	15	32	24	21	26	25	22	8	8
Bogandé	6	7	6	5	5	2	9	5	6	1
Boromo	3	2	9	18	4	12	11	8	1	14
Dédougou	7	3	11	9	5	5	6	6	7	7
Diapaga	5	1	5	2	8	6	2	4	6	3
Diébougou	6	6	5	8	9	4	9	7	4	8
Djibo	2	1	7	0	2	3	8	8	0	0
Dori	4	3	19	2	4	0	9	4	1	5
Fada N'gourma	12	4	6	8	54	5	12	6	9	2
Gaoua	7	3	1	3	14	4	12	12	11	14
Kaya	7	19	12	26	11	11	9	14	12	9
Kongoussi	1	3	2	0	2	1	2	2	1	2
Koudougou	15	7	20	7	5	6	7	13	8	6
Koupéla	-	-	-	-	-	0	7	9	17	4
Léo	4	5	16	18	6	0	5	3	4	12
Manga	7	1	10	0	3	10	4	5	1	10
Nouna	5	7	2	3	12	3	2	0	1	3
Orodara	3	7	8	49	4	9	5	3	2	4
Ouagadougou (MACO)	56	66	83	104	96	61	83	74	38	58
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouahigouya	5	6	8	23	6	8	11	10	1	6
Tenkodogo	21	28	59	28	25	40	24	5	7	18
Tougan	13	8	6	8	1	1	3	1	2	0
Yako	0	1	0	3	7	5	4	3	2	1
Ziniaré	5	11	6	3	8	8	18	15	7	3

Tableau V-14 : Incarcérations (entrées) OMD au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Ensemble	0											
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V-15 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	112	147	156	146	122	75	99	70	63	42
Banfora	2	4	8	8	5	3	3	1	4	6
Baporo	10	18	25	27	29	9	15	21	7	0
Bobo-Dioulasso	7	11	15	7	6	2	19	9	1	5
Bogandé	0	6	6	6	6	3	3	0	1	1
Boromo	8	2	4	4	3	2	1	3	1	2
Dédougou	4	6	8	2	6	6	10	8	10	0
Diapaga	2	4	8	3	1	1	0	2	0	2
Diébougou	4	5	2	1	2	5	1	0	2	4
Djibo	2	9	5	4	2	5	3	3	0	0
Dori	5	5	3	3	1	1	1	3	0	0
Fada N'gourma	5	15	2	5	4	1	1	1	2	0
Gaoua	7	3	3	4	5	0	0	1	2	3
Kaya	4	4	9	6	4	8	5	1	2	0
Kongoussi	0	1	0	1	0	0	2	0	0	0
Koudougou	7	6	2	10	14	1	3	1	2	2
Koupéla	-	-	-	-	-	0	0	1	0	1
Léo	4	6	5	1	3	0	1	0	1	0
Manga	3	7	11	18	2	9	5	3	4	0
Nouna	2	1	7	4	7	1	7	2	0	2
Orodara	4	4	1	1	0	0	2	2	0	0
Ouagadougou (MACO)	16	6	9	7	3	7	5	3	6	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	1	1	0	0	0	0	1
Ouahigouya	6	3	2	2	2	1	1	0	4	1
Tenkodogo	4	13	8	16	10	3	2	0	5	5
Tougan	4	3	8	2	0	1	4	2	4	1
Yako	2	1	4	2	5	6	4	2	1	0
Ziniaré	0	4	1	1	1	0	1	1	4	6

Tableau V-16 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	79	47	68	73	76	54	38	50	36	30
Banfora	0	3	4	2	1	2	1	0	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	1	6	5	4	3	3	2	1	2
Bogandé	1	1	0	2	5	1	0	1	0	0
Boromo	6	2	3	0	4	5	0	3	2	1
Dédougou	1	1	1	3	4	1	2	2	2	5
Diapaga	4	2	1	2	3	1	4	3	0	4
Diébougou	0	1	0	0	1	1	0	2	0	1
Djibo	2	1	1	1	4	5	8	8	0	0
Dori	15	3	5	7	9	3	2	0	2	0
Fada N'gourma	13	12	19	14	7	5	1	1	2	0
Gaoua	2	1	0	1	4	1	1	3	4	2
Kaya	0	0	1	2	1	2	0	0	0	1
Kongoussi	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Koudougou	1	5	0	0	1	0	1	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	0	0	1	0	0
Léo	7	3	0	2	2	0	0	3	0	0
Manga	1	1	3	5	3	1	3	3	1	0
Nouna	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	1	0	1	2	1	1	1	0
Ouagadougou (MACO)	13	6	11	17	8	15	8	13	5	4
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	1	2	0	3	0	11	8
Ouahigouya	2	0	0	0	4	0	0	3	2	1
Tenkodogo	5	1	8	8	2	1	0	0	0	0
Tougan	0	1	1	0	1	3	0	0	2	1
Yako	0	0	2	0	2	1	0	1	0	0
Ziniaré	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0

V.2 Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V-17 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble des prévenus	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848
Répartition selon le sexe										
Hommes	517	607	771	950	1 430	1 289	765	966	1 039	828
<i>Mineurs</i>	38	52	52	95	119	94	67	77	51	56
<i>Majeurs</i>	479	555	719	855	1311	1 195	698	889	988	772
Femmes	5	8	6	19	25	29	23	28	26	20
<i>Mineurs</i>	0	2	1	7	3	3	0	1	0	1
<i>Majeurs</i>	5	6	5	12	22	26	23	27	26	19
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	38	54	53	84	122	97	67	78	51	57
18 ans à moins de 21 ans	58	82	100	161	193	155	75	110	103	95
21 ans à moins de 25 ans	109	108	138	161	252	256	133	165	159	122
25 ans à moins de 30 ans	120	128	167	207	313	260	173	212	262	175
30 ans à moins de 40 ans	141	144	222	248	376	361	236	287	333	237
40 ans et plus	56	99	97	108	199	189	104	142	157	162
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	407	433	518	634	1 068	920	460	649	650	453
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	357	381	458	569	936	745	371	520	507	323
<i>Grand banditisme</i>	0	0	0	0	0	72	40	25	61	36
<i>Abus de confiance</i>	32	22	49	43	101	67	31	72	54	72
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	13	24	4	8	23	22	11	10	10	4
Crimes et délits contre les particuliers	68	112	160	177	184	176	131	171	194	246
Dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	30	49	52	71	56	99	57	45	57	36
<i>Coups mortels</i>	1	0	2	0	0	0	0	16	24	8
<i>Viols</i>	0	0	1	2	3	25	36	58	25	24
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	28	37	53	80	98	161	141	118	166	85
Dont										
<i>Trafic et consommation de stupéfiants</i>	12	11	29	48	61	121	106	85	61	42
<i>Mutilations génitales féminines</i>	0	1	3	0	2	0	2	9	0	4
<i>Enlèvement d'enfant</i>	9	10	11	15	7	12	12	5	11	4
<i>Attentats à la pudeur</i>	5	8	4	8	20	4	13	2	8	7
Crimes et délits contre la chose publique	8	15	26	32	53	33	46	32	35	44
Dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	7	4	15	20	26	25	32	14	17	22
<i>Evasion</i>	1	1	3	9	4	3	1	0	1	2
<i>Détournement de deniers publics</i>	0	0	0	0	0	1	7	0	8	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	13	1	20	34	7	6	7	10	6
Dont										
Associations de malfaiteurs	9	13	1	20	34	6	6	6	10	5
Terrorisme	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	19	26	18	12	4	17	8	9
Répartition selon la durée de détention préventive										
Moins de 1 mois	310	324	497	458	655	439	431	11	417	518
De 1 mois à moins de 2 mois	106	172	134	158	109	362	142	1	271	236
De 2 mois à moins de 3 mois	49	41	52	169	358	234	66	321	193	23
De 3 mois à moins de 6 mois	45	28	53	89	243	162	99	393	84	20
De 6 mois à moins de 12 mois	8	28	25	68	76	76	42	238	51	27
12 mois et plus	4	22	16	27	14	45	8	30	49	24

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V-18 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1065	848
Banfora	12	13	34	27	14	56	32	26	25	20
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	53	44	35	120	178	235	93	100	66	87
Bogandé	11	29	20	54	45	16	8	2	3	3
Boromo	15	12	12	6	21	40	16	30	17	49
Dédougou	19	17	22	10	20	16	18	35	6	21
Diapaga	14	27	46	48	33	19	25	26	97	33
Diébougou	15	8	12	9	15	8	3	8	28	15
Djibo	11	22	13	14	13	11	3	3	0	0
Dori	15	9	25	35	52	33	15	41	7	5
Fada N'gourma	45	47	35	48	47	58	33	15	27	29
Gaoua	14	10	9	9	17	13	29	38	41	29
Kaya	22	13	32	27	56	29	16	23	23	18
Kongoussi	2	6	11	7	17	22	7	8	7	2
Koudougou	28	15	24	30	80	11	28	23	51	33
Koupéla	-	-	-	-	-	1	1	0	3	9
Léo	26	7	28	29	6	3	4	5	7	18
Manga	4	22	23	24	26	10	7	9	4	1
Nouna	4	4	8	17	15	13	11	4	2	10
Orodara	3	4	17	47	12	9	15	30	28	14
Ouagadougou (MACO)	170	256	262	289	654	594	299	494	514	378
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	13	3	0	0	0	0
Ouahigouya	6	13	37	20	35	36	35	29	19	9
Tenkodogo	21	20	45	73	44	54	42	25	70	46
Tougan	5	7	8	10	14	9	6	5	8	3
Yako	3	0	3	8	12	3	11	8	4	7
Ziniaré	4	10	16	8	16	16	31	7	8	9

Tableau V-19 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	38	54	53	102	122	97	67	78	51	57
Banfora	0	0	1	4	2	1	0	3	2	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	9	7	6	24	11	13	4	14	3	4
Bogandé	0	2	2	1	6	1	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	1	1	1	2	0	1
Dédougou	0	3	1	0	2	0	0	2	0	7
Diapaga	3	1	0	2	1	0	0	1	3	1
Diébougou	1	1	1	1	0	0	0	5	6	2
Djibo	2	3	0	3	2	0	0	0	0	0
Dori	0	1	1	1	2	0	0	3	0	0
Fada N'gourma	1	7	0	4	4	10	0	2	0	1
Gaoua	0	0	0	2	1	1	0	0	3	0
Kaya	3	0	5	10	5	9	4	3	2	10
Kongoussi	0	0	1	0	3	0	0	3	0	0
Koudougou	4	3	3	3	12	1	1	3	4	0
Koupéla	-	-	-	-	-	0	1	0	0	0
Léo	0	2	0	0	0	0	1	1	0	1
Manga	1	2	2	1	4	6	0	1	1	0
Nouna	2	0	1	0	0	3	0	1	0	0
Orodara	1	2	4	11	0	2	4	5	6	0
Ouagadougou (MACO)	6	15	13	28	57	36	40	22	13	25
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	3	3	2	3	4	4	6	2	0
Tenkodogo	1	2	3	2	6	8	2	0	6	3
Tougan	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0
Yako	2	0	0	1	0	0	2	0	0	0
Ziniaré	0	0	5	2	0	0	2	1	0	1

Tableau V-20 : Prévenus de 18 ans et plus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	484	561	244	867	1333	1221	721	916	1014	791
Banfora	12	13	33	23	12	55	32	23	23	19
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	44	37	29	96	167	222	89	86	63	83
Bogandé	11	27	18	53	39	15	8	2	3	3
Boromo	15	12	12	6	20	39	15	28	17	48
Dédougou	19	14	21	10	18	16	18	33	6	14
Diapaga	11	26	46	46	32	19	25	25	94	32
Diébougou	14	7	11	8	15	8	3	3	22	13
Djibo	9	19	13	11	11	11	3	3	0	0
Dori	15	8	24	34	50	33	15	38	7	5
Fada N'gourma	44	40	35	44	43	48	33	13	27	28
Gaoua	14	10	9	7	16	12	29	38	38	29
Kaya	19	13	27	17	51	20	12	20	21	8
Kongoussi	2	6	10	7	14	22	7	5	7	2
Koudougou	24	12	21	27	68	10	27	20	47	33
Koupéla	-	-	-	-	-	1	0	0	3	9
Léo	26	5	28	29	6	3	3	4	7	17
Manga	3	20	21	23	22	4	7	8	3	1
Nouna	2	4	7	17	15	10	11	3	2	10
Orodara	2	2	13	36	12	7	11	25	22	14
Ouagadougou (MACO)	164	241	249	261	597	558	259	472	501	353
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	13	3	0	0	0	0
Ouahigouya	4	10	34	18	32	32	31	23	17	9
Tenkodogo	20	18	42	71	38	46	40	25	64	43
Tougan	5	7	7	10	14	8	5	5	8	3
Yako	1	0	3	7	12	3	9	8	4	7
Ziniaré	4	10	11	6	16	16	29	6	8	8

Tableau V-21 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 2 mois au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	416	283	631	616	764	801	573	12	688	754
Banfora	11	8	31	24	14	22	26	0	17	13
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	48	19	26	0	148	76	54	0	62	81
Bogandé	11	17	13	37	35	10	5	0	2	3
Boromo	14	2	12	6	20	39	16	0	13	46
Dédougou	18	6	20	10	10	13	17	0	6	20
Diapaga	8	9	18	19	25	6	20	0	23	18
Diébougou	12	3	11	9	11	8	3	0	28	15
Djibo	1	3	8	12	11	11	2	2	0	0
Dori	10	8	25	29	33	29	15	0	6	5
Fada N'gourma	38	24	29	34	29	34	31	0	8	10
Gaoua	13	3	3	8	11	11	22	2	36	28
Kaya	19	7	32	21	18	25	11	0	19	12
Kongoussi	2	0	11	7	8	18	5	0	7	2
Koudougou	25	10	15	27	33	11	24	0	0	33
Koupéla	-	-	-	-	-	1	0	0	3	8
Léo	14	3	21	9	1	3	4	0	7	18
Manga	2	8	21	17	16	10	7	0	3	1
Nouna	0	1	2	13	14	13	11	0	2	10
Orodara	2	0	6	8	2	5	9	0	7	2
Ouagadougou (MACO)	142	129	219	218	244	385	202	0	376	363
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	13	1	0	0	0	0
Ouahigouya	3	9	37	20	29	25	32	8	16	9
Tenkodogo	20	11	45	65	14	24	24	0	31	41
Tougan	1	1	8	9	8	5	6	0	8	3
Yako	0	0	3	7	9	0	8	0	1	6
Ziniaré	2	2	15	7	8	16	19	0	7	7

Tableau V-22 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	407	433	518	634	1068	920	460	649	650	453
Banfora	11	11	21	15	12	46	25	14	12	14
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	45	38	28	93	145	198	69	73	43	59
Bogandé	8	24	8	35	27	0	0	0	0	0
Boromo	13	4	10	4	11	26	14	16	5	19
Dédougou	13	15	12	8	20	8	8	26	4	14
Diapaga	9	14	31	22	7	16	10	13	21	11
Diébougou	9	4	10	3	11	4	3	6	22	4
Djibo	9	11	5	9	9	6	1	1	0	0
Dori	11	2	23	24	31	10	9	34	5	3
Fada N'gourma	29	36	16	22	19	44	20	8	4	13
Gaoua	13	9	4	6	15	12	20	27	29	10
Kaya	7	8	17	14	43	22	6	10	8	11
Kongoussi	1	4	9	6	15	10	5	2	2	1
Koudougou	22	12	19	25	68	6	21	16	38	18
Koupéla						0	1	0	2	6
Léo	19	4	14	11	1	0	2	0	2	8
Manga	3	16	20	21	18	10	2	4	1	0
Nouna	4	2	6	13	14	5	4	4	1	9
Orodara	2	3	12	17	6	6	6	17	13	8
Ouagadougou (MACO)	144	180	200	209	502	433	163	328	386	219
Ouagadougou (PHS)				0	0	2	0	0	0	0
Ouahigouya	5	8	4	12	28	25	24	24	12	6
Tenkodogo	19	15	32	42	33	26	20	15	31	15
Tougan	5	6	2	9	10	3	5	2	5	3
Yako	3	0	2	7	10	1	6	3	3	2
Ziniaré	3	7	13	7	13	1	16	6	1	0

Tableau V-23 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	68	112	160	177	184	176	131	171	194	246
Banfora	0	1	4	1	0	6	2	6	8	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	6	2	3	6	10	21	16	16	10	21
Bogandé	0	2	1	4	2	11	5	1	2	1
Boromo	1	7	2	2	3	7	1	12	9	30
Dédougou	3	1	4	2	0	4	5	5	2	5
Diapaga	5	5	12	22	23	2	7	3	9	6
Diébougou	6	4	1	2	4	0	0	0	0	6
Djibo	2	4	3	3	4	4	2	2	0	0
Dori	4	7	1	11	18	20	4	4	1	2
Fada N'gourma	8	4	12	13	7	5	11	4	14	6
Gaoua	1	1	5	3	2	1	6	5	12	15
Kaya	11	2	11	5	8	6	2	3	11	2
Kongoussi	1	1	2	1	1	7	1	3	0	1
Koudougou	6	1	2	5	9	2	6	7	12	8
Koupéla						1	0	0	1	3
Léo	1	2	11	16	5	1	2	3	2	1
Manga	1	5	2	2	1	0	1	4	1	1
Nouna	0	1	1	2	1	8	2	0	1	0
Orodara	0	1	2	29	5	3	7	13	14	5
Ouagadougou (MACO)	9	54	38	26	66	44	24	65	70	96
Ouagadougou (PHS)				0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	2	33	5	6	11	10	1	4	0
Tenkodogo	2	1	8	16	3	6	6	6	9	23
Tougan	0	1	0	0	2	5	0	3	0	0
Yako	0	0	1	0	2	1	4	4	1	5
Ziniaré	1	3	1	1	2	0	7	1	1	8

Tableau V-24 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	28	37	53	80	98	161	141	118	166	85
Banfora	1	1	3	8	2	2	2	4	2	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	4	1	13	20	9	1	8	9	1
Bogandé	3	2	1	8	6	5	1	1	0	1
Boromo	0	1	0	0	6	6	1	0	0	0
Dédougou	3	0	5	0	0	2	5	4	0	2
Diapaga	0	1	3	0	3	1	7	4	65	16
Diébougou	0	0	1	4	0	4	0	2	6	2
Djibo	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	2	1	2	2	0	0
Fada N'gourma	5	3	5	6	1	8	2	2	1	7
Gaoua	0	0	0	0	0	0	2	5	0	3
Kaya	1	2	2	6	4	0	6	7	2	5
Kongoussi	0	0	0	0	1	5	0	0	5	0
Koudougou	0	1	1	0	1	2	1	0	0	3
Koupéla						0	0	0	0	0
Léo	4	0	1	1	0	1	0	2	2	7
Manga	0	0	1	0	2	0	3	1	1	0
Nouna	0	1	0	0	0	0	3	0	0	1
Orodara	0	0	3	1	1	0	1	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	10	19	19	27	48	88	87	69	37	29
Ouagadougou (PHS)				0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	1	1	0	1	0	0	1	4	2	2
Tenkodogo	0	1	1	3	0	12	13	2	27	3
Tougan	0	0	4	0	0	0	1	0	3	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Ziniaré	0	0	2	0	1	15	2	0	4	0

Tableau V-25 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	8	15	26	32	53	33	46	32	35	44
Banfora	0	0	3	3	0	2	2	0	0	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	0	3	8	3	4	7	0	4	6
Bogandé	0	0	0	2	1	0	0	0	0	1
Boromo	1	0	0	0	0	0	0	0	3	0
Dédougou	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0
Diapaga	0	2	0	2	0	0	1	6	1	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	6	5	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	1	1	0	0	1	0
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	0	0	1	3	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Kaya	1	1	2	0	1	1	0	0	1	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	1	3	0	0
Koudougou	0	0	2	0	1	0	0	0	1	4
Koupéla						0	0	0	0	0
Léo	1	1	2	1	0	1	0	0	1	0
Manga	0	0	0	1	0	0	1	0	1	0
Nouna	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0
Orodara	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	3	3	2	11	32	19	24	19	17	27
Ouagadougou (PHS)				0	13	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	1	0	2	1	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	4	1	0	4	1	2	0	3
Tougan	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	6	0	2	1

Tableau V-26 : Prévenus de crimes et délits contre la sécurité publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	9	13	1	20	34	7	6	7	10	6
Banfara	0	0	1	0	0	0	1	2	3	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	5	0	0	0	1	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	3	4	0	7	19	0	0	0	5	3
Gaoua	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Kaya	2	0	0	2	0	0	2	2	1	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	4	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	1	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	3	0	9	5	6	2	0	0	2
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

V.3 Caractéristiques des mis en examen

Concepts

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Terrorisme : Ensemble d'infractions énumérées dans le code pénal, qualifiées ainsi lorsqu'elles sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur. Au Burkina Faso, les actes terroristes sont énumérés par les articles 361-1 et 361-2 du code pénal.

Tableau V-27 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble des mis en examen	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 066	1 039	1 369	1 557	1 734	1 824	1 829	1 804	1 860	1 777
<i>Mineurs</i>	22	24	37	46	58	45	27	15	25	40
<i>Majeurs</i>	1044	1015	1332	1511	1676	1 779	1 802	1789	1835	1737
Femmes	30	30	39	52	53	59	64	68	54	45
<i>Mineurs</i>	2	0	1	1	5	2	0	2	3	4
<i>Majeurs</i>	28	30	38	51	48	57	64	66	51	41
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	24	24	38	47	63	47	27	17	28	44
18 ans à moins de 21 ans	87	71	91	126	132	82	82	85	60	81
21 ans à moins de 25 ans	177	158	175	187	199	215	213	182	151	161
25 ans à moins de 30 ans	246	218	280	326	395	386	368	307	307	266
30 ans à moins de 40 ans	363	384	476	573	568	650	640	655	687	617
40 ans et plus	199	214	348	350	430	503	563	626	681	653
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	121	72	114	131	135	283	184	160	130	158
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, Escroquerie</i>	69	47	87	69	64	71	75	64	39	40
<i>Destructions, dégradations, Dommages</i>	45	8	6	23	36	73	28	31	14	15
<i>Abus de confiance</i>	7	17	19	24	25	15	8	14	8	4
Crimes et délits contre les particuliers	759	787	1067	1081	1210	1149	1151	892	690	643
<i>Vols aggravés</i>										
<i>Viols</i>	115	146	118	133	177	111	99	92	24	42
<i>Coups mortels</i>	137	150	173	176	226	195	84	19	38	85
<i>Homicides volontaires, Assassinsats</i>	109	133	127	165	178	178	212	162	90	34
<i>Coups et blessures volontaires</i>	325	319	571	498	518	514	650	534	468	396
<i>Autres</i>	35	27	31	32	77	107	55	38	15	19
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	34	29	42	46	58	48	66	60	58	40
Dont										
<i>Trafic et consommation de stupéfiants</i>	11	4	15	15	19	12	19	23	29	18
<i>Mutilations génitales féminines</i>	1	6	0	0	1	0	0	6	0	1
<i>Enlèvement d'enfant</i>	9	6	8	14	22	13	10	2	0	8
<i>Attentats à la pudeur</i>	2	0	4	1	1	2	1	1	0	1
Crimes et délits contre la chose publique	41	75	75	96	122	143	113	84	41	51
Dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	29	45	52	47	79	91	91	47	24	34
<i>Evasion</i>	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
<i>Détournement de deniers publics</i>	6	12	11	17	22	13	12	10	12	6
Crimes et délits contre la sécurité publique	115	100	51	121	160	190	317	628	966	912
Dont										
<i>Associations de malfaiteurs</i>	115	100	51	121	160	131	115	79	91	53
<i>Terrorisme</i>	0	0	0	0	0	59	202	549	842	838
Infractions en matière d'armes et de munitions	26	6	59	134	102	68	62	48	28	16
Répartition selon la durée de détention préventive										
Moins de 3 mois	227	229	264	236	192	205	181	129	311	217
3 mois à moins de 6 mois	167	136	214	197	264	227	206	319	226	183
6 mois à moins de 12 mois	178	219	442	415	331	275	404	357	274	311
1 an à moins de 2 ans	225	206	252	461	545	516	418	439	500	454
2 ans à moins de 3 ans	151	118	87	145	253	324	253	212	289	315
3 ans à moins de 4 ans	74	74	68	53	85	177	213	163	133	155
4 ans et plus	74	87	81	102	117	159	218	253	181	187

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V-28 : Ensemble des mis en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1096	1069	1408	1609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822
Banfora	29	51	39	52	126	117	93	48	56	39
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	97	102	115	137	158	153	140	127	140	145
Bogandé	48	59	84	184	185	180	173	152	80	58
Boromo	61	39	44	51	48	43	37	33	37	27
Dédougou	33	32	49	46	38	66	38	29	35	35
Diapaga	25	43	68	67	73	102	114	82	71	65
Diébougou	26	17	23	37	32	44	50	52	46	48
Djibo	15	21	27	31	38	59	34	34	0	0
Dori	28	15	25	39	36	27	23	40	19	7
Fada N'gourma	130	75	54	47	70	92	103	112	69	35
Gaoua	36	35	28	37	54	39	44	58	71	75
Kaya	41	38	54	79	76	62	39	15	11	21
Kongoussi	15	17	15	28	24	21	6	5	6	12
Koudougou	53	56	74	41	46	60	50	38	24	29
Koupéla	-	-	-	-	-	1	19	28	26	7
Léo	14	34	50	62	56	58	50	23	28	26
Manga	40	61	72	64	58	23	37	17	9	9
Nouna	23	13	30	28	23	20	22	18	7	14
Orodara	9	18	22	62	48	57	62	42	34	34
Ouagadougou (MACO)	230	212	236	273	334	378	369	248	194	198
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	51	195	540	867	853
Ouahigouya	23	26	37	28	30	25	30	30	17	19
Tenkodogo	52	45	194	145	162	120	85	41	13	24
Tougan	34	23	24	17	16	25	33	26	24	19
Yako	7	4	6	15	18	12	15	14	13	14
Ziniaré	27	33	38	39	38	48	32	20	17	9

Tableau V-29 : Ensemble des femmes mises en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	30	30	39	52	53	59	64	68	54	45
Banfora	1	1	0	3	5	1	1	2	3	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	4	4	10	5	7	9	9	7	5
Bogandé	0	1	1	1	1	1	4	4	3	0
Boromo	1	1	1	0	0	0	2	3	2	2
Dédougou	1	0	3	2	2	3	1	1	1	1
Diapaga	0	0	1	0	0	2	0	0	3	2
Diébougou	0	1	2	3	6	6	7	6	7	5
Djibo	0	1	0	0	0	0	1	1	0	0
Dori	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Fada N'gourma	2	1	1	2	1	1	1	0	1	0
Gaoua	1	0	0	1	4	1	3	3	2	2
Kaya	3	2	1	3	3	2	1	0	1	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Koudougou	2	2	7	0	0	1	0	1	0	2
Koupéla						0	1	0	0	0
Léo	1	0	3	1	3	0	2	2	2	1
Manga	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Nouna	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	1	8	9	7	1	4	3	3
Ouagadougou (MACO)	11	10	6	8	2	24	25	20	14	16
Ouagadougou (PHS)				0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	1	3	2	1	1	2	2	2	1
Tenkodogo	1	0	2	5	7	1	0	0	1	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Yako	0	0	0	1	1	0	1	1	2	2
Ziniaré	1	5	3	1	1	1	1	5	0	0

Tableau V-30 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	24	24	38	47	63	47	27	17	28	44
Banfora	2	3	1	1	8	5	4	0	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	6	5	2	7	2	0	4	4	1
Bogandé	0	1	2	7	7	3	4	1	2	0
Boromo	0	0	0	2	1	0	1	0	0	0
Dédougou	1	4	7	2	1	2	2	0	0	1
Diapaga	0	1	2	1	3	3	1	0	0	0
Diébougou	0	0	2	1	0	2	1	0	1	0
Djibo	1	0	1	1	2	4	1	1	0	0
Dori	2	0	0	1	2	1	0	4	0	0
Fada N'gourma	2	0	0	2	2	4	2	2	0	2
Gaoua	4	1	0	2	2	0	0	0	1	1
Kaya	0	0	1	8	5	0	0	0	0	3
Kongoussi	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0
Koudougou	2	1	0	0	2	1	0	0	4	10
Koupéla	-	-	-	-	-	0	1	0	0	0
Léo	1	0	1	1	1	1	1	0	1	1
Manga	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Nouna	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	1	3	3	4	1	1	0	1
Ouagadougou (MACO)	3	2	5	5	7	4	3	4	3	8
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	0	3	8
Ouahigouya	1	0	3	2	1	0	0	0	0	0
Tenkodogo	3	4	3	3	6	8	2	0	0	3
Tougan	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1
Yako	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	0	0	1	0	1	3	1	0	8	4

Tableau V-31 : Mis en examen de 18 ans et plus, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 072	1 045	1 370	1 562	1 724	1 836	1 866	1 855	1 886	1 778
Banfora	27	48	38	51	118	112	89	48	55	39
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	97	96	110	135	151	151	140	123	136	144
Bogandé	48	58	82	177	178	177	169	151	78	58
Boromo	61	39	44	49	47	43	36	33	37	27
Dédougou	32	28	42	44	37	64	36	29	35	34
Diapaga	25	42	66	66	70	99	113	82	71	65
Diébougou	26	17	21	36	32	42	49	52	45	48
Djibo	14	21	26	30	36	55	33	33	0	0
Dori	26	15	25	38	34	26	23	36	19	7
Fada N'gourma	128	75	54	45	68	88	101	110	69	33
Gaoua	32	34	28	35	52	39	44	58	70	74
Kaya	41	38	53	71	71	62	39	15	11	18
Kongoussi	15	17	15	26	22	21	6	5	6	12
Koudougou	51	55	74	41	44	59	50	38	20	19
Koupéla	-	-	-	-	-	1	18	28	26	7
Léo	13	34	49	61	55	57	49	23	27	25
Manga	39	60	72	63	58	23	37	17	9	9
Nouna	22	13	28	28	23	20	22	18	7	14
Orodara	9	18	21	59	45	53	61	41	34	33
Ouagadougou (MACO)	227	210	231	268	327	374	366	244	191	190
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	51	195	540	864	845
Ouahigouya	22	26	34	26	29	25	30	30	17	19
Tenkodogo	49	41	191	142	156	112	83	41	13	21
Tougan	34	23	23	17	16	25	32	26	24	18
Yako	7	4	6	15	18	12	14	14	13	14
Ziniaré	27	33	37	39	37	45	31	20	9	5

Tableau V-32 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	759	787	1067	1081	1 210	1 149	1 151	892	690	643
Banfora	24	37	35	45	123	92	82	41	53	35
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	84	87	91	103	112	108	92	81	86	86
Bogandé	19	44	28	57	58	62	66	59	47	34
Boromo	39	34	39	37	42	36	28	27	35	26
Dédougou	27	29	48	41	36	37	38	29	32	27
Diapaga	21	27	65	61	68	63	68	46	29	27
Diébougou	18	13	22	32	30	39	45	47	43	38
Djibo	15	21	25	30	37	47	31	31	0	0
Dori	19	11	23	39	36	27	18	24	9	5
Fada N'gourma	94	55	46	35	42	57	84	93	40	28
Gaoua	28	33	27	30	32	33	37	43	52	58
Kaya	27	31	48	53	66	59	35	13	6	12
Kongoussi	11	14	14	16	14	14	6	5	6	7
Koudougou	35	39	48	30	34	43	41	28	17	21
Koupéla	-	-	-	-	-	1	13	16	19	2
Léo	9	24	26	44	44	47	32	22	27	23
Manga	29	45	59	39	46	21	32	16	6	5
Nouna	22	13	26	22	19	19	17	10	6	12
Orodara	7	12	14	36	43	46	50	27	20	20
Ouagadougou (MACO)	104	111	141	166	196	171	187	131	87	111
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	1	0	0
Ouahigouya	20	25	34	25	23	23	29	23	16	18
Tenkodogo	43	34	150	88	52	45	60	25	8	19
Tougan	34	23	23	16	14	19	28	25	22	17
Yako	7	3	6	7	11	9	10	11	9	4
Ziniaré	23	22	29	29	32	31	22	18	15	8

Tableau V-33 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	121	72	114	131	135	283	184	160	130	158
Banfora	1	0	1	0	2	2	7	2	3	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	3	3	3	11	11	20	18	31	25	31
Bogandé	1	1	1	6	6	43	6	7	3	13
Boromo	8	1	1	7	2	4	2	0	1	1
Dédougou	0	0	0	1	0	27	0	0	1	6
Diapaga	1	2	1	0	1	17	20	6	3	9
Diébougou	7	2	1	4	0	2	4	2	1	9
Djibo	0	0	1	1	0	2	2	2	0	0
Dori	1	0	0	0	0	0	4	10	3	0
Fada N'gourma	10	5	2	1	5	29	8	2	1	0
Gaoua	0	0	0	3	6	0	0	8	15	15
Kaya	7	2	1	14	5	3	3	2	5	8
Kongoussi	2	0	1	1	2	7	0	0	0	0
Koudougou	7	2	13	4	7	8	1	5	4	7
Koupéla	-	-	-	-	-	0	2	8	4	0
Léo	3	0	7	9	9	9	15	0	0	0
Manga	6	11	4	5	4	0	3	1	1	2
Nouna	0	0	1	1	0	0	4	7	0	0
Orodara	1	2	0	2	1	2	0	5	6	1
Ouagadougou (MACO)	63	35	32	50	50	85	74	53	50	51
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	1	2	1	4	1	0	2	0	1
Tenkodogo	0	3	37	5	16	5	1	1	0	1
Tougan	0	0	0	0	0	2	2	1	1	0
Yako	0	0	0	0	1	1	1	3	2	0
Ziniaré	0	2	5	5	3	14	7	2	1	1

Tableau V-34 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	41	75	75	96	122	143	113	84	41	51
Banfora	2	13	2	6	0	23	2	3	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	3	1	8	13	26	16	19	10	19	13
Bogandé	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Boromo	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Dédougou	0	3	0	1	2	2	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	10	4	27	3	1
Diébougou	0	0	0	1	2	2	0	2	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0
Dori	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0
Fada N'gourma	1	0	0	3	6	2	1	2	3	7
Gaoua	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Kaya	0	4	3	2	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	8	0	0	0	0	1
Koudougou	2	6	7	4	2	4	7	4	0	1
Koupéla	-	-	-	-	-	0	1	0	0	0
Léo	0	2	1	3	1	0	0	0	0	0
Manga	0	2	0	0	0	1	1	0	0	0
Nouna	1	0	2	5	4	1	1	1	1	0
Orodara	1	3	6	20	0	1	4	1	0	1
Ouagadougou (MACO)	23	38	39	31	55	66	63	32	11	15
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	1	0	3	0	0	1	1	0
Tenkodogo	0	0	2	1	9	2	4	1	2	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2
Yako	0	1	0	0	3	0	0	0	0	10
Ziniaré	4	2	1	4	0	2	3	0	1	0

Tableau V-35 : Mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	115	100	51	121	160	190	317	628	966	912
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	9	10	6	5	5	8	1	5	12
Bogandé	20	8	2	7	31	25	39	39	9	0
Boromo	5	3	3	1	1	1	0	0	1	0
Dédougou	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	2	14	0	6	0	9	22	0	18	22
Diébougou	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	8	4	0	0	0	0	0	6	7	2
Fada N'gourma	20	14	4	7	11	4	0	0	18	0
Gaoua	1	0	0	1	10	1	3	1	0	0
Kaya	7	1	2	6	5	0	1	0	0	0
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	4	9	4	1	2	2	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	0	1	1	0	0
Léo	2	8	12	1	1	1	0	0	0	0
Manga	1	3	2	16	8	1	1	0	2	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Orodara	0	0	0	2	1	1	1	1	0	4
Ouagadougou (MACO)	30	18	12	14	12	31	26	22	39	13
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	51	195	539	867	853
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	1	4	0	0
Tenkodogo	8	6	0	46	72	57	18	14	0	4
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	7	1	1	1	0	0	0
Ziniaré	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V-36 : Mis en examen dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	299	279	236	300	455	660	684	628	603	657
Banfora	6	6	9	12	19	13	48	19	16	10
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	53	53	46	47	83	96	82	67	57	70
Bogandé	31	16	3	19	33	105	139	125	67	30
Boromo	10	11	14	16	21	17	15	14	25	22
Dédougou	3	6	7	9	9	13	13	12	23	13
Diapaga	10	6	7	6	30	33	49	56	40	26
Diébougou	2	3	4	5	7	16	20	30	30	28
Djibo	2	4	5	6	15	16	11	11	0	0
Dori	0	2	6	0	4	16	5	5	3	0
Fada N'gourma	50	41	15	11	6	10	28	41	24	11
Gaoua	10	9	9	14	8	7	10	3	8	18
Kaya	23	18	18	18	20	39	28	11	0	0
Kongoussi	5	4	2	3	8	1	2	1	2	1
Koudougou	8	16	12	13	11	15	17	11	4	4
Koupéla	-	-	-	-	-	0	0	4	4	2
Léo	6	2	3	21	28	36	22	5	8	14
Manga	8	12	5	25	20	6	7	9	6	1
Nouna	3	2	4	3	7	12	15	9	1	2
Orodara	0	1	1	7	3	27	27	13	23	22
Ouagadougou (MACO)	37	38	39	32	70	116	111	104	63	38
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	1	2	40	165	325
Ouahigouya	5	5	6	5	7	8	8	5	4	3
Tenkodogo	10	2	0	7	31	39	2	8	3	1
Tougan	12	11	7	5	5	7	5	14	21	12
Yako	2	1	1	2	1	3	5	3	0	2
Ziniaré	3	10	13	14	9	8	13	8	6	2

V.4 Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V-37 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble des condamnés	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731
Répartition selon le sexe et la catégorie										
Hommes	3 126	3 258	3 690	4 129	4 158	4 409	5 074	4 857	4 316	4 682
<i>Mineurs</i>	45	49	62	104	49	85	112	61	46	44
<i>Majeurs</i>	3081	3209	3628	4025	4109	4 324	4 962	4796	4270	4638
Femmes	33	26	54	45	35	43	74	89	64	49
<i>Mineurs</i>	2	1	0	3	4	2	6	0	0	0
<i>Majeurs</i>	31	25	54	42	31	41	68	89	64	49
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	47	50	62	107	53	87	118	61	46	44
18 ans à moins de 21 ans	347	318	348	406	455	495	453	398	302	419
21 ans à moins de 25 ans	649	573	648	827	839	817	931	921	782	824
25 ans à moins de 30 ans	831	889	982	991	1 064	1 117	1 137	1 178	1 045	1 164
30 ans à moins de 40 ans	891	996	1 158	1 267	1 238	1 316	1 737	1 585	1 405	1 443
40 ans et plus	394	458	546	576	544	620	772	803	800	837
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733	2 792
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950	2 042
<i>Grand banditisme</i>	-	-	-	-	-	462	496	587	589	508
<i>Abus de confiance</i>	103	103	150	163	176	170	188	166	135	160
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	30	52	28	29	25	29	72	32	30	32
Crimes et délits contre les particuliers	336	454	557	565	548	417	591	742	894	1 272
Dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	113	119	135	161	117	135	170	150	172	208
<i>Vols aggravés</i>	104	202	263	266	301	113	128	96	104	367
<i>Homicides volontaires Assassinats</i>	44	55	47	38	48	47	52	80	100	103
<i>Viols</i>	13	14	9	13	4	36	155	303	327	303
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	213	204	332	353	347	364	531	529	476	408
Dont										
<i>Trafic et consommation de stupéfiants</i>	125	116	198	243	237	266	379	408	347	230
<i>Mutilations génitales féminines</i>	16	13	33	13	19	16	28	45	19	3
<i>Attentats à la pudeur</i>	49	60	62	72	60	41	41	31	26	19
Crimes et délits contre la chose publique	116	95	122	177	148	134	184	153	130	140
Dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	50	46	61	75	54	43	76	77	56	68
<i>Evasion</i>	37	29	37	69	52	31	30	38	13	11
<i>Détournement de deniers publics</i>	1	1	2	0	1	3	12	13	14	15
Crimes et délits contre la sécurité publique	32	41	15	112	166	39	63	129	66	58
Dont										
Associations de malfaiteurs	32	41	15	112	166	39	63	129	42	56
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Infractions en matière d'armes et de munitions	45	32	56	44	32	48	68	67	71	53
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 3 mois	8	28	42	47	17	5	7	0	3	22
3 mois à moins de 6 mois	89	76	141	96	69	41	27	26	44	63
6 mois à moins de 12 mois	399	338	374	374	310	322	286	147	186	202
1 an à moins de 2 ans	905	1 001	1 099	1 224	1 197	1 230	1 357	1 219	698	793
2 ans à moins de 3 ans	601	552	622	814	873	793	900	942	785	807
3 ans à moins de 5 ans	611	613	693	759	817	910	1212	1097	997	1000
5 ans à moins de 10 ans	397	468	522	560	521	689	828	898	1014	1168
10 ans à 20 ans	102	136	172	211	279	318	360	464	494	482
Plus de 20 ans (sans perpétuité)	24	47	47	63	78	110	131	96	107	135
Perpétuité	13	14	21	16	21	22	27	45	52	59
Peine de mort	10	11	11	10	11	12	13	12	0	0

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V-38 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731
Banfara	144	147	177	169	166	156	176	171	160	177
Baporo	48	39	34	16	32	28	17	15	59	47
Bobo-Dioulasso	337	331	421	347	320	358	479	493	467	403
Bogandé	58	40	65	95	110	92	94	100	62	73
Boromo	68	94	143	196	166	170	200	175	189	174
Dédougou	105	127	99	132	105	112	127	158	179	195
Diapaga	52	38	42	74	88	95	126	119	104	192
Diébougou	31	54	65	85	82	92	142	134	149	164
Djibo	78	70	69	57	68	101	110	110	40	21
Dori	95	103	110	118	122	101	80	57	84	89
Fada N'gourma	139	186	155	162	216	193	220	180	165	180
Gaoua	65	85	81	78	78	124	155	144	122	158
Kaya	158	161	220	242	225	176	147	123	135	146
Kongoussi	57	43	42	49	53	68	53	55	61	76
Koudougou	121	119	125	153	162	227	200	197	150	210
Koupéla	-	-	-	-	-	0	64	78	77	79
Léo	74	75	65	76	103	93	70	74	94	95
Manga	115	151	141	153	181	169	118	90	113	101
Nouna	27	23	32	49	34	76	72	94	73	78
Orodara	34	50	31	43	31	67	66	64	64	101
Ouagadougou (MACO)	926	956	1103	1 146	1 163	1 173	1661	1622	1221	1352
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	231	185	177	156	127	66	61
Ouahigouya	76	72	113	158	149	160	183	178	169	172
Tenkodogo	220	174	282	215	122	191	173	151	153	149
Tougan	42	46	36	27	58	71	88	83	73	79
Yako	38	41	48	38	93	87	65	42	51	52
Ziniaré	51	59	45	65	81	95	106	112	100	107

Tableau V-39 : Condamnées femmes, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	33	26	54	45	35	43	74	89	64	49
Banfara	2	2	3	1	0	1	3	2	3	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	7	4	9	4	3	7	5	6	5	4
Bogandé	0	0	0	1	0	0	2	1	2	2
Boromo	1	0	0	1	0	1	3	1	2	3
Dédougou	0	0	1	3	1	1	2	1	1	1
Diapaga	0	0	0	0	2	0	1	0	1	3
Diébougou	0	0	0	3	1	2	7	8	3	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Fada N'gourma	2	1	0	1	0	0	0	5	0	0
Gaoua	0	0	0	0	1	1	4	2	2	4
Kaya	5	3	4	3	2	3	4	0	4	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	0	0	1	0	0	1	1	2	0
Koupéla	-	-	-	-	-	0	4	7	6	1
Léo	0	0	0	2	1	1	1	0	2	4
Manga	2	0	0	0	0	1	2	3	0	1
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1
Ouagadougou (MACO)	9	12	14	19	17	5	14	36	16	9
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	1	1	0	2	4	1	0	0	6	3
Tenkodogo	3	0	22	4	1	15	6	4	2	7
Tougan	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Yako	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0
Ziniaré	0	2	1	0	2	3	13	10	4	1

Tableau V-40 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	47	50	62	107	53	87	118	61	46	44
Banfora	1	0	1	2	0	3	4	2	0	0
Baporo	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	3	2	5	1	4	11	1	2	2	1
Bogandé	0	0	1	0	0	2	0	1	0	1
Boromo	0	1	3	10	1	8	6	2	1	0
Dédougou	0	1	3	0	5	0	0	1	0	1
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	3	1	0
Diébougou	0	3	3	4	0	1	2	2	6	5
Djibo	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Dori	1	3	1	5	1	0	0	1	1	0
Fada N'gourma	4	5	6	4	0	4	2	4	4	3
Gaoua	2	1	0	1	1	1	0	1	0	0
Kaya	6	5	3	5	1	5	0	0	0	0
Kongoussi	2	1	1	2	0	0	0	0	0	0
Koudougou	2	2	3	8	3	7	2	1	2	1
Koupéla	-	-	-	-	-	0	3	4	1	1
Léo	5	3	1	1	1	0	1	0	0	1
Manga	1	3	2	2	3	5	4	2	4	0
Nouna	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	1	1	0	3	0	0	2	1	1	2
Ouagadougou (MACO)	11	11	18	40	19	20	79	22	9	17
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	0	2	6	1	10	8	7	11	9
Tenkodogo	1	5	6	8	4	2	0	1	0	0
Tougan	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Yako	0	2	3	1	3	2	1	1	0	0
Ziniaré	2	0	0	2	5	5	3	3	3	2

Tableau V-41 : Condamnés de 18 ans et plus, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	3 112	3 234	3 682	4 067	4 140	4 365	5 030	4 885	4 334	4 687
Banfora	143	147	176	167	166	153	172	169	160	177
Baporo	48	38	34	15	32	28	17	15	59	47
Bobo-Dioulasso	334	329	416	346	316	347	478	491	465	402
Bogandé	58	40	64	95	110	90	94	99	62	72
Boromo	68	93	140	186	165	162	194	173	188	174
Dédougou	105	126	96	132	100	112	127	157	179	194
Diapaga	52	38	42	74	88	95	126	116	103	192
Diébougou	31	51	62	81	82	91	140	132	143	159
Djibo	75	70	69	57	68	100	110	110	40	21
Dori	94	100	109	113	121	101	80	56	83	89
Fada N'gourma	135	181	149	158	216	189	218	176	161	177
Gaoua	63	84	81	77	77	123	155	143	122	158
Kaya	152	156	217	237	224	171	147	123	135	146
Kongoussi	55	42	41	47	53	68	53	55	61	76
Koudougou	119	117	122	145	159	220	198	196	148	209
Koupéla	-	-	-	-	-	0	61	74	76	78
Léo	69	72	64	75	102	93	69	74	94	94
Manga	114	148	139	151	178	164	114	88	109	101
Nouna	27	23	32	48	34	76	72	94	73	78
Orodara	33	49	31	40	31	67	64	63	63	99
Ouagadougou (MACO)	915	945	1085	1106	1144	1153	1582	1600	1212	1335
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	231	185	177	156	127	66	61
Ouahigouya	74	72	111	152	148	150	175	171	158	163
Tenkodogo	219	169	276	207	118	189	173	150	153	149
Tougan	42	46	36	27	57	71	88	83	73	79
Yako	38	39	45	37	90	85	64	41	51	52
Ziniaré	49	59	45	63	76	90	103	109	97	105

Tableau V-42 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950	2 042
Banfora	119	104	124	122	125	93	128	107	89	96
Baporo	37	33	29	15	27	23	13	14	48	36
Bobo-Dioulasso	217	202	262	201	208	236	315	300	273	211
Bogandé	39	16	42	73	75	36	29	29	9	8
Boromo	40	62	97	128	127	124	132	100	101	96
Dédougou	76	80	75	99	76	82	93	101	119	105
Diapaga	23	25	21	36	59	38	56	40	29	39
Diébougou	23	41	48	58	64	61	82	70	66	78
Djibo	46	47	55	45	60	84	85	85	30	17
Dori	56	64	70	74	89	78	48	35	44	39
Fada N'gourma	102	121	103	87	103	78	73	66	50	65
Gaoua	43	40	39	53	48	83	87	66	52	63
Kaya	124	129	169	175	156	119	88	62	44	66
Kongoussi	43	29	28	34	43	45	35	28	20	21
Koudougou	94	96	97	116	130	171	147	135	107	151
Koupéla	-	-	-	-	-	0	27	28	18	28
Léo	63	58	47	55	61	51	28	15	26	25
Manga	89	123	107	106	121	103	73	43	37	37
Nouna	23	18	21	27	26	63	55	50	37	33
Orodara	31	31	19	27	22	48	38	29	25	44
Ouagadougou (MACO)	663	673	660	691	722	734	936	775	469	474
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	141	74	47	27	18	6	20
Ouahigouya	54	47	98	106	113	116	122	138	112	129
Tenkodogo	148	126	163	138	73	102	78	75	40	52
Tougan	35	35	20	20	34	48	55	61	44	47
Yako	37	36	37	31	55	54	38	15	21	21
Ziniaré	41	44	30	44	37	37	34	35	34	41

Tableau V-43 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733	2 792
Banfora	123	119	133	133	136	122	139	128	102	103
Baporo	40	36	30	15	30	24	13	14	49	37
Bobo-Dioulasso	226	217	280	220	239	265	355	343	321	254
Bogandé	42	16	44	76	76	60	34	31	11	18
Boromo	44	70	102	147	132	138	140	109	111	106
Dédougou	81	104	78	104	79	86	98	103	128	117
Diapaga	32	29	22	38	67	68	84	49	51	65
Diébougou	23	42	53	65	67	72	98	83	81	90
Djibo	51	50	62	47	61	89	92	92	35	18
Dori	61	71	73	84	92	81	51	45	55	56
Fada N'gourma	111	135	107	93	116	173	181	150	125	69
Gaoua	47	42	47	61	53	99	93	88	73	87
Kaya	128	132	174	180	160	122	103	68	58	78
Kongoussi	44	31	30	35	44	48	44	33	26	26
Koudougou	102	104	106	123	139	182	165	149	121	164
Koupéla	-	-	-	-	-	0	34	45	45	47
Léo	66	60	49	56	65	69	51	43	56	52
Manga	95	130	116	113	131	125	91	54	51	55
Nouna	23	18	23	27	26	63	57	56	45	47
Orodara	33	43	26	28	25	52	54	40	37	57
Ouagadougou (MACO)	712	701	732	770	797	940	1209	1 183	805	845
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	143	75	127	87	18	19	47
Ouahigouya	58	49	100	115	120	131	144	151	119	131
Tenkodogo	161	137	182	152	86	112	97	83	58	63
Tougan	36	39	23	20	38	58	73	64	51	50
Yako	37	37	39	31	61	78	59	33	38	36
Ziniaré	41	46	31	47	37	63	64	71	62	74

Tableau V-44 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	336	454	557	565	548	417	591	742	894	1272
Banfora	7	5	16	15	8	15	14	16	26	33
Baporo	2	2	1	0	1	0	3	0	7	9
Bobo-Dioulasso	69	78	99	73	32	56	75	103	107	108
Bogandé	3	18	6	4	8	14	33	35	22	38
Boromo	8	14	19	21	14	15	37	46	60	53
Dédougou	18	16	18	20	18	21	27	40	35	69
Diapaga	16	3	10	21	14	7	13	27	22	24
Diébougou	3	8	7	10	6	10	16	24	45	55
Djibo	24	13	7	6	6	10	12	12	3	2
Dori	22	14	31	18	22	16	23	8	23	25
Fada N'gourma	11	22	9	35	40	7	11	17	21	92
Gaoua	14	39	20	10	10	6	14	25	30	53
Kaya	8	16	27	37	43	45	35	42	50	47
Kongoussi	5	4	6	9	5	15	8	17	32	29
Koudougou	9	14	7	19	14	11	13	28	17	29
Koupéla	-	-	-	-	-	0	20	22	23	28
Léo	3	4	6	6	29	9	10	11	15	28
Manga	8	9	15	15	9	14	9	13	19	24
Nouna	3	4	4	4	4	9	10	30	26	25
Orodara	0	3	2	7	3	6	7	21	25	39
Ouagadougou (MACO)	61	142	174	133	158	56	103	112	188	348
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	17	24	28	37	33	4	8
Ouahigouya	14	11	9	31	12	9	21	18	30	20
Tenkodogo	16	7	50	34	9	13	17	9	23	34
Tougan	5	0	5	5	15	7	11	17	13	22
Yako	0	0	0	1	5	2	2	2	8	13
Ziniaré	7	8	9	14	39	16	10	14	20	17

Tableau V-45 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	213	204	332	353	347	364	531	529	476	408
Banfora	6	20	15	9	11	9	10	11	11	18
Baporo	5	1	2	0	1	4	1	1	3	0
Bobo-Dioulasso	24	23	26	28	40	29	33	31	28	25
Bogandé	0	1	0	0	1	6	10	10	5	0
Boromo	7	3	15	16	13	13	11	6	8	6
Dédougou	5	7	2	6	5	3	1	9	13	7
Diapaga	3	1	5	8	7	13	20	13	17	88
Diébougou	3	2	4	9	9	6	24	21	19	15
Djibo	2	3	0	2	0	2	4	4	1	1
Dori	11	8	6	12	4	3	2	2	5	5
Fada N'gourma	13	6	25	8	8	8	11	8	2	6
Gaoua	1	3	10	1	6	9	23	21	18	13
Kaya	16	9	11	16	11	7	6	7	15	11
Kongoussi	5	4	3	2	2	4	1	2	2	18
Koudougou	2	0	4	1	2	6	2	5	8	5
Koupéla	-	-	-	-	-	0	2	7	7	4
Léo	3	8	9	11	5	11	6	16	22	12
Manga	4	5	7	19	16	12	11	17	38	20
Nouna	0	0	2	0	1	2	4	7	2	2
Orodara	0	3	1	2	1	3	5	3	2	3
Ouagadougou (MACO)	90	74	137	160	140	141	260	251	159	96
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	23	20	15	9	3	0	1
Ouahigouya	2	3	2	11	15	7	8	9	13	16
Tenkodogo	10	10	29	6	17	33	36	44	61	19
Tougan	1	5	5	1	3	3	1	0	6	6
Yako	0	3	8	1	5	4	2	5	3	1
Ziniaré	0	2	4	1	4	11	28	16	8	10

Tableau V-46 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	116	95	122	177	148	134	184	153	130	140
Banfora	7	2	9	8	4	2	4	7	19	20
Baporo	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	6	11	9	6	1	9	7	6	12
Bogandé	2	1	3	2	1	0	0	0	0	0
Boromo	9	7	6	8	6	3	10	13	7	5
Dédougou	1	0	1	1	3	2	1	4	3	2
Diapaga	1	2	1	4	0	6	9	9	5	2
Diébougou	1	2	1	0	0	4	3	5	2	1
Djibo	1	4	0	2	1	0	0	0	0	0
Dori	1	7	0	4	4	1	4	1	1	3
Fada N'gourma	3	3	4	5	6	3	17	5	17	10
Gaoua	1	0	4	0	0	2	6	1	0	1
Kaya	4	0	3	6	8	1	1	3	5	3
Kongoussi	3	1	0	1	0	1	0	3	1	3
Koudougou	4	1	3	5	7	25	8	6	4	7
Koupéla						0	6	1	0	0
Léo	1	2	1	3	3	1	2	1	1	1
Manga	5	5	3	4	14	18	7	6	5	1
Nouna	1	0	2	17	3	1	0	1	0	2
Orodara	1	0	2	6	2	6	0	0	0	1
Ouagadougou (MACO)	48	39	49	66	66	27	77	59	36	54
Ouagadougou (PHS)				8	4	3	1	0	0	0
Ouahigouya	2	5	2	1	2	10	10	0	1	1
Tenkodogo	14	4	14	10	7	12	2	7	5	3
Tougan	0	2	2	0	1	2	2	2	2	1
Yako	0	0	0	3	0	1	2	2	0	1
Ziniaré	2	2	1	3	0	2	3	10	10	6

Tableau V-47 : Condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	32	41	15	112	166	39	63	129	66	58
Banfora	0	0	1	4	7	8	4	4	2	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Bobo-Dioulasso	8	7	5	17	3	2	3	3	0	2
Bogandé	0	4	0	0	11	1	10	8	4	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	3	3	2	0	0	0	21	0	6
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	4	21	46	0	0	0	0	0
Gaoua	1	1	0	3	9	7	19	9	0	1
Kaya	2	4	1	1	1	1	1	1	3	5
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	0	0	3	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	2	2	0	0	8	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	4	0	1	9	0	1	1	4	24	7
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	40	58	0	5	68	29	2
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	15	16	0	13	3	19	20	8	4	30
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	20	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V-48 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	45	32	56	44	32	48	68	67	71	53
Banfora	1	1	3	0	0	0	5	5	0	0
Baporo	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	6	0	0	0	0	5	4	6	5	2
Bogandé	11	0	12	13	13	11	7	16	20	17
Boromo	0	0	1	4	1	1	2	1	3	2
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Diapaga	0	0	1	1	0	1	0	0	3	7
Diébougou	1	0	0	1	0	0	1	1	2	2
Djibo	0	0	0	0	0	0	2	2	1	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Fada N'gourma	1	20	6	0	0	2	0	0	0	3
Gaoua	1	0	0	3	0	1	0	0	1	3
Kaya	0	0	4	2	2	0	1	2	4	1
Kongoussi	0	3	3	2	2	0	0	0	0	0
Koudougou	4	0	5	4	0	3	12	9	0	5
Koupéla	-	-	-	-	-	0	1	0	1	0
Léo	1	1	0	0	1	3	1	3	0	0
Manga	1	0	0	2	3	0	0	0	0	0
Nouna	0	1	1	1	0	1	1	0	0	2
Orodara	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	11	0	10	8	2	5	11	13	6	1
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	4	4	17	5	14	3
Ouahigouya	0	4	0	0	0	3	0	0	6	4
Tenkodogo	4	0	7	0	0	2	1	0	2	0
Tougan	0	0	1	1	1	1	1	0	1	0
Yako	1	1	1	2	2	2	0	0	2	1
Ziniaré	1	0	0	0	1	3	1	1	0	0

Tableau V-49 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	1 758	1 841	2 088	2 433	2 600	2 854	3 471	3 554	3 449	3 651
Banfora	112	112	135	123	62	75	117	111	104	115
Baporo	25	21	10	11	20	18	11	13	51	35
Bobo-Dioulasso	157	183	239	244	170	225	311	374	397	357
Bogandé	20	20	26	55	67	62	53	70	51	38
Boromo	23	40	80	64	92	95	116	130	133	120
Dédougou	77	68	56	67	79	83	93	123	144	151
Diapaga	21	20	32	44	47	78	88	90	102	174
Diébougou	18	26	30	40	48	50	91	87	114	119
Djibo	34	36	47	31	36	55	72	72	37	21
Dori	66	69	67	64	77	62	46	46	73	69
Fada N'gourma	49	86	79	115	123	143	156	143	141	142
Gaoua	31	35	51	48	60	85	124	113	108	109
Kaya	99	93	117	147	152	125	110	102	99	100
Kongoussi	29	23	17	26	34	41	46	44	55	63
Koudougou	67	69	17	18	91	92	103	115	104	138
Koupéla	-	-	-	-	-	0	45	62	55	63
Léo	37	34	33	33	71	67	50	55	67	74
Manga	73	99	88	95	130	126	88	75	78	80
Nouna	12	9	7	19	26	38	44	67	64	44
Orodara	8	19	5	15	20	20	28	45	54	66
Ouagadougou (MACO)	578	599	692	692	718	785	1150	1132	956	1107
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	198	177	171	156	127	66	61
Ouahigouya	33	39	33	66	71	70	92	114	126	127
Tenkodogo	119	79	150	140	51	108	97	98	110	107
Tougan	24	28	27	21	45	50	62	50	39	42
Yako	25	22	25	28	77	71	55	32	40	38
Ziniaré	21	12	25	29	56	59	67	64	81	91

V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC

Tableau V-50 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées par année et selon le sexe

sexe	2017			2018			2019			2020		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T	F	G	T
Nombre concerné	10	356	366	8	315	323	8	206	214	4	235	239
dont enquête clôturé	9	341	350	7	278	285	7	180	187	4	217	221

Tableau V-51 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le sexe

	2017			2018			2019			2020		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T	F	G	T
Nombre enquêtes clôturées	9	338	347	7	276	283	7	174	181	4	205	209
Nombre d'enquêtes clôturées avec durée indeter*	0	3	3	0	2	2	0	6	6	0	12	12
Durée moyenne (en jour)	12	15	15	16	19	19	24	27	27	11	21	21

*indeter: indéterminée, ces valeurs ne sont pas prises en compte lors des calculs des durées moyennes

Tableau V-52 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours

	2017			2018			2019			2020		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T	F	G	T
Inférieur ou égal à 15 jours	6	238	244	4	151	155	4	92	96	4	133	137
Supérieur à 15 jours	3	100	103	3	125	128	3	82	85	0	72	72
Ensemble	9	338	347	7	276	283	7	174	181	4	205	209

Tableau V-53 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durées moyennes par année et selon le service social

Service social	2017		2018		2019		2020	
	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)						
Banfora	24	12	19	9	4	15	6	9
Bobo-dioulasso	44	17	38	26	27	36	12	21
Bogandé	3	11	5	17	3	17	3	13
Boromo	12	18	8	13	4	40	4	17
Diapaga	1	8	5	12	5	17	ND	ND
Diébougou	8	11	22	10	13	56	10	26
Djibo	14	12	ND	ND	0	0	0	0
Dori	14	17	24	29	1	28	ND	ND
Fada n'gourma	16	27	7	28	11	39	1	65
Gaoua	6	15	8	10	8	10	10	10
Kaya	6	25	6	18	10	53	10	12
Kongoussi	6	13	7	18	6	23	2	9
Koudougou	36	10	32	22	13	13	30	27
Koupéla	0		0		6	17	0	0
Léo	11	8	6	17	9	13	5	14
MACO	54	10	32	20	27	12	51	12
Manga	8	11	2	8	5	15	2	11
Nouna	2	18	3	8	3	10	0	0
Orodara	13	14	1	15	0	0	11	14
Ouahigouya	31	23	23	16	9	58	13	17
PHS							5	113
Tenkodogo	14	20	13	26	4	14	4	13
Dédougou	3	31	2	8	4	14	22	14
Tougan	8	17	7	16	6	15	1	9
Yako	10	13	7	22	0	0	7	86
Ziniaré	3	9	6	20	3	38	ND	ND
Ensemble	347	15	283	19	181	27	209	21

Tableau V-54 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi initiées, clôturées et durées moyennes en 2020 selon l'infraction

	INFRACTION	Initiées	Clôturées	Durées (jour)
Crime et délit contre la sécurité publique	Autres crimes et délits contre la sécurité publique	2	2	12
	Terrorisme	8	8	74
Crimes et délits contre la chose publique	Faux et usage de faux	1	1	10
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	2	2	8
	Consommation de stupéfiants	2	2	37
	Enlèvement d'enfant	3	3	22
	Trafic d'enfants / vente d'enfants	1	1	12
Crimes et délits contre les biens	Abus de confiance	2	2	10
	Autres crimes et délits contre les biens	2	2	12
	Destructions, dégradations et dommages	4	4	9
	Grand banditisme	4	2	11
	Recel	1	1	37
	Vols, extorsion	137	135	19
Crimes et délits contre les particuliers	Autres Homicides et blessures involontaires	1	1	12
	Coups et blessures volontaires	7	7	15
	Coups mortels	6	6	18
	Homicides et blessures involontaires de la circulation routière	1	1	13
	Homicides volontaires	4	4	10
	Violences et voies de fait	5	5	11
	Viols	20	12	45
	Vols aggravés	5	5	14
Indéterminé		3	3	18
Total général		221	209	21

Tableau V-55 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2020 selon le service social et la durée

Service social	Inférieur ou égal à 15 jours	Supérieur à 15 jours	Ensemble
Banfora	6	0	6
Bobo-dioulasso	5	7	12
Bogande	3	0	3
Boromo	2	2	4
Diapaga	ND	ND	ND
Diebougou	3	7	10
Djibo	0	0	0
Dori	ND	ND	ND
Fada n'gourma	0	1	1
Gaoua	9	1	10
Kaya	7	3	10
Kongoussi	2	0	2
Koudougou	9	21	30
Koupela	0	0	0
Leo	4	1	5
MACO	46	5	51
Manga	2	0	2
Nouna	0	0	0
Orodara	9	2	11
Ouahigouya	10	3	13
PHS	0	5	5
Tenkodogo	4	0	4
Tgi dedougou	15	7	22
Tougan	1	0	1
Yako	0	7	7
Ziniare	ND	ND	ND
Total général	137	72	209

Tableau V-56 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2020 par infractions et selon la durée

INFRACTION		Inférieur ou égal à 15 jours	Supérieur à 15 jours	Ensemble
Crime et délit contre la sécurité publique	Autres crimes et délits contre la sécurité publique	2	0	2
	Terrorisme	3	5	8
Crimes et délits contre la chose publique	Faux et usage de faux	1	0	1
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	2	0	2
	Consommation de stupéfiants	1	1	2
	Enlèvement d'enfant	1	2	3
	Trafic d'enfants / vente d'enfants	1	0	1
Crimes et délits contre les biens	Abus de confiance	2	0	2
	Autres crimes et délits contre les biens	2	0	2
	Destructions, dégradations et dommages	4	0	4
	Grand banditisme	2	0	2
	Recel	0	1	1
	Vols, extorsion	87	48	135
Crimes et délits contre les particuliers	Autres Homicides et blessures involontaires	1	0	1
	Coups et blessures volontaires	5	2	7
	Coups mortels	3	3	6
	Homicides et blessures involontaires de la circulation routière	1	0	1
	Homicides volontaires	4	0	4
	Violences et voies de fait	5	0	5
	Viols	4	8	12
	Vols aggravés	4	1	5
Indéterminé		2	1	3
Total général		137	72	209

VI. Activités des centres de réinsertion sociale

VI.1 Données globales des centres de réinsertion sociale

Tableau VI-1 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale en 2020

	2020		
	F	G	T
Capacité d'accueil	12	428	440
Effectif réel au 31 Décembre	0	379	379
<i>Taux d'occupation au 31/12</i>	0,0%	88,6%	86,1%

Tableau VI-2 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi en 2020

	Personnel			
	F	H	T	
LAYE	Gardes de sécurité pénitentiaire	5	4	9
	<i>Dont formateur</i>	0	2	2
	Travailleurs sociaux	1	0	1
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0
	Encadreurs	2	3	5
	Personnel d'appui	0	8	8
	Autre personnel	0	6	6
CERMICOL	Gardes de sécurité pénitentiaire	6	20	26
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0
	Travailleurs sociaux	1	3	4
	<i>Dont formateur</i>	0	1	1
	Encadreurs	0	0	0
	Personnel d'appui	2	0	2
	Autre personnel	0	0	0
GAMPELA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	4	4
	Travailleurs sociaux	9	22	31
	<i>Dont formateur</i>	1	8	9
	Encadreurs	5	6	11
	Personnel d'appui	0	2	2
	Autre personnel	2	3	5
MEADO	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0
	Travailleurs sociaux	2	22	24
	<i>Dont formateur</i>	0	6	6
	Encadreurs	7	16	23
	Personnel d'appui	2	4	6
	Autre personnel	1	2	3
CEFP/FADA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0
	Travailleurs sociaux	5	13	18
	<i>Dont formateur</i>	0	1	1
	Encadreurs	3	4	7
	Personnel d'appui	2	4	6
	Autre personnel	4	5	9
	Ensemble	59	147	206

Tableau VI-3 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil en 2020

Centre	Type d'atelier	Nombre	Capacité d'accueil
CERMICOL	Maçonnerie	0	0
	Mécanique auto	1	15
	Menuiserie bois	1	15
	Menuiserie métallique	1	15
	Electricité bâtiment	0	0
	Couture	1	15
	Autre	0	0
GAMPELA	Maçonnerie	1	10
	Mécanique auto	1	15
	Menuiserie bois	1	20
	Menuiserie métallique	1	25
	Electricité bâtiment	1	20
	Couture	1	15
	Autre	0	0
MEADO	Maçonnerie	3	24
	Mécanique auto	3	26
	Menuiserie bois	3	24
	Menuiserie métallique	3	24
	Electricité bâtiment	3	24
	Couture	1	8
	Autre	0	0
CEFP/ FADA	Maçonnerie	0	0
	Mécanique auto	1	15
	Menuiserie bois	0	0
	Menuiserie métallique	0	0
	Electricité bâtiment	0	0
	Couture	1	15
	Autre	0	0
Ensemble		28	325

VI.2 Mineurs en conflit avec la loi ou en danger

Tableau VI-4 : Effectif des mineurs en 2020 par sexe et selon l'année d'entrée.

Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	Total
F	0	0	0	0	0	0
M	1	9	13	12	35	70
Total général	1	9	13	12	35	70

Tableau VI-5 : Effectif des mineurs en 2020 par centre de réinsertion sociale et par sexe.

Centre de réinsertion sociale	Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	Total
CERMICOL	F	0	0	0	0	0	0
	M	0	4	7	10	19	40
GAMPELA	F	0	0	0	0	0	0
	M	1		3	1	2	7
MEADO	F	0	0	0	0	0	0
	M	0	4	1	1	4	10
CEFP/Fada	F	0	0	0	0	0	0
	M	0	1	2	0	10	13
Total général		1	9	13	12	35	70

Tableau VI-6 : Effectif des mineurs en 2020 par juridiction de provenance et selon l'année d'entrée.

Juridiction de provenance	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Banfora	0	0	1	1	0	2
Bobo-Dioulasso	0	0	0	1	1	2
Boromo	0	0	1	2	1	4
Dédougou	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	1	0	1	2	4
Djibo	0	0	0	0	0	0
Dori	0	1	1	1	0	3
Fada n'gourma	0	1	0	0	0	1
Gaoua	0	0	0	1	12	13
Kaya	0	1	2	1	0	4
Koudougou	0	1	2	0	6	9
Koupéla	0	0	1	0	0	1
Léo	0	1	1	1	2	5
Manga	0	0	0	0	2	2
Nouna	0	0	0	1	0	1
Orodara	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	3	3	2	8	16
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	0	1	0	0	2
Tougan	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	1	1
Total général	1	9	13	12	35	70

Tableau VI-7 : Effectif des mineurs en 2020 par âge et selon l'année d'entrée.

Age	2016	2017	2018	2019	2020	Total
11	0	0	0	0	1	1
12	0	0	1	0	3	4
13	0	0	0	0	1	1
14	0	0	0	0	5	5
15	0	0	1	2	4	7
16	0	2	2	2	8	14
17	1	2	3	3	7	16
18	0	2	3	1	6	12
19	0	2	2	3	0	7
20	0	1	1	1	0	3
Total général	1	9	13	12	35	70

Tableau VI-8 : Effectif des mineurs en 2020 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée.

Cycle d'éducation	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Primaire	0	6	7	9	20	42
Post Primaire	1	3	4	1	8	17
Secondaire	0	0	0	0	0	0
Coranique	0	0	0	0	0	0
Sans niveau	0	0	2	1	7	10
Nd	0	0	0	1	0	1
Total général	1	9	13	12	35	70

Tableau VI-9 : Niveau d'instruction des mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12

Cycle d'éducation	Nombre	Durée moyenne prévue (en jours)
Primaire	28	772
Post Primaire	11	854
Secondaire	0	0
Coranique	0	0
Sans niveau	5	1 074
Total général	44	821

Tableau VI-10 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective

Motif de sortie	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)
Fugue	17	860	461
Fin de placement	9	874	774
Total général	26	869	540

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	3	3	3	1
Tribunaux de grande instance	24	24	24	24	24	24	25	25	25	25
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	0	0
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	7	7	7	7	7	0	0
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	0	0
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	19	19	19	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	24	24	24	24	24	25	25	25	25	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	24	24	24	25	25	26	26	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	8 204	11 534	15 307	13 619	17 086	19 136	29 115	31 275	32 248	25 048
Effectifs des magistrats au Ministère	391	415	409	428	449	480	508	505	575	707
Effectif du personnel greffier au Ministère	352	343	340	372	414	419	430	460	529	713
Assistance judiciaire	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'hommes assistés	-	-	-	-	-	37	181	172	170	
Nombre de femmes assistées	-	-	-	-	-	27	63	115	144	
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	169	206	236	225	167	231	263	280	214	241
Décisions rendues	112	159	152	138	108	161	184	213	183	337
Décision rédigées	108	130	125	105	117	106	157	162	172	292
Conclusions rendues par le parquet général	137	128	96	57	179	243	228	241	133	348
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245	2 386	2 176	2 048
Décisions rendues	1 121	1 340	1 372	1 450	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 353
Décision rédigées	543	910	983	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428	1 308
Affaires nouvelles pénales	530	585	634	434	639	492	821	1 236	1 039	1 275
Décisions des chambres d'accusation	153	168	205	222	110	399	562	1 274	605	406
Décisions des chambres criminelles	167	123	99	54	39	52	35	199	107	209
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 446
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 082	11 470	15 172	12 669	12 151
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours	2mois	1 mois 21 jours	1 mois 27 jours	1 mois 21 jours
Stock des affaires civiles								17 321		
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours	3 mois 6 jours	2 mois 20 jours	2 mois 02 jours	3 mois 19 jours	2 mois 5 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours	10 mois 12 jours	10 mois 12 jours	12 mois 29 jours	14 mois 29 jours	12 mois 13 jours	14 mois 4 jours	11 mois 26 jours
Stock des affaires correctionnelles								6 448		
Affaires nouvelles en instruction	754	893	1 000	1 123	936	875	974	805	803	1 210
Affaires en Instruction clôturées	934	690	442	291	363	417	1 298	1 084	1 207	1 064
Affaires en cours d'instruction	7 4011	7 6577	7 830	8 924	8 885	9 172	8 043	8 068	6 761	7 588
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	6 ans 1mois
Temps moyens des affaires clôturées à l'instruction	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois	4 ans 2 mois	4 ans 5 mois	5 ans 8 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	322	436	399	158	226	316	465	614	-	-
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	261	259	311	343	144	348	385	478	-	-
Décision rédigées	227	163	182	319	129	233	290		-	-
Temps moyen pour rendre une décision	2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours	3 mois 1 jour	2mois	2 mois	-	-

Les chiffres clés de la justice (2/2)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Juges des enfants										
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	72	73	103	202	257	298	324	241	-	-
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	59	47	97	191	263	286	308	221	-	-
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	11	56	24	16	28	10	39	105	-	-
Décisions rendues (mineurs en danger)	18	96	23	13	31	13	37	184	-	-
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	9	5	8	1	1	17	18	13	-	-
Affaires clôturées	12	1	14	2	4	4	5	3	-	-
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles (hors référés)	339	336	356	426	451	468	499	551	580	729
Décisions rendues (hors référés)	319	282	311	297	372	444	409	453	500	490
Décisions rédigées (hors référés)	199	277	302	283	372	442	423	454	500	432
Temps moyen pour une décision commerciale	9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours	6 mois 27 jours	7 mois 02 jours	7 mois 3 jours	6 mois 23 jours
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583
Décisions rendues	618	742	975	817	874	1 080	1 189	1 097	844	648
Décision rédigées	471	554	852	796	629	805	905	878	842	578
Temps moyen pour rendre une décision	1an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2mois	1 an 2mois	1an 1 mois	1 an 4 mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	399	344	318	235	202	294	290	240	243	282
Arrêts provisoires et définitifs rendus	139	0	62	95	1	46	8	3	0	20
Contrôles de gestion effectués	8	5	7	11	11	39	27	17	25	19
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	94	172	103	120	149	277	137	299	276	458
Affaires jugées	57	126	45	42	36	175	66	88	72	132
Décision rédigées	47	80	26	28	39	89	55	139	71	81
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	194	434	314	309	330	874	584	742	702	812
Décisions rendues	127	317	258	188	255	687	428	615	509	665
Décision rédigées	87	246	156	108	156	494	382	524	452	484
Temps moyens pour rendre une décision	1an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1an 7mois	1an 7mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois
Établissements pénitentiaires										
Ensemble de détenus au 31 décembre	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401
Nombre de mis en examen au 31 décembre	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822
Nombre de prévenus au 31 décembre	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848
Nombre d'OMD	262	67	47	75	109	17	11	0	0	0
Nombre de condamnés au 31 décembre	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731
Taux d'occupation (100%)	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6

Liste des tableaux

Tableau II-1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels.....	24
Tableau II-2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2020 par localité.....	24
Tableau II-3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel	26
Tableau II-4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA).....	28
Tableau II-5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)	28
Tableau II-6: Dotations budgétaires par programme	28
Tableau II-7: Consommations budgétaires par programme	28
Tableau II-8: Dotations et Consommations budgétaires par Direction régionale de l'administration pénitentiaire	28
Tableau II-11 : Dotation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA).....	30
Tableau II-12 : Consommation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA).....	31
Tableau II-13 : Dotation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA).....	31
Tableau II-14 : Consommation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA).....	32
Tableau II-15 : Personnel du Ministère par sexe et par corps	34
Tableau II-16 : personnel du ministère par catégorie et par statut.....	34
Tableau II-17 : personnel du ministère par tranche d'âges.....	34
Tableau II-18 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position	35
Tableau II-19 : Magistrats par type de juridiction	35
Tableau II-20 : Magistrats par juridiction.....	36
Tableau II-21 : Personnel du corps des greffiers par sexe	38
Tableau II-22 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	38
Tableau II-23 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):.....	39
Tableau II-24 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	41
Tableau II-25 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite).....	42
Tableau II-26 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	44
Tableau II-28 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)	45
Tableau II-29 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe.....	47
Tableau II-30 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires.....	47
Tableau II-31 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre .	49
Tableau II-32 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre .	50
Tableau II-33 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12.....	51
Tableau II-34 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année, par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre	52
Tableau II-35 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par sexe.....	52
Tableau II-36 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par profession et par sexe	53
Tableau II-37 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position.....	55
Tableau II-38 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position.....	55
Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso.....	55
Tableau II-39 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	55
Tableau III-1 : Activités du siège de la Cour de cassation	59
Tableau III-2 : Affaires nouvelles du parquet général près la Cour de cassation	59
Tableau III-3 : Conclusions rendues par le parquet général près la Cour de cassation	59
Tableau III-4 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation	60
Tableau III-15 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel	66
Tableau III-16 : Affaires nouvelles en provenance des juridictions de fonds (TGI, TT, TC...) par Cour d'appel	66
Tableau III-17 : Ensemble des décisions rendues des chambres civiles par Cour d'appel	66
Tableau III-18 : Décisions rendues des chambres commerciales par Cour d'appel.....	66
Tableau III-19 : Ensemble des décisions rendues des chambres sociales par Cour d'appel (y compris les radiations).....	66
Tableau III-20 : Décisions rendues des chambres correctionnelles par Cour d'appel.....	66
Tableau III-21 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel	67
Tableau III-22 : Décisions rédigées par Cour d'appel.....	67
Tableau III-23 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel.....	67
Tableau III-24 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel.....	67
Tableau III-25 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel.....	67
Tableau III-26 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	67
Tableau III-27 : Nature des décisions rendues par les chambres de l'instruction.....	68
Tableau III-28 : Décisions rendues par chambre de l'instruction	68
Tableau III-29 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles	68
Tableau III-30 : Décisions rendues par chambre criminelle.....	68
Tableau III-31 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure	69
Tableau III-32 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance (hors référés).....	71
Tableau III-33 : Nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des tribunaux de grande instance	71
Tableau III-34 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés).....	71
Tableau III-35 : Ensemble des affaires nouvelles de référés civiles et commerciales par tribunal de grande instance	72

Tableau III-37 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance.....	73
Tableau III-39 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, radiations et ordonnances).....	76
Tableau III-40 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit et ordonnances).....	76
Tableau III-41 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, radiations et ordonnances).....	77
Tableau III-42 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance (hors référés).....	77
Tableau III-43 : Ordonnances de référés par tribunal de grande instance.....	78
Tableau III-44 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit et ordonnances).....	80
Tableau III-45 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit et ordonnances).....	80
Tableau III-46 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit et ordonnances) (suite).....	81
Tableau III-47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance.....	84
Tableau III-48 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance.....	86
Tableau III-49 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI.....	86
Tableau III-50 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	88
Tableau III-51 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, extorsions, recels, escroqueries et abus de confiance par tribunal de grande instance.....	88
Tableau III-52 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par Tribunal de grande instance.....	89
Tableau III-53 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI.....	91
Tableau III-54 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI.....	91
Tableau III-55 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI.....	93
Tableau III-56 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI.....	93
Tableau III-57 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI.....	94
Tableau III-58 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI.....	94
Tableau III-59 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets TGI.....	95
Tableau III-60 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI.....	95
Tableau III-61 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs.....	97
Tableau III-62 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs par TGI.....	97
Tableau III-63 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire.....	99
Tableau III-64 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en matière civile par parquet des TGI.....	99
Tableau III-65 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civiles selon leur nature par parquet.....	101
Tableau III-66 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet.....	101
Tableau III-67 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance.....	104
Tableau III-68 : Jugements rendus par les pôles spécialisés des tribunaux de grande instance.....	106
Tableau III-69 : Jugements rendus par pôle.....	106
Tableau III-70 : Jugements rendus par le pôle anti terrorisme selon la nature de l'infraction.....	106
Tableau III-71 : Jugements rendus par les pôles économiques et financiers selon la nature de l'infraction.....	107
Tableau III-72 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance.....	107
Tableau III-73 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance.....	108
Tableau III-74 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance.....	108
Tableau III-75 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance.....	110
Tableau III-76 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance.....	110
Tableau III-77 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance.....	111
Tableau III-78 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	111
Tableau III-79 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance.....	112
Tableau III-80 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure.....	112
Tableau III-81 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure.....	112

Tableau III-82 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	113
Tableau III-83 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	113
Tableau III-84 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	114
Tableau III-85 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	114
Tableau III-86 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance	115
Tableau III-87 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi	117
Tableau III-88 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger	117
Tableau III-89 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI	117
Tableau III-90 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI	118
Tableau III-91 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI	118
Tableau III-92 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI	119
Tableau III-93 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance	121
Tableau III-94 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la nature de l'ordonnance	123
Tableau III-95 : Affaires dont l'instruction est clôturée par tribunal de grande instance	123
Tableau III-96 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2020 par tribunal de grande instance et selon le motif de clôture	124
Tableau III-97 : Affaires clôturées par ordonnance de non-lieu par tribunal de grande instance	124
Tableau III-98 : Affaires clôturées par ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance	125
Tableau III-99 : Affaires clôturées par ordonnance de mise en accusation par tribunal de grande instance	125
Tableau III-100 : Affaires clôturées par autres ordonnance par tribunal de grande instance (incompétence, dessaisissement, non informer et autres)	126
Tableau III-101 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	128
Tableau III-102 : Mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire	130
Tableau III-103 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance	130
Tableau III-104 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance	131
Tableau III-105 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de 6 mois à moins de 1 an	131
Tableau III-106 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est de 1 an à moins de 2 ans par tribunal de grande instance	132
Tableau III-107 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est supérieure à 2 ans par tribunal de grande instance	132
Tableau III-108 : Nombre d'affaires clôturées et nombre d'affaires en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée	133
Tableau III-110 : Nombre d'affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	133
Tableau III-111 : Nombre d'affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	134
Tableau III-112 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance	134
Tableau III-113 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	135
Tableau III-114 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance	135
Tableau III-115 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	136
Tableau III-116 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance	138
Tableau III-117 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance	138
Tableau III-118 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance	140
Tableau III-119 : Ensemble des immatriculations au registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	140
Tableau III-120 : Immatriculations des personnes physiques au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	142
Tableau III-121 : Immatriculations des personnes morales au registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	142
Tableau III-122 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce	144
Tableau III-123 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type	144
Tableau III-124 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors ordonnances)	144
Tableau III-125 : Référé des tribunaux de commerce	144
Tableau III-126 : Ensemble des décisions de référés rendues par type	146
Tableau III-127 : Répartition des décisions de référés rendues par tribunal de commerce	146
Tableau III-128 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce	146
Tableau III-129 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type	146

Tableau III-130 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	146
Tableau III-131 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	146
Tableau III-133 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par tribunal de commerce (hors avant dire droit, ordonnances)	148
Tableau III-134 : Décisions rendues selon la durée et par type de procédure (hors avant dire droit, ordonnances)	149
Tableau III-135 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, ordonnances)	149
Tableau III-136 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance (hors contraventions)	151
Tableau III-137 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance	153
Tableau III-138 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance	153
Tableau III-139 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance	153
Tableau III-140 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)	153
Tableau III-141 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance	153
Tableau III-142 : Activités des tribunaux de simple police	153
Tableau III-143 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	155
Tableau III-144 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail	155
Tableau III-145 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail	155
Tableau III-146 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail	155
Tableau III-147 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés, hors radiations)	157
Tableau III-148 : Décisions d'acceptation et de rejet rendues par tribunal du travail	157
Tableau III-149 : Décisions rédigées par tribunal du travail	157
Tableau IV-1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes	160
Tableau IV-2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes	160
Tableau IV-3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes	160
Tableau IV-4 : Activités du siège du Conseil d'Etat	163
Tableau IV-5 : Nombre de décisions rendues par matière (hors référés)	165
Tableau IV-6 : Activités du premier président (Référés)	165
Tableau IV-7 : Nombre de décisions rendues par matière selon la durée de la procédure en 2020	165
Tableau IV-8 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure	165
Tableau IV-9 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat	166
Tableau IV-10 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat	166
Tableau IV-11 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs	168
Tableau IV-12 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif	170
Tableau IV-13 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif	170
Tableau IV-14 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif	171
Tableau IV-15 : Décisions d'acceptation, d'acceptation partielle et de rejet rendues par tribunal administratif	171
Tableau IV-16 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif	172
Tableau IV-17 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif	172
Tableau IV-18 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif	172
Tableau IV-19 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs	173
Tableau IV-20 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement	174
Tableau IV-21 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement	174
Tableau V-1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre	178
Tableau V-2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	178
Tableau V-3 : Capacité d'accueil par établissement pénitentiaire au 31 décembre	178
Tableau V-4 : Taux d'occupation (en %) par établissement pénitentiaire au 31 décembre	179
Tableau V-5 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	179
Tableau V-6 : Evolution des effectifs	180
Tableau V-7 : Mouvements, évènements, Incidents	180
Tableau V-8 : Nombre d'extractions (OPJ et Palais de justice) par établissement pénitentiaire et par année	180
Tableau V-9 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	181
Tableau V-10 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire	181
Tableau V-11 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire	182
Tableau V-12 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire	182
Tableau V-13 : Incarcérations (entrées) des femmes au cours de l'année par établissement pénitentiaire	183
Tableau V-14 : Incarcérations (entrées) OMD au cours de l'année par établissement pénitentiaire	183
Tableau V-15 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	184
Tableau V-17 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive	186
Tableau V-18 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	188
Tableau V-19 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	188
Tableau V-21 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 2 mois au 31 décembre par établissement pénitentiaire	189
Tableau V-23 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire	190
Tableau V-24 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	191
Tableau V-25 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire	191

Tableau V-26 : Prévenus de crimes et délits contre la sécurité publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire	192
Tableau V-27 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive.	194
Tableau V-28 : Ensemble des mis en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	196
Tableau V-29 : Ensemble des femmes mises en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	196
Tableau V-30 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire	197
Tableau V-31 : Mis en examen de 18 ans et plus, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	197
Tableau V-32 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	198
Tableau V-33 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	198
Tableau V-34 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	199
Tableau V-35 : Mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	199
Tableau V-36 : Mis en examen dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	200
Tableau V-37 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée	202
Tableau V-40 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire	205
Tableau V-41 : Condamnés de 18 ans et plus, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	205
Tableau V-42 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	206
Tableau V-43 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	206
Tableau V-44 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP	207
Tableau V-45 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	207
Tableau V-46 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	208
Tableau V-47 : Condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	208
Tableau V-48 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP	209
Tableau V-49 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP	209
Tableau V-50 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées par année et selon le sexe	210
Tableau V-51 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le sexe.....	210
Tableau V-52 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours	210
Tableau V-51 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durées moyennes par année et selon le service social	210
Tableau V-53 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2020 selon le service social et la durée	211
Tableau V-54 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2020 par infractions et selon la durée	212
Tableau VI-1 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale en 2020	213
Tableau VI-2 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi en 2020	213
Tableau VI-3 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil en 2020.....	214
Tableau VI-4 : Effectif des mineurs en 2020 par sexe et selon l'année d'entrée.	215
Tableau VI-5 : Effectif des mineurs en 2020 par centre de réinsertion sociale et par sexe.	215
Tableau VI-6 : Effectif des mineurs en 2020 par juridiction de provenance et selon l'année d'entrée.....	215
Tableau VI-7 : Effectif des mineurs en 2020 par âge et selon l'année d'entrée.	216
Tableau VI-8 : Effectif des mineurs en 2020 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée.....	216
Tableau VI-9 : Niveau d'instruction des mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12	216
Tableau VI-10 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective	216

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	3	3	3	1
Tribunaux de grande instance	24	24	24	24	24	25	25	25	25	25
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	0	0
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	7	7	7	7	7	0	0
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	0	0
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	19	19	19	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	24	24	24	24	24	25	25	25	25	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	24	24	24	25	25	26	26	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens										
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	8 204	11 534	15 307	13 619	17 086	19 136	29 115	31 275	32 248	25 048
Effectifs des magistrats au Ministère	391	415	409	428	449	480	508	505	575	707
Effectif du personnel greffier au Ministère	352	343	340	372	414	419	430	460	529	713
Assistance judiciaire										
Nombre d'hommes assistés	-	-	-	-	-	37	181	172	170	-
Nombre de femmes assistées	-	-	-	-	-	27	63	115	144	-
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	169	206	236	225	167	231	263	280	214	241
Décisions rendues	112	159	152	138	108	161	184	213	183	337
Décision rédigées	108	130	125	105	117	106	157	162	172	292
Conclusions rendues par le parquet général	137	128	96	57	179	243	228	241	133	348
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245	2 386	2 176	2 048
Décisions rendues	1 121	1 340	1 372	1 450	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 353
Décision rédigées	543	910	983	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428	1 308
Affaires nouvelles pénales	530	585	634	434	639	492	821	1 236	1 039	1 275
Décisions des chambres d'accusation	153	168	205	222	110	399	562	1 274	605	406
Décisions des chambres criminelles	167	123	99	54	39	52	35	199	107	209
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 446
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 082	11 470	15 172	12 669	12 151
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours	2mois	1 mois 21 jours	1 mois 27 jours	1 mois 21 jours
Stock des affaires civiles								17 321		
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours	3 mois 6 jours	2 mois 20 jours	2 mois 02 jours	3 mois 19 jours	2 mois 5 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours	10 mois 12jours	10 mois 12 jours	12 mois 29 jours	14 mois	12 mois 13 jours	14 mois 4 jours	11 mois 26 jours
Stock des affaires correctionnelles								6 448		
Affaires nouvelles en instruction	754	893	1 000	1 123	936	875	974	805	803	1 210
Affaires en Instruction clôturées	934	690	442	291	363	417	1 298	1 084	1 207	1 064
Affaires en cours d'instruction	7 4011	7 6577	7 830	8 924	8 885	9 172	8 043	8 068	6 761	7 588
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	6 ans 1mois
Temps moyens des affaires clôturées à l'instruction	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois	4 ans 2 mois	4 ans 5 mois	5 ans 8 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	322	436	399	158	226	316	465	614	-	-
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	261	259	311	343	144	348	385	478	-	-
Décision rédigées	227	163	182	319	129	233	290		-	-
Temps moyen pour rendre une décision	2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours	3 mois 1 jour	2mois	2 mois	-	-

Les chiffres clés de la justice (2/2)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2016	2017	2018	2019	2020
Juges des enfants											
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	72	73	103	202	257	298	324	241	-	-	-
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	59	47	97	191	263	286	308	221	-	-	-
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	11	56	24	16	28	10	39	105	-	-	-
Décisions rendues (mineurs en danger)	18	96	23	13	31	13	37	184	-	-	-
Tribunaux pour enfants											
Affaires nouvelles	9	5	8	1	1	17	18	13	-	-	-
Affaires clôturées	12	1	14	2	4	4	5	3	-	-	-
Tribunaux de commerce											
Affaires nouvelles (hors référés)	339	336	356	426	451	468	499	551	580	729	
Décisions rendues (hors référés)	319	282	311	297	372	444	409	453	500	490	
Décisions rédigées (hors référés)	199	277	302	283	372	442	423	454	500	432	
Temps moyen pour une décision commerciale	9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours	6 mois 27 jours	7 mois 02 jours	7 mois 3 jours	6 mois 23 jours	
Tribunaux du travail											
Affaires nouvelles	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	
Décisions rendues	618	742	975	817	874	1 080	1 189	1 097	844	648	
Décision rédigées	471	554	852	796	629	805	905	878	842	578	
Temps moyen pour rendre une décision	1an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2mois	1 an 2mois	1an 1 mois	1 an 4 mois	
Activités des juridictions de l'ordre administratif	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Cour des comptes											
Comptes de gestion reçus	399	344	318	235	202	294	290	240	243	282	
Arrêts provisoires et définitifs rendus	139	0	62	95	1	46	8	3	0	20	
Contrôles de gestion effectués	8	5	7	11	11	39	27	17	25	19	
Conseil d'État											
Affaires nouvelles	94	172	103	120	149	277	137	299	276	458	
Affaires jugées	57	126	45	42	36	175	66	88	72	132	
Décision rédigées	47	80	26	28	39	89	55	139	71	81	
Tribunaux administratifs											
Affaires nouvelles	194	434	314	309	330	874	584	742	702	812	
Décisions rendues	127	317	258	188	255	687	428	615	509	665	
Décision rédigées	87	246	156	108	156	494	382	524	452	484	
Temps moyens pour rendre une décision	1an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1an 7mois	1an 7mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois	
Établissements pénitentiaires	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Ensemble de détenus au 31 décembre	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	
Nombre de mis en examen au 31 décembre	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	
Nombre de prévenus au 31 décembre	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	
Nombre d'OMD	262	67	47	75	109	17	11	0	0	0	
Nombre de condamnés au 31 décembre	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	
Taux d'occupation (100%)	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	

Ministère de la Justice, des Droits Humains
et de la Promotion Civique

01 BP 526 Ouagadougou 01 - Burkina Faso
Tél. : +226 25 30 59 08